LE BOLCHÉVISME

VU PAR UN RUSSE

MARC SLONIM

DÉPUTÉ DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE PANRUSSE

LE BOLCHÉVISME VU PAR UN RUSSE



ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1921

I

LES ORIGINES

LA DOCTRINE BOLCHÉVISTE

Depuis la révolution de 1905 qui faillit renverser le tzarisme, la sociale-démocratie russe s'est divisée en deux partis très importants : les « menchevikis » (minoritaires) et les « bolchevikis » (majoritaires). Les deux fractions furent appelées ainsi après le congrès de Londres de 1903, pendant lequel se produisit la scission, et où les résultats du vote déterminèrent pour l'avenir les noms des dissidents. Les menchevikis professaient un socialisme évolutionniste et déclaraient que la révolution russe devait être une révolution bourgeoise ; par conséquent leur inten-

tion était de soutenir, avec le mouvement ouvrier, les tendances libérales grandissantes de jour en jour en Russie. Les bolchevikis, au contraire, représentaient le courant révolutionnaire qui avait le dessein de profiter de l'écroulement du tzarisme pour proclamer la dictature révolutionnaire. Cependant, jusqu'à la révolution de 1917, les deux fractions marchaient souvent ensemble et les bolchevikis ne présentaient pas trop de différence avec les autres partis socialistes russes.

La guerre ayant éclaté, les chefs bolchévistes, comme Lénine et Zinovyeff, formèrent l'aile gauche des congrès socialistes et antimilitaristes de Kienthal et Zimmerwald, prophétisant le prochain écroulement du système capitaliste comme conséquence de la guerre mondiale.

Retournés en Russie, Lénine, Trotzky et Zinovyeff se mirent à la tête du parti bolchéviste, se déclarant adversaires implacables de la guerre et formulant, en discours et en opuscules, cette doctrine qui, peu à peu, finit par devenir la foi officielle et la religion de l'État dans la nouvelle république communiste.

La base de la doctrine bolchéviste fut sa conception de la guerre. L'évolution du capitalisme, disait Lénine, est arrivée à son point culminant ; ses contradictions sociales et la concurrence économique, la

lutte pour les marchés et le développement du capital financier ne permettent plus la solution pacifique de la crise. La guerre est survenue comme la conséquence naturelle et inévitable de l'incapacité de la bourgeoisie à satisfaire les appétits impérialistes, à endiguer les armements, à faire cesser l'exploitation des nations prolétaires. Le heurt des divers groupes de l'impérialisme mondial, produit ingénu du désespoir bourgeois, ne peut finir par la victoire des armées, de l'une ou de l'autre coalition des peuples. Justement, parce qu'elle est étrangère aux intérêts des peuples, et conduite par les classes dirigeantes, la guerre ne provoque que le désespoir dans les masses fatiguées de la boucherie inutile et se transforme nécessairement en une guerre civile. Le capitalisme est incapable de conclure la guerre qui n'est autre chose que sa propre banqueroute ; la paix bourgeoise est impossible parce qu'elle ne résout rien. La guerre finira quand une troisième force entrera dans la lice et dira de sa voix rude : « Assez ! » La révolte des peuples contre la guerre, la révolution prolétaire contre les classes dirigeantes, voilà la fin que prévoyait le bolchévisme pour le conflit mondial. Par conséquent, il n'hésita pas à proclamer la révolution russe, commencement de la révolution mondiale, et fit une propagande acharnée contre la guerre, proposant l'ar-

mistice sur tous les fronts et espérant, par son propre exemple, pousser les autres peuples vers l'action révolutionnaire.

Cette révolution mondiale qui, selon le bolchévisme, devait conclure la grande guerre, présentait le caractère de cette « lutte finale » que l'on chante dans « L'Internationale ». Comme conséquence, la révolution sociale aurait renversé le vieux monde capitaliste.

Tout devait contribuer à ce que la révolution mondiale marquât l'avènement du socialisme. Le vieux monde ne pourra sortir de l'énorme crise financière, sociale et morale, dans laquelle il se débat, disaient les bolchevikis, si ce n'est par le changement décisif et radical de toute la civilisation humaine.

Quels aspects spéciaux présente cette révolution ? De quelle façon s'effectuera l'avènement du socialisme ?

En premier lieu, la conception bolchéviste présuppose l'explosion violente, au moyen de laquelle le prolétariat s'empare du pouvoir politique. Ici le bolchévisme répète la conception marxiste bien connue de la révolution sociale.

On comprend que, selon le bolchévisme, le moment suprême et catastrophique, pour lequel le marxisme orthodoxe jugeait nécessaires certaines conditions bien déterminées comme le surcroît de la

production, la prolétarisation des masses, la conscience de classe, soit arrivé.

Le bolchévisme croit fermement que les conditions objectives sont mûres pour la révolution sociale.

En s'emparant du pouvoir, le prolétariat doit instaurer sa propre dictature, comme système d'État (et ceci est le second point essentiel de la doctrine bolchéviste). Cette dictature s'exerce au moyen de la violence.

A ce point les bolchevikis se servent d'une phrase de Carl Marx, écrite en 1875 : « Entre la société capitaliste et la société communiste se trouve la période de métamorphose révolutionnaire de l'une à l'autre. A cette période correspond aussi une époque de transition dans le camp politique. Pendant cette époque le gouvernement ne peut assumer d'autre forme que celle de la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

Le prolétariat, selon Lénine, doit d'abord détruire la machine de l'État bourgeois, parce que « chaque État est une machine pour asservir une classe à une autre : la plus démocratique des républiques bourgeoises n'est qu'une machine qui assure l'oppression du prolétariat par la bourgeoisie ». « La dictature du prolétariat n'est pas une *forme de gouvernement*, mais un État de type différent, un État prolétaire, une machine destinée à *opprimer la bourgeoisie* par le proléta-

riat. Cette oppression est nécessaire parce que la bourgeoisie opposera toujours une résistance acharnée à l'expropriation du capital. » « Là où règne l'oppression, il ne peut y avoir ni liberté, ni égalité, ni semblables bienfaits. La démocratie bourgeoise... est toujours une démocratie limitée, hypocrite, menteuse et fausse : elle restera toujours une démocratie pour les riches et une tromperie pour les pauvres. » « La démocratie du prolétariat opprime les tyrans, la bourgeoisie, et n'agit pas hypocritement : elle ne leur promet ni liberté ni démocratie, mais donne ces biens aux ouvriers. » « La dictature — dit Lénine dans une autre circonstance — est un pouvoir de fer, révolutionnaire, audacieux et implacable dans la répression des exploiteurs. » Le bolchévisme admet que cette dictature du prolétariat soit exercée au moyen des individus et que ce qui est la dictature de classe devienne la dictature personnelle. « La dictature exercée par des personnes isolées — écrit Lénine — a été souvent, dans l'histoire des mouvements révolutionnaires, l'expression, le soutien de la dictature des classes révolutionnaires. L'État, pouvoir central, a besoin de la contrainte qui est exercée par des personnes isolées. »

Ainsi le bolchévisme non seulement justifie le régime d'oppression dans le sens inverse, mais con-

sent à ce que ce régime dégénère en une dictature personnelle, quoique contrôlée par les Soviets.

La dictature du prolétariat se soutient au moyen de la violence qui est glorifiée comme un système d'État et trouve son affirmation suprême dans la terreur. Les libertés civiles sont abolies pour la bourgeoisie. La vieille formule de l'égalité devant la loi est aussi abandonnée. L'État se propose, non plus la justice, mais la vengeance et l'oppression. Le principe de la liberté, du droit de chaque homme à la libre expression de sa pensée, ne trouve pas place dans la conception bolchéviste : pour elle, les principes et les vérités d'ordre général, universellement humains, n'existent pas : elle connaît seulement la vérité de classe, la justice prolétaire et la liberté pour les travailleurs.

En créant un nouveau type d'État, le prolétariat démolit toutes les institutions démocratiques, y compris le système du parlementarisme. Il ne peut admettre le suffrage universel, car selon le bolchévisme, seule la classe privilégiée, c'est-à-dire le prolétariat, a le droit de vote. Pour cela il forme de nouveaux organes législatifs, les Conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans (« Soviet » qui veut justement dire en russe « Conseil ») que Lénine considère comme « la forme supérieure de l'organisation de classe ». Les Soviets assurent à la minorité ouvrière le pouvoir

dictatorial sur le pays. Ils ne doivent observer aucune formalité bureaucratique. Les travailleurs, eux-mêmes, fixent l'ordre et la date des élections et révoquent, quand ils veulent, leurs élus. A l'aide de ces organes éminemment populaires, le prolétariat exerce son pouvoir politique et affirme sa dictature.

La Russie a été le premier pays qui ait hissé la bannière communiste et ait réussi à former une République prolétaire des Soviets. La révolution russe marque le commencement de l'époque nouvelle, l'avènement de la révolution mondiale. Elle ne sera victorieuse que lorsque son exemple aura poussé les masses ouvrières du monde entier à descendre sur la place pour renverser le régime impérialiste et instaurer la dictature du prolétariat.

Le bolchévisme se rend compte que « l'internationalisation de la lutte, commencée en Russie, sera d'une longue durée ». « Nous savons — écrit une revue bolchéviste — que les masses ouvrières de l'Europe n'étant pas encore associées à la conscience de classe ont besoin, pour les guider, d'une lumière très forte, d'une lumière incessante et éblouissante provenant du pays qui a fait le premier pas décisif sur la route de la régénération révolutionnaire. Nous croyons avec raison que la république des Soviets de Russie a justement ce privilège, d'être « la grande

puissance » du socialisme et de la révolution, et qu'elle stimulera et accélérera le développement révolutionnaire dans toute l'Europe. Si la Russie des Soviets ne peut arriver à la réalisation de ce but par ses appels et sa propagande, elle serait prête à continuer jusqu'au bout la lutte désespérée contre les ennemis de classe, pour pousser les peuples de l'Europe à l'imiter en faisant la Révolution. »

Pour guider les peuples vers la révolution mondiale, le bolchévisme déclare la guerre à la vieille sociale-démocratie et fonde la troisième internationale pour l'union des communistes du monde entier. Avec une intransigeance sectaire, le bolchévisme fait la « liste noire » de toutes les fractions du socialisme universel, et proclame que seul le « communisme » peut s'appeler le parti du prolétariat.

Je n'ajoute aucun commentaire à ce bref exposé de la doctrine bolchéviste. Je veux seulement rapporter quelques passages de l'opuscule de Kautsky sur la dictature du prolétariat.

« Jusqu'à présent — dit Kautsky — le socialisme apparaissait aux masses populaires comme un défenseur infatigable de la liberté de tous les opprimés. Maintenant les bolchevikis veulent qu'il devienne lui-même l'oppresseur. » En outre, Kautsky fait observer que la guerre a apporté tant de misère dans le monde

que la transformation économique de la société est en ce moment plus difficile que jamais. La Russie,qui a cependant un prolétariat industriel peu nombreux, n'a pu instaurer le régime socialiste sans empêcher que la population ne meure de faim. L'État sorti d'une guerre qui a absorbé toutes ses richesses, ne peut assurer le bien-être aux masses ouvrières ; d'autant moins quand, au régime renversé succède, non pas la démocratie, mais la dictature : parce que, dans ce cas, la situation est aggravée par l'inévitable guerre civile ; et ce qui reste, après la ruine de la guerre, est dissipé par l'anarchie.

En 1884 un des socialistes russes des plus éminents, Georges Plekhanoff, s'exprimait ainsi sur le cas où les socialistes arriveraient prématurément au pouvoir : « Qu'arrivera-t-il alors ? Oh, ce sera un fiasco vraiment colossal du parti socialiste russe ! Il sera obligé de créer une organisation pour laquelle il n'a ni la force ni les connaissances nécessaires. Tout s'unira pour le combattre : son propre manque de préparation, l'hostilité des classes dirigeantes et de la bourgeoisie agraire, l'indifférence du peuple pour ses projets de réformes, l'état de nos conditions économiques peu développées. »

Il est intéressant de confronter cette prophétie avec les paroles de Lénine : « Il faut avoir un optimisme

des plus ingénus pour oublier que les masses ouvrières sont peu informées du but et des méthodes socialistes ! Maintenant, puisque les classes ouvrières manquent encore d'une organisation consciente et n'ont pas l'éducation nécessaire pour la lutte contre la bourgeoisie, on ne peut parler de révolution socialiste. »

Et pourtant toutes ces paroles furent bien vite oubliées par le bolchévisme triomphant. Il ne veut pas tenir compte des conditions économiques de la Russie, épuisée par la guerre, du peu de préparation du prolétariat industriel qui formait une minorité peu nombreuse dans l'ex-empire des Tzars et essaye d'effectuer le programme de la complète transformation de la société, par la violence et la terreur.

On comprend bien comment, dans la doctrine bolchéviste elle-même, se trouvent beaucoup de points douteux, justement réfutés par les événements récents. Mais il me semble qu'au lieu de discuter sur la possibilité de la révolution mondiale et sur la dictature du prolétariat, il serait plus utile d'étudier ce qu'a accompli la doctrine bolchéviste et de voir comment se transforment ses idées abstraites et ses théories sociales. Descendues du ciel sur la terre, les théories et les idées, en apparences les plus altruistes, doivent bien se modifier au contact des réalités vivantes.

LA RÉVOLUTION BOLCHÉVISTE

La révolution russe ayant éclaté en mars 1917, les bolchevikis abordèrent le champ de l'action politique en un groupe pas très nombreux, mais très compact. Leur fortune fut rapide. Ils demandaient la suspension des hostilités sur tous les fronts, la formation d'un ministère socialiste, et combattaient tout accord avec la bourgeoisie ainsi que la nécessité de la défense nationale. Cependant, au commencement, ils ne voulaient pas rompre avec tous les autres partis socialistes et n'opposaient pas encore les Soviets à l'Assemblée constituante. Cela venait de ce que la doctrine bolchéviste n'avait pas encore atteint son développement complet.

Leur propagande pacifiste trouva un large écho

parmi les masses russes. Économiquement plus faible que les autres pays, obligée de se battre seule sur un front immense, séparée des alliés par sa situation géographique, épuisée et ruinée par les fautes et les crimes de la politique tzariste, la Russie ne put supporter longtemps cet effort surhumain des nations qu'a été la guerre. Elle succomba la première de toutes. Son armée de 14 millions d'hommes, composée pour la plus grande partie de paysans qui ne savaient même pas pourquoi ils se battaient, tomba en ruines. Ce furent les bolchevikis qui accélérèrent la dissolution des armées russes en secondant et en excitant le désir inconscient des soldats d'en finir avec cette guerre terrible. Voilà pourquoi les bolchevikis trouvèrent subitement un grand nombre d'amis et de partisans dans l'armée, qui subissait les effets néfastes de leur propagande corruptrice.

Les efforts de la « Défense Nationale » se heurtaient contre la fatigue et l'apathie des masses. En outre, la lutte des partis à l'intérieur du pays empêchait l'union de toutes les forces antibolchévistes. La bourgeoisie, ignorante du péril imminent du communisme, voulait à tout prix rester au pouvoir et ne cédait aucun de ses privilèges sans opposer une résistance acharnée. Elle ne sut pas comprendre que la révolution russe n'était pas une révolution

bourgeoise, mais que, faite par les paysans et les soldats, elle représentait un vaste mouvement social suivi de transformations économiques radicales. Ce ne fut pas pour rien que, le lendemain de l'écroulement du tzarisme, la Russie assista à la montée vertigineuse des socialistes au sommet de la popularité, tandis que les partis bourgeois étaient contraints à se retirer dans l'ombre.

Les tentatives des socialistes modérés de résoudre le problème de la guerre, en infusant un esprit nouveau à la lutte contre les Allemands et en demandant aux Alliés de préciser clairement les buts de la guerre, échouèrent complètement. Les bolchevikis gagnaient du terrain.

Déjà au mois de juillet 1917, ils crurent le moment arrivé pour tenter une révolte à Pétrograd afin de renverser le gouvernement de Kerenski. Ce fut alors que la formule « tout le pouvoir aux Soviets » prit le caractère d'une devise et d'un appel lancé aux masses. Le mouvement de juillet fut étouffé dans le sang. Le gouvernement prit des mesures très sévères contre les bolchevikis, mais ne réussit pas à conserver longtemps cette attitude. Et ceci fut peut-être en partie la conséquence de la politique des socialistes modérés qui considéraient les bolchevikis comme des compagnons de lutte, comme une fraction socialiste, peut-

être trop avancée et un peu paradoxale dans ses maximes, mais appartenant toujours à la même grande famille des partis du prolétariat.

Au mois d'août 1917, la bourgeoisie russe tenta le dernier coup pour reprendre le pouvoir en mains et pour instaurer dans le pays le régime de la dictature militaire. Le général Korniloff, suivi d'un fort petit nombre de partisans, essaya de renverser Kerenski pour prendre sa place, promettant de régénérer l'armée et de continuer la guerre. La rébellion de Korniloff fut accueillie par les masses populaires comme une véritable contre-révolution. Elle n'eut d'autres résultats que de renforcer, par réaction, les tendances extrémistes et d'augmenter la haine des soldats contre les officiers désormais tous suspects de tendances et de projets monarchiques. Korniloff fut vaincu en un moment. Au lieu de remédier à la situation il la rendit bien pire : à partir de ce moment la discipline est complètement ébranlée dans l'armée, la désertion prend des proportions inouïes, et les bolchevikis se sentent renforcés et rehaussés aux yeux des masses, d'autant plus qu'ils avaient eux-mêmes pris une part très active au mouvement contre Korniloff.

Le gouvernement de Kerenski, incapable de résoudre le problème de la guerre, ne cherche plus qu'à

conduire le pays à la Constituante. Il ne veut pas assumer la responsabilité de prendre des décisions sur les problèmes fondamentaux de la vie russe : il renvoie tout aux jours encore lointains de la convocation de l'Assemblée. Abandonné par la bourgeoisie, menacé par les bolchevikis, il commence peu à peu à perdre du terrain. Il devient faible, indécis, inactif. Sa popularité diminue prodigieusement. Et au lieu de faire des efforts héroïques, les partis composant le gouvernement, discutent, parlent, ne se mettent jamais d'accord, oscillent entre le principe de coalition avec la bourgeoisie et la formation d'un pouvoir purement socialiste. Étant donné que la différence entre socialistes révolutionnaires et bolchevikis n'a pas encore été nettement établie, il semble que les premiers sont quelquefois des « bolchévisants ». La vérité est que dans le parti socialiste révolutionnaire, qui avait derrière lui l'énorme majorité du pays, il manqua une uniformité de direction : la croissance même du parti fut nuisible à son unité et contribua à la formation de tendances disparates jusque dans son propre sein.

Voilà pourquoi, vers le mois d'octobre 1917, la lutte intestine rendit le parti gouvernemental absolument incapable de prendre une ligne de conduite claire et nette : il y eut une véritable paralysie du

pouvoir, un état de torpeur politique accompagné de la fatigue momentanée des masses et d'un désastre complet sur le front.

Les bolchevikis surent profiter admirablement de cette situation favorable à n'importe quel coup d'État. Ayant réussi à obtenir la majorité dans plusieurs Soviets importants, parmi lesquels celui de Pétrograd, ils commencèrent à organiser la révolte. Ils ne cachaient pas leurs intentions, au contraire, ils en parlaient ouvertement et convoquèrent, pour les premiers jours de novembre, un Congrès des Soviets qui devait décider de la situation. Dans le parti bolchéviste, tous n'étaient pas favorables à un coup d'État, mais les partisans de « l'action directe » avaient la majorité.

Sous prétexte de faire face à une offensive éventuelle des Allemands contre la capitale (en ce temps-là les Allemands avaient pris Riga sur la Baltique), les bolchevikis réussirent à armer la garde rouge et à constituer un « Comité révolutionnaire militaire » qui devint bientôt le véritable chef de toute la garnison de Pétrograd.

Le 6 novembre, le « Comité » qui formait un véritable état-major bolchéviste crut opportun de ne pas attendre davantage. En effet, le gouvernement de Kerenski, enfin prêt à prendre des mesures répres-

sives contre les bolchevikis, rappela des alentours de la capitale, l'artillerie et l'école des sous-officiers. Les troupes d'assaut, les élèves-officiers et un bataillon féminin furent réunis au Palais d'Hiver, siège du gouvernement de Kerenski. Pendant la nuit, les forces bolchévistes prirent possession des stations de chemins de fer et des points stratégiques les plus importants de la capitale. Le lendemain, 7 novembre, commencèrent les combats dans les rues de Pétrograd. Les troupes du gouvernement furent vaincues en peu de temps. Après un bombardement intense et une bataille acharnée devant le Palais d'Hiver, le siège du gouvernement fut pris d'assaut, et tous les ministres furent arrêtés. La soldatesque viola les femmes du bataillon féminin et envahit les caves du Palais. L'orgie dura pendant trois jours.

Au Congrès des Soviets, Trotzky proclama la victoire. Les menchevikis et les socialistes révolutionnaires, protestant contre le coup d'État, abandonnèrent le Congrès où les bolchevikis restèrent maîtres incontestés. A quelques jours de là, les troupes ramenées du front par Kerenski furent en partie défaites et passèrent en partie aux bolchevikis. Ce fut alors que, le 11 novembre, les antibolchevikis tentèrent de soulever à Pétrograd une rébellion contre les nou-

veaux dictateurs. Cette rébellion, connue sous le nom de « l'insurrection des élèves-officiers », fut étouffée avec une cruauté inouïe. Trotzky lui-même confessa que « les marins, certainement, commirent des actes de cruauté...; les événements avaient pris un caractère tragique ». En réalité il y eut un terrible massacre d'officiers.

Aussitôt après l'insurrection, le gouvernement bolchéviste supprima beaucoup de journaux et fit arrêter quantité de gens.

En attendant, le Congrès des Soviets désigna le Conseil des commissaires du peuple, présidé par Lénine, composé exclusivement de bolchevikis, auquel fut confié tout le pouvoir gouvernemental. Les commissaires du peuple lancèrent aussitôt deux appels au peuple promettant la paix immédiate et invitant les paysans à s'emparer des terres des riches propriétaires et de l'État. La devise des bolchevikis fut : « Pain, paix et socialisme. »

La violence et l'intransigeance des bolchevikis poussèrent les autres partis socialistes à prendre une attitude ouvertement hostile au nouveau gouvernement. Le Comité central des employés de chemins de fer, déclarant la neutralité des employés de chemins de fer eux-mêmes dans la nouvelle guerre civile, tenta de réconcilier les bolchevikis avec les autres

partis socialistes. Mais, juste à ce moment,les bolchevikis installèrent des tribunaux révolutionnaires pour faire une justice sommaire à leurs adversaires en commençant par deux chefs du parti socialiste révolutionnaire : Avksentyeff et Goz. Les employés de chemins de fer décidèrent alors de ne pas entamer les négociations avant que les tribunaux soient supprimés ; mais cela n'eut jamais lieu.

Les menchevikis et les socialistes révolutionnaires se déclarèrent subitement contre les bolchevikis. Voilà ce qu'écrivaient les journaux socialistes russes au lendemain du coup d'État : « La Révolution russe, humiliée et salie, gît couverte de fange et de sang... Et c'est cela que l'on appelle le gouvernement des Soviets ? Quelle calomnie ! Où sont donc tous les partis socialistes, qui faisaient partie des Soviets ? L'un après l'autre ils ont abandonné le Congrès des Soviets, creusant un abîme infranchissable entre eux et cette bande d'aventuriers qui a commis un attentat contre la liberté russe. Ceci n'est pas « le gouvernement des Soviets », mais le gouvernement des bolchevikis qui se sont emparés du pouvoir grâce à une conspiration militaire. » (*Journal des ouvriers*.) « La démocratie révolutionnaire ne peut, sans se couvrir de honte, s'unir avec les bolchevikis, qui ont cyniquement foulé aux pieds les principes fondamentaux

de la démocratie. Par la tromperie et le mensonge démagogique le plus impudent, ils ont poussé les masses inconscientes à répandre le sang de leurs frères. » (*La volonté du peuple.*) Mais ce qui accrut l'hostilité des socialistes contre les bolchevikis ce furent les événements de Moscou. Le pays accueillit avec stupeur la nouvelle du coup d'État de Lénine et de Trotzky. Les bolchevikis réussirent à s'emparer du pouvoir seulement dans quelques villes de la Russie centrale. La Sibérie, le Don, le Caucase, l'Ukraine, la Bessarabie et d'autres provinces russes restèrent aux mains des socialistes révolutionnaires et des démocrates. Partout la lutte s'engagea entre les bolchevikis et leurs adversaires. Elle fut particulièrement acharnée à Moscou, où les bolchevikis, pour s'emparer de la ville, n'hésitèrent pas à la bombarder avec l'artillerie lourde une semaine durant. Les détachements antibolchévistes furent massacrés sans aucune pitié ; les victimes se comptaient par milliers. La terreur bolchéviste prit des proportions inouïes. A partir de ce moment, toute tentative de réconciliation avec le bolchévisme de la part des socialistes modérés, fut abandonnée. Il n'était pas possible d'espérer arriver à un accord avec des gens qui, sans scrupules et sans égards pour personne, n'aspiraient qu'au pouvoir. Du reste on savait bien

qu'avec des dictateurs du type de Lénine, autocrate comme pas un, aucun compromis n'était possible.

Maxime Gorky écrivait en ce temps-là : « Lénine, Trotzky et leurs satellites sont déjà empoisonnés par le pouvoir ; nous le voyons à leur façon honteuse de considérer la liberté de la presse, la liberté individuelle et tous les droits pour le triomphe desquels la démocratie a toujours lutté. Fanatiques aveugles, aventuriers inconscients, ils se lancent à bride abattue sur la route de « la révolution sociale », qui n'est autre chose, en réalité, que le chemin de l'anarchie et la ruine du prolétariat... La classe ouvrière devrait comprendre que Lénine est en train de faire une simple expérience sur son sang et sur sa peau. Il cherche à pousser l'esprit révolutionnaire du prolériat jusqu'au dernier degré, pour voir ce qui en résultera. Il ne peut certainement pas croire à la victoire du prolétariat en Russie, étant données les conditions actuelles. Peut-être croit-il à un miracle! Mais la classe ouvrière devrait se rappeler que les miracles n'arrivent plus et que seules : la faim, la désorganisation complète de l'industrie, la ruine des transports, une anarchie longue et sanglante et, pour finir, une réaction cruelle non moins sanglante lui sont réservées. »

Les bolchevikis se heurtèrent à la résistance de toutes les institutions et des administrations de la capitale : ce fut alors qu'on lança le mot d'ordre : — le boycottage! — Les banques, les écoles, les organes administratifs, tous se fermèrent par manque de fonctionnaires, de professeurs et d'employés. Les ministères restèrent déserts ; personne ne voulait entrer au service des bolchevikis et un désordre chaotique régna dans la machine d'État. Mais les bolchevikis disaient qu'un tel état de choses leur était favorable, parce qu'il aidait à renverser toutes les institutions de l'État bourgeois.

Les partis antibolchévistes décidèrent de ne pas provoquer la guerre civile par de nouvelles révoltes armées : on procéda à un travail intense de propagande pour préparer les élections à la Constituante qui devaient avoir lieu trois semaines après la révolution bolchéviste. Ainsi on nourrissait encore quelques espérances sur le résultat favorable des événements, considérant justement l'Assemblée constituante comme l'unique voie de salut. Il paraissait impossible que les bolchevikis refusassent d'écouter la voix du peuple librement exprimée dans l'Assemblée. On prédisait le peu de durée du gouvernement bolchéviste qui était destiné à remettre tout le pouvoir aux mains des « maîtres légaux de la terre russe », c'est-

à-dire aux mains de l'Assemblée constituante. Ainsi, dès le lendemain de la révolution communiste, l'Assemblée constituante devint l'espoir de toutes les forces russes contraires au coup d'État de Lénine.



L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Le gouvernement de Kerenski voulut assurer la plus grande liberté et le plus complet démocratisme aux élections pour la Constituante russe qui, selon le programme de tous les partis politiques, était appelée à délibérer, après l'écroulement du tzarisme, sur le sort de la Russie. Le régime absolutiste ayant disparu, tout était à refaire dans la vie russe, de la base au sommet. Pour cela l'Assemblée constituante était nécessaire. Mais le gouvernement de Kerenski perdit trop de temps en préparatifs. Pendant des mois entiers on élabora la loi électorale. On prit une quantité de mesures pour faire les choses le mieux possible, sur des bases essentiellement juridiques, sans se préoccuper de la situation intérieure du pays qui

exigeait la solution la plus brève des problèmes fondamentaux posés par la révolution.

Enfin le gouvernement fixa les élections pour le 25 novembre et la convocation de la Constituante pour le 11 décembre 1917. Il est curieux de remarquer que les bolchevikis furent les premiers à accuser le gouvernement de ne pas vouloir convoquer la Constituante. Au contraire, après être arrivés au pouvoir grâce à leur coup d'État, les bolchevikis disaient que la convocation de l'Assemblée était assurée.

Mais, peu à peu, se rendant compte de la situation, ils changèrent de tactique. La Commission centrale pour les élections fut dissoute et remplacée par un commissaire bolchéviste. Les chefs communistes dans leurs discours déclarèrent qu'ils n'avaient aucune intention de faire un fétiche de l'Assemblée constituante et qu'elle devait reconnaître immédiatement le pouvoir des Soviets.

Le 25 novembre, dans la plupart des districts électoraux eurent lieu les élections à la première Constituante russe. La loi électorale concédait le vote à tous les citoyens russes des deux sexes sur la base du suffrage universel, direct, égal, secret et proportionnel. L'armée aussi jouissait du droit électoral. Jamais une loi aussi profondément libre et démocratique ne fut adoptée dans aucun autre pays.

Peu à peu le résultat des élections se fit connaître. Sans en attendre l'issue complète, on se rendait compte que les bolchevikis étaient battus et qu'ils n'avaient obtenu un certain succès que sur le front, à Moscou et à Pétrograd. Le peuple, et en particulier la masse paysanne, exprima clairement ses sympathies politiques en envoyant à l'Assemblée les socialistes révolutionnaires. Sur 36 millions de votants, en 54 collèges électoraux, les bolchevikis obtinrent 9 millions de votes (24 o/o), tandis que les socialistes révolutionnaires en recueillirent plus de 20 millions (57 o/o). Sur 703 députés il n'y avait que 168 bolchevikis : les socialistes révolutionnaires avaient obtenu près de 400 sièges parmi lesquels 29 seulement appartenaient à la fraction de gauche qui, à ce moment, se détachait du parti pour former un groupe indépendant et sympathisant avec les bolchevikis.

Les bolchevikis, conscients du péril où les mettait l'Assemblée constituante, se mirent fébrilement au travail de préparation. En premier lieu, ils consolidèrent leur position en établissant des traités de paix séparés avec l'Allemagne : ils captèrent ainsi les sympathies de l'armée gangrenée. En outre la garde rouge réussit à imposer le régime des Soviets en diverses provinces de la Russie.

D'un autre côté, on commença à faire de la propagande contre l'Assemblée. D'abord on demandait : Que sera la Constituante ?

Que pourra-t-elle faire si sa majorité est composée d'ennemis du peuple ? Comment peut-on confier le sort de la Révolution à une telle Assemblée ? Ensuite vinrent les réponses : Si la Constituante ne reconnaît pas le pouvoir des Soviets, elle est condamnée à mourir.

Ensuite on vint à dire que « le peuple ne savait que faire de la Constituante parce qu'il avait dépassé de telles conceptions et n'avait pas besoin de cette forme archaïque et arriérée de l'Histoire ».

Les journaux bolchévistes *larga manu* répandaient des nouvelles fausses sur le compte de la Constituante, disant que la majorité des députés appartenait aux partis bourgeois. Et ceci était un mensonge pur et simple. Les partis bourgeois ne disposaient que de 64 sièges sur 703. Le reste était aux socialistes de divers partis.

La Constituante devait être convoquée le 11 décembre. Mais le petit nombre des députés arrivés à Pétrograd ne permit pas l'ouverture de l'Assemblée au jour promis. La première séance fut donc fixée d'abord pour le 10 et puis définitivement pour le 18 janvier 1918.

Toute la lutte des partis dans le pays se développait à ce moment autour de la Constituante. Sa majorité — les socialistes révolutionnaires — faisait des efforts désespérés pour organiser la résistance et la défense de l'Assemblée. A présent il était clair que les bolchevikis renonceraient sans hésitation aux principes qu'ils proclamaient hier encore, et useraient de la force contre la Constituante. Et à la force il fallait répondre par la force. Mais il était plus facile de faire de tels raisonnements que de rassembler les forces vraiment capables de lutter contre le coup bolchéviste.

Une guerre civile terrible faisait bouillonner toute la Russie. Les communications des chemins de fer et celles des postes furent interrompues entre les diverses parties de la République. Partout des combats, des opérations militaires, des désordres. L'armée russe, séduite par les pourparlers de paix, entamés par Trotzky, donna son aide aux bolchevikis. Leur force s'accrut. Les journaux communistes parlèrent sans ménagements de la possibilité d'une dissolution de la Constituante.

Tout le poids de la lutte en faveur de la Constituante tomba sur les épaules des socialistes révolutionnaires qui tentèrent de concentrer les forces fidèles aux alentours de Pétrograd. La guerre des

commissaires du peuple avec l'Ukraine nuisit beaucoup à cette entreprise, parce que les renforts ne purent arriver de la Russie méridionale, centre de l'opposition contre le bolchévisme.

Pendant ce temps les bolchevikis réunirent à Pétrograd un grand nombre de gardes rouges et firent venir de Kronstadt les marins qui étaient leur soutien le plus fort. Déjà avant le 18 janvier Pétrograd avait un aspect lugubre : on voyait partout des soldats, des mitrailleuses, des rues barrées et des affiches menaçantes du gouvernement.

Le 16 janvier, l'union pour la défense de la Constituante prit la décision d'organiser une grande manifestation populaire en faveur de l'Assemblée, le jour où elle devait se réunir. Les bolchevikis répondirent par des proclamations au peuple, dans lesquelles ils l'invitaient « à ne pas aider les contre-révolutionnaires et les bourgeois qui complotent de combattre le prolétariat au moyen de l'Assemblée constituante ». On conseillait, en outre, à la population de ne pas sortir dans les rues le jour de l'ouverture de l'Assemblée, « car personne ne serait épargné ! »

Le matin du 18 janvier des colonnes épaisses de manifestants, qui dépassaient cent mille personnes, se mirent en marche vers le palais Tauride, siège de la Constituante. Mais tous les accès des rues conduisant

au Palais étaient barrés par des marins et des gardes rouges, et ils accueillirent les manifestants à coups de fusil et de mitrailleuse. Partout la foule fut dispersée par les armes et un grand nombre de morts et de blessés, pour la plupart paysans et ouvriers, restèrent sur le pavé.

Vers deux heures de l'après-midi, tout était fini : les démonstrations dispersées, le danger d'une révolte que les bolchevikis craignaient, évitée, et le palais Tauride entouré par de forts détachements de troupes et d'artillerie.

Tous ceux qui eurent le malheur de se trouver à ce moment-là dans le palais Tauride conserveront pour toujours le souvenir inoubliable de la séance tragique de l'Assemblée constituante.

Ce ne fut qu'après la suppression brutale des démonstrations que les bolchevikis, désormais certains de la victoire, permirent d'ouvrir la séance. Des gardes rouges et des marins, la bombe à la ceinture et la grenade à la main, remplissaient la salle. Les tribunes réservées au public étaient bondées d'hommes armés et d'agents bolchévistes. La séance s'ouvrit au milieu d'un tumulte infernal : les députés bolchévistes, les gardes, les marins, le public, tous criaient, vociféraient, insultaient les députés socialistes et faisaient un tapage scandaleux. L'apparition

de chaque orateur anti-bolchéviste provoquait des hurlements, des sifflements, des cris et des menaces. Les passions étaient tellement déchaînées que plusieurs pupitres se cassèrent sous le poing de partisans trop ardents du bolchévisme. Je me rappelle que le sous-lieutenant Krylenko, qui venait d'être nommé commandant en chef des armées russes, démolit complètement son pupitre en hurlant comme un forcené pour empêcher M. Zeretelli de parler.

Plus de quatre cents députés étaient présents. Les socialistes révolutionnaires (plus de deux cent cinquante) formaient la majorité. Les bolchevikis remarquant qu'il n'était pas possible de triompher par des moyens légaux, recoururent de nouveau à la violence. Le président de l'Assemblée, socialiste révolutionnaire, Tchernoff, fut contraint de crier de toutes ses forces pour se faire entendre au moins par les sténographes ; dans la salle ses paroles furent perdues, couvertes par les hurlements des bolchevikis.

La fraction bolchéviste demanda à l'Assemblée que la question de l'organisation du pouvoir et de la reconnaissance du gouvernement des Soviets fût mise immédiatement à l'ordre du jour. L'Assemblée, voulant résoudre d'abord les questions fondamentales,

c'est-à-dire celles de la guerre, de la terre et du système d'État, refusa cette proposition. Les bolchevikis alors abandonnèrent la salle de séance, suivis à peu de distance par leurs amis : les socialistes révolutionnaires de gauche. Les deux cent cinquante députés restants durent subir les insultes et les menaces des gardes rouges, et cependant, sans se soucier des fusils braqués sur eux, calmes et dignes, ils tâchèrent d'accomplir leur devoir et de discuter les lois que toute la Russie attendait depuis si longtemps. La séance dura de 3 heures de l'après-midi à 5 heures du matin.

Pendant la nuit les bolchevikis voulurent arrêter les députés. Cet ordre avait déjà été donné, mais plusieurs chefs communistes qui se trouvaient au palais Tauride s'y opposèrent, craignant qu'une telle mesure ne provoquât un massacre des députés par les marins excités. L'ordre fut donc retiré.

Vers 5 heures du matin les marins et les gardes rouges firent irruption dans la salle et obligèrent le président à lever la séance. Sous la menace des fusils et des baïonnettes les députés durent quitter le palais. Le lendemain il fut entouré de troupes qui repoussèrent brutalement les représentants du peuple et les empêchèrent d'entrer.

Aussitôt après vint un décret de Lénine procla-

mant la Constituante dissoute parce qu'elle ne voulait pas reconnaître le pouvoir des Soviets.

On arrêta un grand nombre des membres de la Constituante dont deux furent tués par les gardes rouges. Les journaux furent interdits ou confisqués. Les rassemblements dans les rues de la capitale furent dispersés par la force armée. En province, les démonstrations en faveur de la Constituante furent écrasées sous le feu des mitrailleuses, laissant de nombreuses victimes.

Le 21 janvier le troisième congrès des Soviets eut lieu et se trouva devant le fait accompli de la dissolution de l'Assemblée constituante. C'est à ce congrès que Lénine prononça son fameux discours sur la nécessité de combattre les préjugés bourgeois en général et celui du suffrage universel en particulier. Le système des Soviets fut déclaré bien supérieur à n'importe quel autre système d'État, et les bolchevikis se montrèrent franchement adversaires implacables, non seulement de l'Assemblée dissoute, mais du principe même d'une Assemblée représentative.

Il est à remarquer que l'Assemblée constituante russe, dans sa séance tragique du 18 janvier, vota la loi sur la socialisation de la terre, proclama la Russie république démocratique et fédérative et décida de

ne poursuivre les pourparlers avec les empires centraux qu'avec l'intention d'une paix universelle. Malgré cela les bolchevikis la qualifièrent de bourgeoise et contre-révolutionnaire.

La dissolution de l'Assemblée termine la première et la plus brève période de la lutte des bolchevikis pour le pouvoir.

A ce moment, après avoir gagné leur grande bataille contre l'Assemblée, ils se sentaient maîtres de la situation. Le pays déchiré par la guerre civile, subjugué par la terreur bolchéviste n'eut pas la force de se dresser contre les usurpateurs et fut réduit à l'impuissance. Le parti socialiste révolutionnaire, cependant, ne voulut pas renoncer à la lutte. On projeta d'abord de réunir la Constituante à Kiew, en Ukraine, qui se trouvait à ce moment en guerre contre les Soviets. Mais, dès les premiers jours de février, Kiew tomba entre les mains des gardes rouges et il fallut renoncer à ce projet. On comprit alors que la lutte contre les bolchevikis exigeait beaucoup de forces et beaucoup de temps et on se mit à préparer la réunion de la Constituante dans un autre endroit, sur la Volga, sous la protection des forces armées qui devaient être rassemblées au cours du printemps 1918. Pendant ce temps les commissaires du peuple instaurèrent le système de la ter-

reur contre tous les partis de l'opposition, brisèrent la résistance et le boycottage de la bourgeoisie moyenne, désespérée de l'insuccès de l'Assemblée, et résolurent radicalement le problème qui était la pierre fondamentale de la révolution russe : le problème de la guerre.



LA PAIX DE BREST-LITOWSK

Une des idées qui animèrent la révolution russe de 1917 fut, certainement, l'idée de la paix. Dans son appel du mois de mai 1917, le Soviet de Pétrograd exhortait les peuples à tendre tous leurs efforts pour la conclusion d'une paix universelle. Le gouvernement de Kerenski, lui aussi, dans ses déclarations, répéta que les intentions impérialistes sont étrangères à la Russie et qu'elle tend à l'avènement le plus rapide de la paix universelle. Mais tandis que la défense nationale croyait nécessaire, dans l'intérêt de la paix elle-même, de conserver l'armée intacte pour pouvoir résister à l'ennemi, les bolchevikis niaient l'importance du facteur militaire et fondaient toutes leurs espérances sur la révolution mon-

diale. Au commencement de la révolution, ils ne parlaient pas de paix séparée, mais seulement d'une paix universelle, conclue par les peuples en révolte ayant la Russie à leur tête. Arrivés au pouvoir, les bolchevikis commencèrent immédiatement leur politique de renoncement. Ils lancèrent un appel, non pas aux peuples, mais aux gouvernements, les invitant à commencer les négociations de la paix. En même temps ils déclarèrent que leur but était la libération de tous les peuples opprimés par l'impérialisme mondial, et ils allèrent jusqu'à dire que leur tâche était aussi d'aider toutes les races asiatiques, les nègres et les jaunes, à secouer le joug de la guerre.

La réponse des gouvernements européens n'arrivant pas, les bolchevikis, poussés par la soldatesque à laquelle ils avaient promis une paix rapide, entrèrent en négociations directes avec l'Allemagne. D'abord ils essayèrent de provoquer un mouvement d'insubordination dans l'armée allemande : le lieutenant Krylenko, chef suprême de l'armée russe, lança son ordre fameux sur « la paix des régiments ». « Soldats, disait Krylenko, la question de la paix est entre vos mains. Chaque régiment doit prendre l'initiative et conclure l'armistice avec le régiment ennemi qui se trouve en face de lui. Unissez-vous avec vos frères allemands. » Et ainsi fut fait : chaque ba-

taillon hissait la bannière blanche et établissait les termes de l'armistice. Les Allemands venaient volontiers dans les tranchées russes et achetaient le matériel de guerre. Une quantité de soldats russes décidèrent de retourner chez eux et en peu de temps le front fut presque complètement dégarni.

Les bolchevikis s'attendaient à ce que leur système produisît un effet immédiat et révolutionnaire dans l'armée allemande. Mais cette espérance s'étant évanouie, au lieu de négocier avec le prolétariat allemand, ils allèrent à Brest-Litowsk pour traiter avec les généraux de Sa Majesté l'empereur Guillaume.

Les délégués bolchévistes allèrent à Brest, le front haut. Trotzky disait : « Le Kaiser allemand commence à nous parler comme à des égaux. Notre délégation sera l'accusateur de l'impérialisme mondial. Notre paix ne sera pas une paix diplomatique, mais la paix de la tranchée et du peuple. Nous ne consentirons jamais à des conditions honteuses : nous préférons, en ce cas, combattre et mourir au nom de nos idées révolutionnaires. »

Mais tout ceci n'était que verbiage pour tromper le peuple et cacher la triste réalité.

A Brest, les fanfaronnades de Trotzky prirent bientôt fin. Le général allemand, Hoffmann, versa subitement de l'eau froide sur les gasconnades enflam-

mées des bolchevikis. Les Allemands refusèrent catégoriquement de conduire les négociations en pays neutres, comme l'auraient voulu les bolchevikis. Hoffmann répondit cyniquement aux délégués bolchévistes : « Que m'importent vos principes ! » Les bolchevikis envoyèrent au front leur journal révolutionnaire, imprimé en allemand, pour le répandre parmi les troupes ; mais le journal fut brûlé et le général Hoffmann ordonna la cessation immédiate de toute propagande, quelle qu'elle fût. Le gouvernement de Lénine obéit.

L'armistice fut conclu jusqu'au 1er janvier 1918, mais déjà à la fin de décembre la situation paraissait désespérée. Le 19 décembre, Krylenko proclama que « l'unique moyen de salut de la Russie était de conserver le front ». Krylenko eut l'audace d'annoncer cette vérité après avoir détruit lui-même le front en lançant ses ordres pour « la paix des régiments » et après avoir pris d'assaut le quartier général des armées russes, ruinant ainsi d'une manière stupide et brutale tout l'appareil technique de notre armée.

On comprend bien que la Russie tomba complètement dans les mains des Allemands. Et cependant Trotzky eut l'impudence de déclarer que la Russie ne signerait « qu'une paix honorable » et que l'Alle-

magne n'avait aucun désir de conquètes territoriales » (14 décembre 1917).

Au mois de janvier 1918 les négociations reprirent leur cours. Les bolchevikis les tinrent secrètes. De temps en temps seulement on publiait les comptes rendus officiels de Trotzky devant le Comité des Soviets ; mais ce furent des comptes rendus très généraux, qui ne laissaient rien comprendre de tout ce qui se passait à Brest.

Et à Brest il se passait une chose très simple : Les Allemands posèrent des conditions de paix telles, que les signer signifiait consentir à une condamnation à mort de la Russie. Et cependant les délégués bolchévistes choisirent la voie des compromis. Ainsi, indirectement, ils ne faisaient autre chose que de renforcer le militarisme prussien. Les socialistes démocrates allemands écrivaient que l'attitude des bolchevikis était pour eux une énigme inexplicable ; il fallait être ou des imbéciles ou des traîtres pour traiter avec Hoffmann, avec les Hohenzollern, avec les Habsbourg, et croire, par ce moyen, favoriser la révolution mondiale et combattre l'impérialisme militaire.

Au mois de janvier 1918 la délégation russe revint de Brest rapportant l'*ultimatum* allemand. Les bolchevikis eux-mêmes furent frappés des conditions de

paix proposées par les Allemands. Ce fut alors que Trotzky proposa sa formule : « Ni guerre, ni paix. » C'était une formule purement verbale, vide de tout contenu et qui ne changeait rien à la situation ; cela était clair pour tout le monde. Et cependant les bolchevikis eurent l'impudence d'affirmer que « cette formule donne le coup de grâce à l'impérialisme mondial » (paroles de Zinovyeff).

Mais l'impérialisme allemand ne ressentit pas ce coup mortel : aussi, le lendemain de la belle trouvaille de Trotzky, il ordonna l'offensive sur tout le front.

Le 18 février, en réponse à l'ordre de Trotzky de démobilisation générale de l'armée russe, les Allemands reprirent les opérations militaires sur une large échelle. Dwinsk, Gapsal et Reval furent occupées subitement ; Lutożk, Polozk et Vitebsk tombèrent en trois jours. Les gardes rouges n'opposaient aucune résistance aux envahisseurs. Un énorme butin de guerre fut pris par les troupes victorieuses de l'Allemagne. Les Allemands menaçaient Pétrograd.

Ce fut alors que Lénine, après la réunion nocturne du Conseil des commissaires du peuple, pendant laquelle la question fut résolue avec la majorité *d'un vote*, télégraphia à l'État-Major allemand que la Russie acceptait toutes les conditions imposées par l'ennemi.

Les délégués bolchévistes allèrent à Brest-Litowsk pour signer la paix.

Incapables de finir la guerre, les bolchevikis ne firent autre chose que de se plier devant l'impérialisme allemand ; au lieu d'une lutte à outrance, ils ne surent faire qu'une chose : capituler !

La défaite fut terrible ; non seulement au point de vue national, mais au point de vue révolutionnaire. Les bolchevikis qui, d'abord, promettaient leur soutien à tous les peuples opprimés, maintenant les trahissaient, et les abandonnaient à la volonté de l'impérialisme prussien. Le gouvernement de Lénine consentait à ne pas intervenir dans les affaires de la Finlande qui venait d'accomplir son coup d'État socialiste et laissait ainsi la main libre à la réaction allemande. De la même façon les bolchevikis s'obligeaient à retirer toutes leurs forces de l'Ukraine. De plus, la Russie renonçait à la Pologne, à la Lithuanie, aux provinces baltiques et à une partie de la Russie Blanche. L'Arménie retournait sous le joug des Turcs, ses anciens oppresseurs et ses ennemis séculaires.

Le pouvoir communiste de la Russie révolutionnaire consentait au dépouillement de son territoire et à la servitude ignoble de ses peuples. En outre, il se déclarait prêt à conserver aux paysans des Empires centraux, tous les droits dont ils jouissaient avant la

guerre. En d'autres termes : les lois communistes ne s'étendaient pas aux Allemands.

La Russie devait payer à l'Allemagne 13 milliards d'indemnité et consigner aux Empires centraux une grande quantité de grains, de charbon et de naphte. La troisième partie des produits minéraux de la Russie devait aller à l'Autriche-Allemagne.

Ainsi, après le traité de Brest-Litowsk la Russie se trouvait diminuée de son territoire, en plein esclavage économique, avec un pesant fardeau de dettes énormes sur ses faibles épaules.

Le 20 mars 1918, le Congrès des Soviets à Moscou ratifia la paix de Brest-Litowsk avec 724 votes contre 276 et 118 abstentions. Lénine disait que la paix de Brest-Litowsk permettait aux Soviets de reprendre haleine et d'avoir un moment de trêve dont ils profiteraient pour consolider le pouvoir et commencer l'œuvre de construction intérieure.

La paix de Brest-Litowsk fit un grand bouleversement dans les rangs des socialistes révolutionnaires de gauche qui jusqu'alors marchaient avec les bolchevikis. Il est inutile d'ajouter que tous les autres partis politiques se déclarèrent nettement contraires au traité.

Les socialistes révolutionnaires de gauche ne pouvaient supporter que la Russie soviétiste devînt l'es-

clave des impérialistes allemands. Ils demandaient la rupture du traité de Brest et la déclaration de guerre aux Allemands. Mais comme nous n'avons pas une armée apte à combattre, disaient les socialistes révolutionnaires de gauche, il faut faire la guerre de partisans, la guérilla et terroriser les Allemands par les mêmes moyens que l'on usait contre le tzarisme.

Il est curieux de remarquer que les socialistes révolutionnaires de gauche voulaient continuer la guerre pour des raisons exclusivement révolutionnaires. Il ne s'agissait pour eux que de la défense de la pureté des principes de la révolution, et c'est pour cela qu'ils accusaient les bolchevikis de haute trahison envers les masses travailleuses.

Au mois de juillet 1918 ils tentèrent de provoquer des rébellions dans les troupes rouges sur la ligne de démarcation de la frontière ukrainienne, et tuèrent l'ambassadeur allemand, le comte Mirbach, à Moscou. En Ukraine, ils se mirent à la tête des révoltes populaires contre les Allemands et tuèrent, avec une bombe, le commandant des forces allemandes en Ukraine, le feld-maréchal général Eichhorn.

Mais leurs efforts n'eurent pas le résultat attendu : les bolchevikis veillaient avec beaucoup de soin à l'intégrité du traité de Brest-Litowsk et essayaient de rester dans les meilleures relations possibles avec les

Allemands. Ils supprimèrent par des mesures très sévères le mouvement des socialistes révolutionnaires de gauche et signèrent, au mois d'août 1918, un traité complémentaire à celui de Brest, qui définissait les particularités des rapports russo-allemands.

Après la victoire des armées de l'Entente, et justement le 13 novembre, le Congrès des Soviets annula le traité de Brest, invitant l'Allemagne à signer une nouvelle paix sur la base de la fraternité des peuples et de leur union pour le triomphe final du communisme. Les Empires centraux ne répondirent pas à cette proposition, étant contraints à agir selon les ordres de l'Entente. Cette dernière, elle aussi, annula par la paix de Versailles le traité de Brest-Litowsk.

L'histoire du traité de Brest-Litowsk est certainement une des pages les plus honteuses du bolchévisme, parce qu'elle mit à découvert tous les compromis et toutes les capitulations dont furent capables les bolchevikis malgré leur ton vantard et pseudo-révolutionnaire. Les bolchevikis, dans les négociations de Brest-Litowsk, trahirent tous leurs principes révolutionnaires et pactisèrent avec ceux qu'ils avaient toujours appelés leurs pires ennemis : les impérialistes allemands.

Ils le firent, car ce n'est que par cet acte de renoncement à eux-mêmes, par cet acte de Judas, qu'ils pou-

vaient acheter l'appui des masses inconscientes et rester au pouvoir.

En dissolvant la Constituante, ils tuèrent les restes de la démocratie et renoncèrent aux principes de liberté et de justice ; en signant le traité de Brest-Litowsk, ils trompèrent le peuple russe avec une paix fausse qui n'était autre chose qu'un esclavage économique et une défaite politique. Désormais, ayant résolu ces deux graves problèmes, ils pouvaient, d'une main sûre, entreprendre la réalisation de la doctrine communiste.



II

LA PRATIQUE

L'ORGANISATION DU POUVOIR

Après la dissolution de la Constituante commença pour le bolchévisme la période de consolidation. Le gouvernement chercha à réaliser son programme et à établir d'une main de fer le nouvel ordre social et économique. Malgré la guerre continuelle qu'il devait soutenir contre les armées démocratiques ou réactionnaires des antibolchévistes, il réussit à instaurer un gouvernement qui est bien loin de l'état anarchique et révèle la ténacité et la fermeté de la méthode communiste. Lénine et Trotzky tour-

nèrent tous leurs efforts à assurer le pouvoir au parti bolchéviste, le soutenant par la force armée. Aussi leur premier soin fut d'établir l'échelle hiérarchique des institutions locales jusqu'au pouvoir central, d'éliminer par la terreur toute opposition à l'intérieur du pays et de créer une armée capable de défendre à la baïonnette le nouveau régime. L'organisation du pouvoir, la politique intérieure, et l'armée rouge, voilà les trois points autour desquels se développe la plus grande activité des commissaires du peuple.

En premier lieu, voyons comment est constitué le pouvoir communiste et de quelle manière il est exercé en Russie.

On sait bien que le pouvoir bolchéviste a pour base les « Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats », appelés « Soviets ». Les premiers Soviets ont été créés en Russie pendant la révolution de 1905. Ils étaient formés des représentants des ouvriers urbains, et n'avaient d'autre but que de diriger le mouvement anti-tzariste.

Tout en se tenant à ce but purement politique, le Soviet de Pétrograd avait essayé pendant l'hiver de 1905 d'organiser une insurrection populaire contre l'absolutisme. Trotzky était le vice-président de ce premier Soviet russe. Le mouvement de 1905 ayant été noyé dans le sang, Trotzky fut traduit en justice

et exilé en Sibérie. Il est curieux de remarquer qu'en ce temps-là Lénine était un des adversaires les plus convaincus des Soviets et les qualifiait toujours « d'organes de confusion ».

Après la révolution de 1907 les Soviets se formèrent dans toute la Russie. Ils étaient composés de délégués des usines, des syndicats ouvriers, des unions professionnelles, et de différentes organisations militaires et paysannes.

Les Soviets formaient à cette époque de vrais centres politiques dirigeant les masses sur la voie nouvelle de la liberté. Leur importance était d'autant plus grande qu'ils agissaient dans un pays immense privé de toute organisation d'opinion publique, parmi les populations amorphes, inconscientes et pour la plupart illettrées. Le Soviet de Pétrograd d'abord, et le Comité central de tous les Soviets russes ensuite, n'avaient au commencement qu'un but purement politique. Ils étaient le porte-parole des vastes couches populaires et poussaient le gouvernement de Kerensky sur la voie des réformes hardies. Pendant la période du mois de mars au mois d'octobre 1917, ils soutenaient le Gouvernement provisoire, ainsi que la défense nationale. La majorité de tous les Soviets russes était formée par les socialistes révolutionnaires et les mencheviki. Après

les élections municipales d'après la nouvelle loi du suffrage universel qui donna à la Russie des institutions hautement démocratiques, les Soviets locaux perdirent peu à peu de leur importance. Il n'y avait qu'à Pétrograd, dans cette capitale rouge où bouillonnaient incessamment les passions politiques et où s'acharnait de plus en plus la lutte pour le pouvoir, que le Soviet restait le baromètre exact de l'atmosphère politique.

En automne 1917 le Soviet de Pétrograd, ainsi que ceux de quelques autres villes, passèrent aux bolchevikis qui lancèrent à ce moment leur devise : « Tout le pouvoir aux Soviets. » Il est à relever pourtant que les bolchevikis, même après leur victoire de novembre 1917, ne considéraient pas encore les Soviets comme le pouvoir suprême et admettaient la convocation d'une Assemblée constituante : c'est en ce sens que fut rédigée la résolution du congrès des Soviets du 9 novembre 1917, deux jours après le coup d'État de Lénine.

Mais déjà en janvier 1918, les Soviets furent définitivement opposés à toute autre forme de gouvernement démocratique. Après la dissolution de la Constituante, Lénine proclama que le système des Soviets était destiné à remplacer le parlementarisme décrépit et hypocrite ; les Soviets représentaient « une nou-

velle forme de gouvernement, jusqu'alors inconnue dans le monde, et dont un trait essentiel était la fusion de la fonction administrative avec la législative ». Et le 10 juillet 1918, le cinquième Congrès panrusse des Soviets ratifia la constitution de la république socialiste fédérative de la Russie, basée sur le pouvoir exclusif des Soviets.

Selon la loi de la république communiste, tout le pouvoir local dans les villes et dans les villages est concentré aux mains des Soviets composés de représentants des ouvriers, des soldats et des paysans à raison de un sur mille. Là où le nombre des habitants est très petit les représentants sont élus en raison de un sur cinq cents ouvriers ou paysans pauvres. Seuls les travailleurs ont le droit de vote, par conséquent la bourgeoisie et les intellectuels ne jouissent pas du droit électoral. Dans les villes les électeurs sont formés par les ouvriers manuels et par toutes les personnes pourvues d'un certificat qui atteste leur « action utile pour la république socialiste ». A la campagne, seuls les paysans pauvres envoient leurs députés aux Soviets ; le paysan « moyen » ou « riche » est privé de ce droit.

Outre les Soviets locaux, il existe encore ceux du district, de la province et de la région. Les membres de ces Soviets sont élus par des congrès spéciaux. Au

Congrès de la province 2.000 électeurs de la ville envoient un député et 10.000 paysans en envoient aussi un. Au Congrès régional, 5.000 ouvriers de la ville et 25.000 paysans envoient le même nombre de représentants, c'est-à-dire : un. Le Congrès panrusse des Soviets, organe législatif et exécutif suprême de la république, est composé de députés en raison de un pour 25.000 ouvriers des villes et un pour 125.000 paysans. Or, les députés au Congrès panrusse ne sont pas élus directement par les ouvriers et par les paysans ; les représentants des ouvriers sont désignés par les Soviets locaux, tandis que ceux des paysans sont délégués par le Congrès provincial ou le Soviet régional.

Même ce bref exposé de la loi bolchéviste prouve clairement que le système des Soviets en Russie n'est autre chose que *la dictature de la ville sur la campagne*. Ce fait est d'autant plus frappant que la Russie, comme on le sait bien, est un pays éminemment agricole, dont le prolétariat ne comptait, avant la guerre, que 9.000.000 de membres sur 90.000.000 de paysans. Le régime bolchéviste ayant diminué énormément le prolétariat, les dernières statistiques ne comptaient que 2.151.191 ouvriers dans les grandes usines de la Russie européenne. Le système des Soviets éloigne du pouvoir, d'une façon radicale, les

masses travailleuses de la campagne. Il ne fonde pas une dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, mais bien un gouvernement de la minorité urbaine aux dépens de l'énorme majorité paysanne.

Le Congrès panrusse élit un Comité exécutif et celui-ci désigne les commissaires du peuple qui tiennent la place des ministres de la république communiste. Le même procédé est adopté dans les Soviets locaux. Étant donnée la façon dont est formé le Congrès panrusse, composé, comme nous l'avons déjà dit, non pas des représentants du corps électoral, mais des députés des différents Soviets locaux, provinciaux et régionaux, on peut affirmer que le pouvoir des Soviets est le système le plus indirect de l'organisation du gouvernement central. Il ressemble à un édifice de cinq étages dont les fondements, c'est-à-dire les électeurs, ne savent jamais de quelle manière sera construite la maison qu'ils doivent soutenir sur leurs épaules. A ce point de vue, le système soviétique est, sans doute, beaucoup inférieur à la vieille méthode parlementaire, qu'il combat si violemment.

Mais tout ceci n'est encore que des défauts de loi. Il y faut ajouter de plus, les douloureuses conséquences qu'amène sa réalisation.

Les Soviets ne représentent pas même en ce mo-

ment ces masses travailleuses, au nom desquelles ils voudraient parler et agir. Sans parler des innombrables corruptions électorales, ils sont, de plus, boycottés par la plupart des électeurs. Voici ce qu'en disent les bolchevikis eux-mêmes : A Pétrograd seulement 50.000 ouvriers ont pris part aux élections ; à Oryel, les élections n'eurent pas lieu à cause du manque d'électeurs. Le même fait se répéta dans plusieurs autres villes. Au mois de mars 1919, les bolchevikis confessèrent la faillite des Soviets du district, car les populations ne voulaient pas voter. Ajoutons encore que la Constitution bolchéviste ne contient aucune disposition précise relative au procédé des élections. C'est ainsi que dans une ville le vote est oral et ouvert, tandis que dans une autre il s'accomplit par écrit et en secret. Chaque usine fixe la date des élections à son gré, et chaque député est révocable et rééligible d'un moment à l'autre.

Récemment la dernière ombre de légalité, la dernière apparence d'une juste représentation des masses est définitivement disparue des Soviets.

Au mois de mai 1918 les menchevikis et les socialistes révolutionnaires du centre ont été bannis des Soviets. Après la rébellion de juillet 1918 et l'attentat de février 1919, le même sort échut aux anciens amis des bolchevikis, les socialistes révolutionnaires

de gauche. Tous les Soviets dont la majorité n'était pas communiste furent dissous *manu militari*, comme, par exemple, les Soviets de Kronstadt, Yaroslavl, Oryel. Un journal bolchéviste (*Nacha Gazeta*, mars 1919) s'exprimait ainsi sur ce sujet : « Si la majorité dans quelques Soviets n'est pas communiste, il ne reste au prolétariat révolutionnaire qu'à prendre le fusil pour chasser ces Soviets infâmes. » En 1919, au Congrès des Soviets de la région de Moscou, la fraction socialiste révolutionnaire fut expulsée. Les députés neutres protestèrent contre cet acte arbitraire... et furent jetés en prison au nombre de 79.

Le décret de 1919 donne le droit de prendre part aux élections seulement aux partis qui signent une déclaration de reconnaissance du gouvernement soviétiste.

Maintes fois les membres des Soviets locaux sont nommés par le gouvernement central. Nous avons sous les yeux un document curieux : les Soviets du district dans un papier officiel adressé au Soviet villageois lui intiment l'ordre d'élire comme président, vice-président et secrétaire du Soviet trois personnes désignées. On menace en cas de non-exécution d'appliquer une punition sévère aux coupables. En Sibérie occupée par l'armée rouge après

la défaite de Koltchak en 1920, presque tous les Soviets locaux furent nommés par le gouvernement de Moscou. Le même procédé est appliqué pour les fonctionnaires bolchévistes qui ne sont plus élus par les Soviets, mais simplement nommés par les commissaires du peuple.

Avec tous ces expédients on arrive à un résultat électoral unique au monde. Tous les députés des Soviets appartiennent à un seul parti, celui gouvernemental, c'est-à-dire communiste. L'opposition ne trouve pas place au sein des Soviets, car elle n'a même pas le droit de prendre part aux élections... à moins qu'elle ne renonce à faire de l'opposition. Quel législateur pourrait jamais rêver une uniformité pareille des organes représentatifs ? Aucun tyran n'eût jamais réussi à réaliser ce que les bolchevikis ont fait au nom de la liberté et de l'égalité. On voit bien que les Soviets n'expriment pas en réalité la volonté populaire, mais ne sont que de simples branches du parti communiste : leur pouvoir, par conséquent, n'est autre chose que la dictature du parti.

Mais le parti bolchéviste lui-même est-il assez grand et assez fort pour assumer la responsabilité de parler au nom de la Russie ? Ses rangs sont-ils assez nombreux pour qu'on puisse les identifier avec la majorité du peuple ? Récemment, au huitième Con-

grès communiste de Moscou, les bolchevikis firent leur bilan : 1/2 0/0 (0,005) de la population de la république, c'est-à-dire à peine 600.000 habitants sur 120 millions sont inscrits au parti communiste.

Dans la province Kalouga, un des centres de la région industrielle, on compte 3.861 inscrits et 1.562 sympathisants au parti communiste sur 2 millions d'habitants. A Pétrograd, sur 800.000 habitants (c'est à ce nombre qu'est réduite la population de cette ville qui avait, avant le coup d'État bolchéviste, plus de 2 millions d'habitants), les bolchevikis ne comptent que 12.000 membres de leur parti. Quant aux paysans, au nombre de 90 millions, le communiste Nevsky avoue qu'il n'y en a que 120.000 appartenant au parti.

Ces chiffres, tous recueillis dans la presse bolchéviste, démontrent clairement le vrai caractère de la dictature des Soviets. Nous n'avons, en Russie, que la domination d'un parti en minorité absolue, comme l'était le parti tzariste, s'accrochant au pouvoir au moyen de fraudes et de violences. Ces observations suffiraient à condamner l'organisation du pouvoir communiste. La pratique nous donne encore plus de raisons.

Puisque les Soviets locaux prennent la place de tous les organes bourgeois comme municipalité, pré-

fecture, cour de cassation, etc., tous supprimés par les bolchevikis, leurs fonctions sont infinies. Ils s'occupent de tout : on doit toujours s'adresser aux Soviets, que ce soit pour le ravitaillement d'une ville ou pour un permis d'acheter une bouteille de vin, pour la résolution d'un grave conflit politique, ou pour un divorce. Malgré cela, à côté des Soviets se dressent d'autres institutions innombrables : ce sont des conseils d'usines, des comités de syndicat, des unions professionnelles, des commissaires spéciaux du Gouvernement central. Les Soviets locaux aspirent à un pouvoir illimité selon le principe : « Tout le pouvoir aux Soviets locaux » proclamé dans la Constitution de la république. Par conséquent, la lutte entre Moscou et les Soviets locaux, ou entre ces derniers et les institutions ouvrières rivales, ne cesse jamais.

Le gouvernement de Moscou est animé de fortes tendances centralisatrices, mais il ne réussit qu'à peine à contrôler l'activité des Soviets locaux. Une quantité d'ordres donnés par le Centre ne sont pas exécutés dans la province. Le Gouvernement central n'étend pas son pouvoir sur la Russie tout entière, car de nombreuses zones, surtout dans les campagnes, sont tout à fait hors de son influence. Ce ne sont que les grandes villes qu'il peut tenir complètement dans ses mains. On constate, en effet, que le pouvoir bol-

chéviste est particulièrement fort le long des voies ferrées ; tout le reste de la Russie, tous les petits coins de cet immense Empire, sont gouvernés par des dictateurs locaux qui imitent, par leurs gestes, les anciens satrapes et font une politique personnelle. Les Soviets locaux, se considérant comme des organes législatifs, règlent la vie d'une ville ou même d'une région par leurs décrets-lois qui se trouvent souvent en contradiction criante avec l'esprit et les dispositions du Gouvernement central. C'est ainsi, par exemple, que le fameux décret sur la socialisation des femmes, qui provoqua tant de rumeurs dans la presse européenne, ne fut que l'œuvre d'un petit Soviet villageois et ne peut être, par conséquent, aucunement attribué au gouvernement de Moscou. D'un autre côté, un grand nombre d'excellentes lois de Lénine sur l'organisation de la protection du travail, toujours citées par la presse bolchévisante de l'Occident avec une admiration exagérée, restent lettre morte, car elles ne sont réalisées que dans quelques grandes villes. De cet état de choses dérive l'arbitre illimité des Soviets locaux qui se comportent avec la population comme les tyrans du Moyen âge avec leurs vassaux. Récemment, le gouvernement de Moscou multiplia ses efforts pour mettre un peu d'ordre dans les rapports entre le pouvoir central et

le pouvoir local. Il a réussi tout en combattant les tendances autonomes des Soviets à concentrer dans leurs mains l'armée, la lutte contre « l'ennemi intérieur » et il a fait quelques progrès dans le champ économique en confiant au Conseil économique supérieur la direction de la vie industrielle du pays et la coordination de la production.

Le Soviet central, c'est-à-dire le Comité exécutif central, n'a qu'une importance limitée ; le pouvoir absolu, par contre, est exercé par le Conseil des commissaires du peuple. Les commissaires se changent aussi souvent que les ministres des cabinets parlementaires de l'Europe. Seuls Lénine, Trotzky, Lounatcharsky (Instruction publique), restent immuables. Deux autres commissaires, Tchitchérine (Affaires étrangères) et Krassine (Commerce et Industrie), n'ont pas encore été substitués. Chaque commissariat ou ministère est divisé en un grand nombre de sections, commissions, etc. La bureaucratie soviétiste, au Centre comme en province, a atteint un degré absolument invraisemblable. Le bolchevik Monastirieff écrit : « Le monde n'a jamais connu et ne connaîtra jamais des institutions aussi bureaucratiques et ayant autant d'employés que celles des Soviets. » A Pétrograd, dans la section du Commissariat de l'instruction publique, on compte 21.000 employés

et le Comité central pour la direction de l'industrie textile en a plus de 6.000. Au commissariat des Affaires étrangères, à la section des relations extérieures, on trouve plus de 2.000 employés subalternes... tandis que la Russie des Soviets n'a des relations diplomatiques officielles qu'avec un seul pays : l'Esthonie. Puisque tout est socialisé en Russie, la moitié de la population est devenue employé d'État et dans certaines villes (Ivanovo-Voznessensk), sur 40.000 habitants il y a 15.000 employés d'État. Cette nouvelle bureaucratie communiste ne diffère guère des représentants de l'ancien régime. On a parlé beaucoup dans la presse soviétiste de la ligne de conduite des commissaires locaux toute pareille à celle des anciens gouverneurs tzaristes. A ce propos Lounatcharsky a relevé avec mélancolie « le détachement des chefs communistes de la masse, et leur conduite menaçante vis-à-vis des ouvriers ». L'arbitre des Soviets va même jusqu'à la restauration des peines corporelles, ce qui eut lieu, par exemple, dans la région de Vitebsk en janvier 1918. La campagne, surtout, souffre de l'injustice et de la violence des dictateurs communistes. Dans une protestation envoyée à Lénine par les paysans du gouvernement de Kostroma, ils se plaignent entre autres choses « que les membres des Soviets les ruinent, les offensent et

les maltraitent comme des chiens ». Je ne parle pas des pots-de-vin, des fraudes, des vols et de toutes les filouteries que les membres des Soviets commettent avec tant d'impudence. Lénine excuse cet état de choses en disant « que trop de canailles ont pénétré dans les Soviets et que sur 100 bolchevikis il n'y a que 20 véritables communistes ». En effet, beaucoup de criminels, profitant de la situation, surent se faufiler dans des postes de confiance, et mettre la main sur l'argent de l'État. Dans la plupart des Soviets locaux on ne peut rien obtenir sans pots-de-vin. Les bolchevikis eux-mêmes se rendent compte de la situation ; voilà en quels termes l'organe officiel de Moscou décrit la vie des commissaires du Soviet de Tzaristzine : « Les commissaires vont et viennent par tous les districts dans des voitures somptueuses à trois et six chevaux avec une suite nombreuse et une quantité de bagages ; ils prennent l'attitude des gouverneurs tzaristes et traitent le peuple travailleur par des injures, des offenses, des jurons et des coups de bâton. Ils gaspillent l'argent du peuple et dépensent des sommes énormes à boire et à jouer dans les maisons de mauvais lieux. C'est ainsi que les masses travailleuses ont l'exemple d'une démoralisation complète et d'un manque absolu de discipline. »

En Russie se forme peu à peu une nouvelle classe

dirigeante ayant tous les défauts et tous les vices des fonctionnaires tzaristes. Ce ne sont pas des défauts accidentels ou personnels, mais dérivant de tout un système. Ils sont la conséquence naturelle de cette dictature de parti qui tend à écraser toute opposition et à transformer le pays en une grande caserne gouvernée à coups de bâton par une poignée de chefs et portant par ironie, sur son fronton, l'inscription promettante « République socialiste ».

Pour affirmer la dictature du parti bolchéviste sur le peuple russe, et pour consolider son système d'État, le gouvernement communiste, comme tous les absolutistes et tyrans de tous les temps, a été obligé, par nécessité, inévitablement, de recourir à la violence et à la terreur.



LA POLITIQUE INTÉRIEURE DU BOLCHÉVISME

Le gouvernement bolchéviste, soutenu seulement par la minorité du peuple, a nécessairement assumé le caractère d'une vraie dictature militaire. Dans sa politique intérieure il s'inspire de trois principes : l'excitation de la haine des classes et de la vengeance sociale, l'intransigeance rigide n'admettant aucune opposition, l'emploi de la violence pour effectuer de tout ce qu'il se propose.

A peine arrivé au pouvoir les bolchevikis déclarèrent une croisade contre la bourgeoisie : « Les bourgeois, l'officier et le prêtre sont les pires ennemis du peuple et doivent être exterminés sans aucune pitié. » En peu de temps, la lutte contre la bourgeoisie, ex-

citée par la propagande bolchéviste, se transforma en une haine aveugle et provoqua de véritables massacres des masses privilégiées. Au cours de deux années (1917-1919) les exécutions en masses, les arrestations et les persécutions de toutes sortes ont complètement anéanti la bourgeoisie en Russie. Le fait même d'appartenir à la bourgeoisie suffit pour être relégué dans un camp de concentration ou être condamné aux travaux forcés. Il existe en Russie des camps de concentration spéciaux pour les anciennes classes privilégiées. Dans les villes conquises par l'armée rouge, la bourgeoisie est toujours dépouillée de ses biens, les bijoux et les meubles y compris, et mobilisée ensuite pour les travaux publics, en particulier ceux des cantonniers, des porteurs, des vidangeurs, etc. Presque toutes les tranchées autour de Pétrograd et d'autres endroits menacés par les armées anti-bolchévistes furent creusées par des bataillons spéciaux de nobles et de bourgeois. En outre, les bourgeois ne reçoivent qu'une ration minime de denrées alimentaires, comme, par exemple, 30 grammes de pain noir par jour et un hareng sec par semaine. Au début de 1920, 12.000 bourgeois furent envoyés de Pétrograd pour travailler dans les champs, et, malgré leur labeur si utile, ils ne purent obtenir aucun supplément sur leur ration « bourgeoise ». Il existe,

en somme, dans la république communiste une classe qui est déclarée « hors la loi », dont les représentants sont traités comme des ilotes, des esclaves, qui est employée pour les travaux les plus grossiers et qui ne jouit d'aucun droit politique et social. En effet, ni la liberté de presse, de réunion et d'association, ni la protection des lois, ni le droit de vote ne sont accordés à la bourgeoisie. Quoique très peu nombreuse, elle constitue dans la république des Soviets la couche sociale la plus basse et les conditions de sa vie sont bien pires que celles du prolétariat dans la société capitaliste.

Tout un déplacement de classes s'est produit, il est vrai, en Russie ; mais, selon la juste observation de Kautsky, la nouvelle société socialiste répète les vices fondamentaux du régime capitaliste. Il y a une classe offensée, humiliée, piétinée et exploitée, et c'est la bourgeoisie. Le prolétariat d'hier est devenu aujourd'hui la classe moyenne, tandis qu'en haut de cette pyramide sociale renversée on trouve l'éternelle bureaucratie qui dirige, qui commande et, au nom du peuple, tyrannise le peuple.

Cette bureaucratie, qui constitue la classe dirigeante de l'État bolchéviste, n'a pas trop de scrupules pour s'assurer le pouvoir. Imbue de l'esprit sectaire de l'intransigeance et de la haine, elle veut gouverner

d'après un dogme abstrait et immuable, sans admettre aucune protestation, sans souffrir aucune infraction à la règle imposée. Ses chefs rejettent tous les principes démocratiques et abolissent toutes les libertés et le droit civil. Persuadés qu'ils sont les précurseurs d'une ère nouvelle, ils voudraient pousser le peuple vers le Paradis communiste à force de coups de pied et de bâton.

Pour rendre plus efficace leur dictature, les bolchevikis s'empressèrent d'abord de restreindre la liberté. Il ne s'agit pas ici de mesures adoptées contre la bourgeoisie, mais d'un complet asservissement du peuple entier. En effet, de quelles libertés politiques jouissent les citoyens de l'État socialiste ?

Aucune réunion publique ou privée ne peut se tenir sur le territoire de la République sans un avis préalable et spécial, et sans la présence des délégués des Soviets et de la police secrète (décret du 13 septembre 1918). A Pétrograd, pendant qu'on se battait sur le front voisin, toutes les réunions publiques ou privées furent défendues sous peine de mort. Même en l'absence des opérations militaires près de Pétrograd, la plupart des réunions étaient dissoutes par la force armée. Le 9 juillet 1919, les ouvriers des usines « Skorohod » se réunirent en un meeting pour discuter le problème de la cherté de la vie : ils furent dispersés

par les gardes rouges qui firent feu sur les assistants en tuant trois femmes et en blessant plusieurs hommes. Un meeting de cheminots de la ligne Moscou-Pétrograd eut le même destin : huit morts et quatorze blessés furent le résultat de la réunion. Le même sort échut aux Conférences du travail, comme par exemple celle du 23 juillet 1918 dont quatre-vingt-dix membres furent jetés en prison. Après les réunions autorisées par les Soviets, les orateurs qui parlèreut contre les bolchevikis furent presque toujours arrêtés à la sortie. Parfois, si l'orateur de l'opposition réussit à s'échapper des griffes de la police bolchéviste, sa famille fut prise comme otage. Tel fut le cas de M. Tchernoff, un des leaders du parti socialiste révolutionnaire, qui, au mois de mai 1920, osa parler dans une réunion convoquée spécialement par les bolchevikis en l'honneur des socialistes anglais. Comme on ne put l'attraper, sa femme et ses deux fillettes âgées de 15 ans furent jetées en prison. On pourrait citer indéfiniment de ces exemples, car ce ne sont pas des exceptions, mais des faits divers de chaque jour.

La liberté d'association et de grève n'est pas non plus respectée. Il suffit qu'un syndicat ou qu'une union professionnelle ne se montrent pas assez soumis aux ordres des commissaires du peuple pour qu'on

procède immédiatement à leur dissolution. Le droit de grève est refusé aux ouvriers, et la grève est punie comme crime d'État. En 1919 plusieurs tentatives de grève, notamment celle des chemins de fer, furent vaincues par les mitrailleuses.

Au mois de juillet une expédition militaire, partie contre les grévistes, exécuta, sur la ligne Moscou-Vindava, 150 ouvriers Pendant la grève des métallurgistes, à Toula, les ouvriers nommèrent 63 délégués pour les pourparlers avec le gouvernement : ils furent tous immédiatement arrêtés. En 1920, 189 ouvriers des usines Poutiloff furent passés par les armes par des détachements de Lettons et de Chinois à la suite d'une grève, accompagnée de graves conflits avec les commissaires soviétistes.

Les citoyens de la Russie ne jouissent pas plus de la liberté individuelle qu'au temps du tzarisme. A n'importe quelle heure du jour ou de la nuit on peut être perquisitionné ou arrêté. Les détenus languissent pendant des mois dans des cachots, sans qu'aucun acte d'accusation soit formulé contre eux. Chaque garde rouge a le droit de vie et de mort sur toute personne suspecte. La liberté de déplacement est complètement abolie. Il est strictement défendu de quitter une ville et d'entrer dans une autre sans un permis *ad hoc*. Pour changer de domicile, ou pour

louer un appartement, il est exigé une autorisation spéciale. Il ne faut pas oublier que personne n'a le droit de choisir librement sa profession ni de la changer sans le permis des Soviets. Nous verrons plus tard que ce système a abouti à un complet esclavage du travail.

On sait bien que la liberté de la parole n'est qu'un préjugé bourgeois pour les bolchevikis ; ils l'ont bien démontré en supprimant à partir de septembre 1918, toute presse libre en Russie. Non seulement les journaux bourgeois mais encore ceux socialistes sont défendus en Russie. Pendant l'été de 1919 les socialistes révolutionnaires et les menchevikis ont eu l'autorisation de publier deux journaux de leur parti, mais sous censure préventive. Ceci ne dura pas longtemps, car au bout de deux semaines les deux journaux « subversifs » furent supprimés. Pendant la brève période de leur existence ces journaux furent accueillis avec une joie indescriptible par la population, obligée jusqu'alors à ne lire que les organes bolchévistes. De longues queues se formaient devant les portes des rédactions ; les paysans venaient des villages voisins pour se procurer la chose la plus rare dans le paradis socialiste : une feuille de la presse libre. Ce succès hâta la suppression des journaux. Ainsi, nous n'avons en Russie aucun journal, aucune

revue, aucune feuille imprimée qui ne soit officielle. Dans ces conditions, pour exprimer une opinion indépendante il ne reste qu'à recourir à la presse clandestine ; en effet, à Moscou et en province on répand des feuilles secrètes imprimées à la main. Les bolchevikis punissent les personnes coupables de la diffusion de ces journaux par les travaux forcés et même par la mort.

Les livres sont aussi soumis à une censure sévère, de sorte qu'on ne peut imprimer que des poésies ou des romans ayant obtenu l'approbation officielle. C'est vraiment l'emprisonnement de l'esprit réalisant le rêve de Torquemada.

Gare ! si l'on essaye d'imprimer quelque chose en cachette de la censure ! Ainsi, par exemple, le prêtre Filimonoff fut *condamné à 10 ans de travaux forcés* pour avoir eu cette audace ! De même, le socialiste révolutionnaire Firsoff, *fut fusillé* pour avoir distribué des proclamations, écrites en faveur des anti-bolchévistes. A Moscou, lorsque parut le journal clandestin « A bas le pouvoir des Soviets », édité par le Comité du parti socialiste révolutionnaire, les bolchevikis déclarèrent qu'ils fusilleraient cinq personnes par jour, jusqu'à ce que le journal cessât de paraître.

La censure s'exerce aussi sur les théâtres : même Maxime Gorky en a subi les conséquences. Sa co-

médie : « Le travailleur, moulin à paroles », a été récemment supprimée du répertoire des théâtres, à cause de sa « tendance antibolchéviste ».

Grâce à ces mesures, les bolchevikis ont réussi à rendre impossible la moindre tentative d'opposition. En effet, quelle opposition peut exister en un pays où le bâillon est immédiatement mis sur la bouche de quiconque ose élever la voix ? Chaque jour la presse bolchéviste fournit aux populations de la Russie, par milliers d'exemplaires, sa ration habituelle de nouvelles et d'articles officiels ; tout citoyen russe ne voit le monde qu'à travers le prisme communiste ; il ne peut puiser d'autres idées que celles approuvées par le gouvernement ; il n'a droit, en somme, à d'autre repas spirituel et intellectuel qu'à celui mesuré, censuré et distribué par les Soviets.

Les typographes de toute la Russie, réunis en une assemblée à Moscou, élevèrent la voix contre ce régime de tyrannie : voici ce que disent les travailleurs de la Russie communiste : « Le régime des commissaires du peuple est presque pire que celui du tzar. Les journaux sont supprimés, les typographies fermées, la censure rétablie, les ouvriers typographes chassés à coups de fusil. Nous faisons appel à tous les travailleurs de la Russie. Cette suffocation de la liberté de la presse ne doit pas être supportée par la

classe ouvrière. Un tel régime nous conduit, non pas vers le socialisme, mais vers la ruine. »

Mais toutes les protestations restèrent vaines. Les bolchevikis ne changèrent pas leurs méthodes. Ils continuèrent les persécutions accoutumées contre toute tentative d'exprimer librement sa pensée.

On comprend bien que la presse gouvernementale est devenue menteuse et servile : en effet, elle a toujours un but politique précis, fait de la propagande, et ne rapporte jamais les événements tels quels ; elle les arrange de façon à les déguiser adroitement. Ainsi la « Pravda » («Vérité »), l'organe du parti bolchéviste, a déjà annoncé au moins une dizaine de fois la révolution en France et en Italie.

Les bolchevikis ne se contentent pas d'avoir coupé la langue à l'opposition russe : ils veulent aussi faire disparaître les dissidents, les écraser par des persécutions continuelles. Le pire destin est réservé aux socialistes, dont on fusille un très grand nombre. Les menchevikis et les socialistes révolutionnaires les plus en vue sont contraints à mener une vie de conspirateurs sous peine d'être arrêtés. Les organes directeurs des partis socialistes sont aussi obligés de se cacher. Le Comité central des menchevikis a été récemment légalement reconnu par le gouvernement bolchéviste, mais peu de temps après plusieurs de

ses membres furent arrêtés sous l'inculpation d'activité anti-bolchéviste.

Bref, on peut affirmer que la vie publique n'existe plus en Russie. La dictature militaire du parti communiste a étranglé toute manifestation de pensée libre et a instauré par le fer et le feu la suprématie tyrannique et absolue de l'État sur tous les domaines de l'activité collective et individuelle. Chaque pas est entravé par d'innombrables règles, et aucun mouvement ne peut s'effectuer sans un permis spécial. Le gouvernement possède le droit de vie et de mort sur chaque citoyen qui, par contre, ne jouit d'aucune liberté. Même au sein de son foyer on ne le laisse pas en paix : on lui enlève ses enfants entre 3 et 11 ans, pour les emmener dans des « palais d'éducation » où les bolchevikis essayent d'imiter l'exemple des Spartiates.

Le bolchévisme s'approche à grands pas de cette forme de l'*État Leviathan* dont les principes se trouvent dans la doctrine de Hobbes, de cette organisation rigide et gouvernée par un petit nombre qui fut le rêve de Thomas Campanella.

On peut discuter sur les mérites et la valeur de la démocratie, de la bourgeoisie et du prolétariat, on peut défendre ou condamner le système parlementaire européen, on peut aller enfin jusqu'à la recon-

naissance de la vérité de certains points de la doctrine bolchéviste ; mais, en tout cas, on doit admettre que les principes de la liberté n'appartiennent ni à une classe sociale déterminée, ni à une période limitée de l'histoire humaine. La liberté individuelle, l'indépendance de la pensée, les garanties civiles n'ont été inventées ni par les capitalistes ni par les ouvriers ; elles sont le patrimoine universel, appartenant à tous les peuples. L'abolition de toutes les entraves économiques et politiques, au nom de la complète liberté humaine, a toujours été le but et l'âme de tout mouvement révolutionnaire. La lutte pour l'affranchissement de la classe ouvrière n'est qu'une partie de cet élan continuel vers la liberté, qui reste à la base de tout progrès humain. Celui qui abolit la liberté n'est pas digne du nom de héros des temps nouveaux et n'est pas capable de conduire la société vers une destinée plus noble et plus élevée : il travaille pour la réaction et fait un pas en arrière, quelles que soient les belles paroles dont il essaye de couvrir la vérité.

Point de liberté dans le paradis communiste de Moscou ! Par conséquent ce n'est pas un paradis, mais une prison condamnée inévitablement ou à se transformer radicalement ou à mourir, car tous les peuples, tôt ou tard, brisent les murs de leurs cachots.

LA TERREUR

On dit toujours que la terreur accompagne inévitablement la révolution, et que, par conséquent, les bolchevikis ne font rien d'extraordinaire en s'en servant largement. Le peuple, à peine sorti des chaînes d'un esclavage séculaire, se livre facilement à la vengeance et dresse avec entrain des guillotines sur les places publiques. Ce fait est si compréhensible qu'il pourrait justifier la terreur. Nous sommes d'accord, la terreur est regrettable, mais elle est la conséquence naturelle des bouleversements politiques qui déchaînent toutes les passions et les pires instincts du peuple. Les atrocités de toutes sortes, les têtes coupées, les massacres en masse comme « les noyades de Nantes », les intellec-

tuels assassinés par la « sainte canaille », tout cela se rencontre dans toutes les révolutions et chez tous les peuples. Mais le problème est tout autre : la violence révolutionnaire, la terreur, peut-elle être élevée à un système d'État ? Peut-on s'en servir froidement, sur une large échelle, comme d'une méthode soutenue par des raisonnements d'ordre politique ? Et encore : ceux qui prétendent guider le peuple vers l'idéal socialiste doivent-ils combattre ou exciter les bas instincts, les passions aveugles, la haine destructrice ? Doivent-ils provoquer les massacres ? organiser les carnages, abolir tout sentiment de justice ?

Tout cela a été fait par les bolchevikis.

Comme tous les tyrans, les bolchevikis sont obligés de gouverner par la terreur. C'est là leur point faible, car la violence continuelle est signe de faiblesse et de peur. On ne peut pas toujours rester maître de la situation au moyen de la violence : *Qui gladio ferit gladio perit.*

Pour les bolchevikis la terreur est devenue un système d'État et un moyen de lutte. Peu après leur avènement au pouvoir ils la proclamèrent sainte et juste. Ils disaient : on ne peut écraser la bourgeoisie qu'en lui coupant la tête, et ils invitaient le peuple à l'œuvre sacrée de la terreur rouge. Il s'agissait d'exterminer la bourgeoisie et l'opposition, mais de l'exterminer

dans le sens littéral de la parole, les supprimant physiquement en condamnant à mort chaque représentant de la classe ennemie. Certainement, cette conception primitive n'a aucun rapport avec le socialisme ; il n'est guère nécessaire d'insister sur ce qui est évident : on ne détruit pas le régime capitaliste en envoyant à l'échafaud les capitalistes.

Une grande responsabilité pèse sur la tête des bolchevikis : c'est d'avoir inondé la Russie d'une mer de sang, d'avoir provoqué une avalanche de massacres, d'assassinats et d'exécutions sommaires.

Même lorsque cette explosion de la vengeance populaire contre les classes dirigeantes prit fin, les bolchevikis, au lieu de renoncer à la terreur, la redoublèrent. Auparavant ce n'était que « la terreur de classes » spontanée et terrible, ils en firent « la terreur gouvernementale », appliquée contre quiconque ose s'opposer au régime des Soviets. Et même ils parlent sérieusement de la valeur éducative de la terreur qui fait peur aux faibles et arrête les hésitants. Il est à relever que dans les attaques les plus violentes que les bolchevikis menaient contre Kerensky, ils lui reprochaient surtout d'avoir restauré la peine de mort. Une fois au pouvoir, ils abandonnèrent immédiatement leurs raisonnements humanitaires et proclamèrent le principe dont ils se sont largement servis

dans la suite : « Ce qui ne pouvait pas être permis à la bourgeoisie est permis au prolétariat. » Ici, nous nous trouvons en présence de la théorie de la double mesure des valeurs, du double critérium propre au bolchévisme. C'était ignoble de la part de la bourgeoisie de supprimer la presse socialiste, mais le prolétariat a parfaitement raison, en détruisant toute la presse bourgeoise ; c'était un crime lorsque la bourgeoisie punissait ses ennemis par la mort ou par le bagne, mais si c'est le prolétariat qui érige des échafauds dans chaque ville et condamne tous les opposants du régime soviétiste aux travaux forcés, c'est là une œuvre juste et sainte.

Les bolchevikis en pratiquant cette morale de Hottentots ont infligé, depuis 1918, la peine de mort dans une mesure effrayante. Du mois de novembre 1917 au mois de janvier 1918 (date de la dissolution de la Constituante), la terreur ne fut pas encore trop forte ; du mois de janvier à l'été suivant elle battit son plein, mais elle était encore aveugle, chaotique et spontanée. Peu à peu le gouvernement tâcha de la systématiser et d'en prendre l'initiative dans ses mains. En juillet 1918 les socialistes révolutionnaires de gauche assassinèrent l'ambassadeur allemand, le comte Mirbach, et tentèrent de renverser le pouvoir

de Lénine. La révolte de juillet, qui coûta la vie à presque tous ses initiateurs, fut le signal d'une nouvelle période de terreur qui devint dorénavant une méthode appliquée consciencieusement par le gouvernement. Au mois de septembre 1918, après l'attentat contre Lénine et l'assassinat de deux commissaires du peuple, Ouritzky et Volodarsky, la terreur atteint son point culminant. Ce n'était plus le lynchage instinctif de la foule irritée, mais une action bien organisée et dirigée par une main sûre, tout un système de policiers, de geôliers, de bourreaux, glorifié dans la presse et dans les discours publics. Immédiatement après l'attentat contre Lénine le gouvernement des Soviets donna l'ordre de procéder à l'exécution de tous les « contre-révolutionnaires ». La nuit même où l'ordre fut lancé, 500 détenus politiques à Pétrograd, 400 à Nijni-Novgorod, 130 à Tver, 300 à Moscou et un grand nombre dans d'autres villes, furent fusillés sans autre forme de procès. Le journal officiel (« Izvestia ») écrivait : « Nous devons rendre nos cœurs d'acier cruels et durs, afin que la pitié n'y puisse pénétrer et qu'aucun frisson ne nous parcoure à la vue d'une mer de sang ennemi ; nous ouvrirons les digues à cette mer, sans pitié, sans épargner personne, nous tuerons nos ennemis par centaines et par centaines ; s'il y en a des milliers, peu importe : ils

seront noyés dans leur propre sang. Nous voulons que pour le sang de Lénine, d'Ouritzky et de Volodarsky jaillissent des fleuves de sang bourgeois. » Le Soviet local vota une résolution dans laquelle il accueillit avec enthousiasme et joie la nouvelle de la terreur appliquée en masse, et « voudrait, pour donner une leçon de sang à la bourgeoisie, faire fusiller, non seulement des centaines, mais des milliers de personnes ». Zinovieff, président de la Commune du Nord, posa la question dans des termes bien nets. : « Nous devons gagner à notre cause 90 sur 100 millions de la population russe. Avec le reste, avec les 10 millions, point n'est besoin de tant de discours, il faut les exterminer tous. »

Le 22 février 1919, le gouvernement des Soviets annonça par radio-télégramme la fin de la terreur, « car — disait le message — une période de l'histoire de la république communiste est terminée, le pouvoir des ouvriers et des paysans s'est définitivement consolidé, et la contre-révolution est écrasée ».

La trêve, cependant, ne dura guère longtemps, et la terreur, un peu diminuée dans la Russie centrale, fut reprise en été 1919 avec toute son ancienne violence, en Sibérie, en Ukraine et en Russie du Nord. Vers la fin de 1919, de nombreuses exécutions en masse eurent lieu à Moscou et à Pétrograd, notam-

ment celle de 61 personnes parmi les intellectuels et les professeurs. A Kiew et à Odessa des milliers de personnes périrent pendant « les bains de sang ». Au mois de janvier 1920, les bolchevikis décrétèrent la « suppression de la peine de mort dans toute la Russie ». Les journaux bolchévisants de l'Europe se réjouirent beaucoup de cette nouvelle sensationnelle qui prouvait, à leur avis, les meilleures intentions du gouvernement soviétiste. En réalité, ce décret n'est qu'une hypocrisie répugnante : une petite clause ajoutée à ce décret prévoit sa suspension pour les régions et villes où l'état de siège est proclamé. Or, au mois de juin 1920, dans 23 provinces russes, sur 28, l'état de siège fut proclamé, et un grand nombre de personnes ont été fusillées. Il faut ajouter encore que le décret de la soi-disant « suppression de la peine de mort » laisse le droit à certaines institutions soviétiques d'envoyer à l'échafaud qui bon leur semble. Par conséquent, nous ne pouvons nullement reconnaître, avec tous les admirateurs du régime communiste, que les bolchevikis ont renoncé à leur politique de massacres et d'exécutions : la terreur n'a pas du tout cessé en Russie.

J'ai dit plus haut que la terreur bolchéviste en Russie est devenue un système. Voyons un peu de quelle manière elle est organisée et exercée.

Au printemps 1918 furent formés, en Russie, les « Commissions extraordinaires pour combattre la spéculation, l'espionnage et la contre-révolution ». Elles avaient pour but d'assurer l'ordre dans le pays, et en particulier d'endiguer l'effroyable ondée de concussions, de vols et de scandales dans laquelle étaient entraînés tous les fonctionnaires bolchévistes. Mais en peu de temps l'importance des commissions s'accrut tellement qu'elles assumèrent une véritable attitude dictatoriale. Tout en concentrant dans leurs mains les fonctions législatives, judiciaires, exécutives et administratives, elles devinrent les organes par excellence de la terreur rouge. Toute la Russie fut couverte d'un filet de Commissions extraordinaires. Dans chaque province, dans chaque ville il y en avait une. La Commission extraordinaire centrale, dont les chefs sont Peters et Dzerjinsky, a son siège à Moscou.

Chaque Commission locale, ainsi que celle centrale, a un pouvoir illimité sur la vie et sur les biens de chaque citoyen soviétiste de quelque classe qu'il soit. Elle étend son activité même sur les fonctionnaires bolchévistes les plus haut placés et conserve ses droits auprès de l'armée et des chefs militaires. Elle peut dissoudre les Soviets et mettre ses membres en prison. Les Commissions jouissent d'une com-

plète indépendance et n'ont de comptes à rendre à aucune autre institution soviétiste. C'est l'État dans l'État, plus terrible encore que l'Inquisition espagnole.

Les Commissions extraordinaires arrêtent et fusillent qui bon leur semble sans autre forme de procès. L'appel n'existe pas et le verdict de la Commission ne peut être révoqué ou changé que par la Commission elle-même. L'espionnage tient place d'investigation judiciaire et souvent une fausse dénonciation suffit pour être fusillé sur place. Les Commissions disposent d'un énorme personnel d'agents, de mouchards et d'espions de toute sorte, qui sont pour la plupart des anciens employés de la police tzariste. Rien ne manque aux Commissions extraordinaires : hommes, argent, presse, elles ont tout à volonté. Le budget de la Commission centrale pour l'année 1919 fut de un milliard de roubles ; les Commissions locales ont chacune leur budget particulier. La Commission centrale eut pendant longtemps à sa tête un Letton calme et sanguinaire : Peters. Son compagnon, le Polonais Dzerjinsky, un fanatique violent, a signé plus d'arrêts de mort que n'importe quel tzar de Russie. Parmi les membres actifs des Commissions se trouvent aussi des femmes qui rivalisent en cruauté avec les hommes. Ainsi, par

exemple, Mme Irma Petrowa ou Mme Krause à Pétrograd.

La Commission centrale devint bientôt le vrai maître du pays ; les commissaires du peuple eurent en quelque sorte peur de l'importance que cette institution terroriste avait prise en Russie. Pendant quelque temps il y eut une vraie lutte pour le pouvoir qui ne réussit pas toujours et partout en faveur des commissaires du peuple. Les Commissions extraordinaires se mettaient trop souvent au-dessus de toute autorité quelle qu'elle fût et n'hésitaient point à faire fusiller les membres des Soviets en plusieurs endroits de la Russie. Le menchevik Martoff dit alors que « le terrorisme commençait à terroriser les terroristes ». Lénine essaya de limiter le pouvoir des Commissions et de les soumettre au Gouvernement central. Mais ce n'est que dans la capitale que les forfaits de la Commission diminuèrent ; dans le reste du pays, la situation changea fort peu et les Commissions continuèrent à leur aise à exercer « la terreur rouge, la terreur froide ».

Le nom même de la Commission (Tchéresvitchaica) fait pâlir chaque citoyen russe : c'est le synonyme de la mort, de la torture, de la prison et des souffrances.

Dans toute la Russie les Commissions opèrent une

quantité d'arrestations. Les prisons qui, au temps du tzarisme, servaient à enfermer les révolutionnaires, sont de nouveau remplies. Les conditions sanitaires des prisons sont plus que mauvaises. En 1919, à Pétrograd, dans la prison de Kresty, sur 1.060 détenus, 650 sont morts de maladies et d'épuisement. La plupart des gens arrêtés languissent dans des cachots pendant des mois entiers, sans même connaître la raison de leur emprisonnement. Tous sont parqués par 50 ou 60 dans une cellule, sans distinction de crimes. De temps en temps la porte s'ouvre... pour laisser sortir ceux qui vont être exécutés. Au mois de février 1920, la Commission extraordinaire publia un rapport ; il en résulte que, pendant l'année 1918, 47.348 personnes ont été arrêtées sous l'inculpation de contre-révolution et de spéculation. Pendant l'année 1919, ce nombre atteint 80.662. Or, de ces 128.010 personnes arrêtées, 54.250 seulement ont été remises en liberté. Telles sont les données officielles ; mais combien de malheureux périssent encore dans les prisons, sans être mentionnés dans la statistique bolchéviste !

On fusille les gens pour un rien : pour une poésie satirique contre le bolchévisme (à Kiew), pour un mot injurieux au compte d'un commissaire, pour un soupçon quelconque. Ensuite viennent les otages.

Dans toutes les villes conquises par les bolchevikis un certain nombre de personnes appartenant aux classes aisées et qui doivent payer de leur propre vie tous les insuccès bolchévistes, sont arrêtées. Les familles des anciens officiers tzaristes, combattant actuellement dans l'armée rouge, sont aussi considérées comme otages. En cas de désertion ou de trahison, la famille de l'officier coupable est fusillée.

Comme si les massacres ne suffisaient pas, les Commissions pratiquent aussi les tortures.

A Kiew, où le nombre des victimes de la Commission extraordinaire s'éleva à 5.000 personnes pendant l'hiver de 1920, les corps mutilés de 24 personnes furent trouvés dans des puits. Ils avaient des épaulettes taillées au couteau sur la peau vive et, aux jambes, de longues bandes de peau avaient été arrachées. Ceux qui réussirent à s'échapper, racontèrent qu'ils étaient obligés de rester dans leurs cellules avec les cadavres. Chaque nuit ils assistaient au spectacle tragique de l'exécution de leurs parents et de leurs amis.

A Kharkhoff, le « camarade Edouard », un des plus cruels bourreaux de la Commission, s'amusait à « fabriquer des gants », c'est-à-dire à arracher toute la peau des mains des malheureux.

A Odessa, après l'évacuation de la ville par les bolchevikis, en automne 1919, les journalistes purent visiter le siège de la Commission extraordinaire. Voilà un extrait de leur compte rendu collectif : « D'abord on reste étourdi devant le spectacle du mur, dans la cour intérieure, tout criblé de balles. Ce mur servait de poteau, d'où l'expression « mettre au mur ». On marche avec peine auprès de ce mur, le pied glisse continuellement dans une pâte rougeâtre composée de sang, de sable et d'alcool : ce dernier provient des vins et des liqueurs que les membres de la Commission consommaient en grande quantité. Le sang court encore en petits ruisseaux, et le sable, on le jette juste en ce moment pour pouvoir marcher. Les cellules se trouvent sous terre. Dans l'une d'elles on voit un petit soulier de femme baigné de sang. Au mur, toujours des traces de balles et du sang, du sang partout. »

La barbarie des bolchevikis devient tout à fait fantastique dans les villes qu'ils doivent abandonner sous la pression militaire de quelque ennemi. Ne se contentant plus de tuer simplement leurs victimes, ils les livrent aux tortures effroyables des Lettons et des Chinois qui se sont particulièrement distingués dans l'art de faire souffrir les hommes. C'est ainsi qu'à Oussourisk, en Sibérie, les prisonniers aveugles

furent mutilés d'une manière épouvantable : les têtes cassées, les yeux arrachés, les langues et les organes sexuels coupés.

En d'autres endroits, les prisonniers chassés de leurs maisons furent complètement déshabillés et emportés en camions hors de la ville, où, mis en file indienne, ils étaient obligés d'attendre la mort complètement nus, exposés au gel sibérien. A Walk, en Esthonie, 450 personnes furent fusillées, les cadavres portent les traces de coups de baïonnette, les têtes et les os sont cassés et maintes fois les pieds et les jambes coupés. Pendant mon séjour à Odessa, en 1918, les officiers tzaristes, accusés d'être contre-révolutionnaires, furent brûlés vifs dans les chaudières des navires de guerre.

Quel est le nombre total des victimes du gouvernement « le plus libre du monde » ? Certainement le calcul exact en est presque impossible, mais voici quelques chiffres qui peuvent donner une idée approximative sur des atrocités commises sous la terreur bolchéviste.

Pendant les *trois années* de la réaction tzariste (1906-08), d'après les arrêts officiels, 5.165 personnes furent fusillées. Pendant les premiers *trois mois* de 1919, la liste officielle de la Commission extraordinaire eentrale accuse 13.850 noms. Récemment la

décision a été prise de ne plus imprimer dans les journaux le nom des fusillés et des pendus.

La liste officielle cependant ne parle que des personnes fusillées d'après les arrêts « légaux », tandis qu'une énorme quantité de victimes furent massacrées sans autre forme de procès.

Citons au hasard quelques exemples : sur le Don, dans les villages Migulinska et Kasanska, 5.000 personnes ; à Sestrokovsk, 377 ; à Olkovsk, 370 ; à Nijne-Rachimsk, 197 ; à Riga, 3.632 fusillés ; à Ekaterinburg, 2.000 ; à Ossa, 1.900 ; à Sarapul, 500 ; à Ufa, 2.517. Et ce ne sont que des faits isolés, des chiffres pris dans cette « immense mer » de documents et de témoignages que l'on recueille pour les historiens futurs.

La Révolution russe se vantait d'abord d'avoir fait le coup d'État, presque sans effusion de sang, et d'avoir renversé le trône des Romanoff en sacrifiant un nombre minimum de victimes. Mais ceci se passait en 1917, à l'aube de la crise russe.

Les bolchevikis se hâtèrent d'arracher à la révolution russe cette auréole de modération et d'humanité en la plongeant dans un véritable « bain de sang », en instaurant dans la république communiste le plus terrible et le plus abject des régimes : celui de la terreur. La terreur, cruelle et inutile, exercée avec

sang-froid et un sadisme morbide, restera une tare ineffaçable du bolchévisme russe, et condamnera à jamais dans l'histoire ceux qui veulent porter au monde la fraternité et l'égalité sur la pointe de leurs baïonnettes ensanglantées.



L'ARMÉE ROUGE

Au début, les bolchevikis avaient une très grande force pour les soutenir, celle qui les a portés au pouvoir et leur a assuré les premières victoires : la soldatesque. Ce ne furent pas les idées socialistes ou le programme communiste qui influèrent sur la victoire bolchéviste, au mois de novembre 1917 ; ce fut seulement la promesse de la paix qui leur attira les sympathies de l'armée en désordre. Le bolchévisme était le parti des soldats fatigués de la guerre, des garnisons de l'arrière qui ne voulaient absolument pas se battre, des masses inconscientes qui ne comprenaient pas leur devoir de défendre la patrie.

Mais en peu de temps l'armée russe fut complète-

ment détruite, la paix de Brest-Litowsk signée et l'Ukraine occupée par les Allemands. Il fallait, cependant, créer subitement cette force armée qui devait former le soutien du gouvernement communiste. Les bolchevikis se mirent à organiser la garde rouge, selon le principe de la milice populaire volontaire. A grand bruit ils annoncèrent la fin de « l'armée militariste », de la discipline stupide, du despotisme des chefs. Ils introduisirent dans les restes de l'armée russe le principe de faire élire les chefs par les soldats. Le lieutenant Krylenko, chef suprême de l'armée russe, fut le premier à le mettre en pratique. Dans tous les régiments les vieux officiers furent remplacés par des officiers élus en assemblées publiques de soldats, de façon que n'importe quel commis pouvait devenir d'un jour à l'autre colonel du régiment même en récompense de son ardent bolchévisme.

Les régiments de la garde rouge furent organisés de la même façon. Les communistes déclarèrent l'abolition de la mobilisation, et pour pousser les volontaires à s'engager on faisait une grande propagande.

Au mois de décembre 1917, Lénine annonça non seulement la fin de la guerre, mais encore la fin du militarisme russe : « Nous donnerons au peuple

russe le bonheur d'une paix qui repousse la guerre et ne tolère pas l'existence d'une armée régulière. »

Et Trotzky déclare au Comité central des Soviets : « Au lieu d'une armée régulière toujours empreinte d'un esprit réactionnaire et militariste, nous voulons créer une armée de volontaires. Elle sera l'armée rouge provisoire composée des plus braves compagnons. »

La guerre civile se propageait en Russie ; il fallait opposer une résistance systématique aux ennemis des Soviets ; mais l'armée de volontaires, commandée par des chefs élus, ne paraissait pas faite pour ce but. Les bolchevikis s'aperçurent bien vite qu'ils ne pouvaient compter que sur les régiments étrangers (lettons, chinois, allemands) qui, à ce moment, formaient la vraie garde personnelle des dictateurs communistes. Tout le reste de l'armée était composé de bandes désordonnées, sans discipline, sans expérience militaire, guidées par des ignorants et des ambitieux.

Elle avait vraiment mauvaise mine, cette armée rouge, mal armée, se sauvant à toutes jambes devant chaque vrai ennemi, et plus apte à piller, à forcer les caves et à terroriser les populations pacifiques qu'à faire vraiment la guerre. On ne pouvait même pas cacher la vérité sous les habituelles fanfaronnades de Trotzky : je me rappelle le fameux chef bolchéviste,

le colonel Muravieff, qui se déclarait prêt à faire la guerre au monde entier et qui était « commandant en chef des armées de la Russie méridionale ». Or, une de ces armées, et précisément la troisième, était composée de 60 hommes.

Bien vite, les bolchevikis se rendirent compte du complet fiasco de leur projet initial. Et avec leur facilité habituelle, ils répudièrent les principes qui, hier encore, formaient les points essentiels du programme communiste! Au mois de juillet 1918, on introduisit la mobilisation générale, et la nomination des chefs par le Gouvernement central fut rétablie au lieu du système des élections. « Par le temps qui court — confesse Trotzky — nous ne pouvons créer la milice populaire. Nous avions essayé de former une armée de volontaires par la propagande et l'appel au sentiment révolutionnaire, mais tout ceci n'est qu'une stupidité. Nous devons constituer une armée régulière. Nous l'avons fait : oui, nous avons créé une armée, contrairement à nos principes, *mais il n'y avait pas d'autre moyen pour garder le pouvoir dans nos mains.* »

Un homme très apprécié par les bolchevikis, le silencieux et énergique Podvoisky, se chargea du travail de la reconstruction militaire. Grâce à lui l'armée rouge devint peu à peu une force redoutable.

A partir de 1918, le militarisme soviétiste est en plein développement. D'abord on mobilise 10 o/o des ouvriers ; ensuite on appelle sous les armes tous les citoyens de 18 à 35 ans. Quiconque ne porte sur soi un document attestant sa condition militaire est arrêté sur-le-champ.

Pour effectuer la mobilisation les bolchevikis ont recouru aux mesures les plus violentes. La population russe, spécialement les paysans, répondait de mauvaise grâce à ce nouvel appel sous les armes : tous étaient déjà trop fatigués de la guerre contre l'Allemagne pour recommencer subitement une autre guerre dans leur propre pays. Les recrues désertaient à la première occasion. J'ai vu personnellement, dans les provinces de la Volga, des centaines de jeunes paysans s'échapper du joug militaire pour retourner chez eux. Mais un sort tragique était réservé aux déserteurs.

Pour tous les crimes commis par les militaires, les bolchevikis instaurèrent une punition unique : la mort. Ils entouraient les villages où s'étaient réfugiés les recrues, ils braquaient l'artillerie tout autour et demandaient qu'on leur livrât les déserteurs. En cas de refus ils détruisaient le village ; si les recrues leur étaient remises, ils en fusillaient le tiers.

Pour éviter les émeutes parmi les mobilisés, les

bolchevikis ne leur donnaient pas de fusils avant d'être au front. Pourtant, les révoltes militaires furent assez fréquentes. Elles furent toujours étouffées dans le sang. Au mois d'avril 1919, par exemple, un mouvement des soldats à Bielgorod fut réprimé par des exécutions en masse qui frappèrent plusieurs centaines de soldats. A Odessa, après un acte d'indiscipline d'un régiment, chaque dixième soldat fut fusillé.

Toutes les organisations dans l'armée sont abolies. Une discipline de fer règne dans l'armée rouge : exécutions en masse, mauvais traitements, mitrailleuses pointées derrière les colonnes d'attaque, tout est employé par les bolchevikis. Souvent il arrive que des régiments entiers sont condamnés à être impitoyablement décimés. Même le régime tzariste n'avait pas osé introduire dans l'armée une discipline aussi dure et implacable. On peut dire que l'armée rouge est l'unique armée au monde constituée selon les règles du militarisme intransigeant. Trotzky fait tout ce qu'il peut pour développer chez les soldats l'esprit belliqueux. « Il faut habituer notre soldat à faire l'impossible, à surmonter tous les obstacles », écrit le bulletin officiel. Et Trotzky prêche : « Il faut employer le fer rouge pour créer une véritable armée dirigée par une discipline unitaire et inébranlable.

Il faut inculquer le respect de la science et de la pensée militaire. Il faut s'imprégner d'une conscience militaire. » Or, cet esprit militaire, qui prépare peut-être un autre Napoléon russe, est très répandu dans la première république socialiste du monde. Il existe en Russie une grande presse militaire qui ressemble parfaitement à ces feuilles chauvines, contre lesquelles se sont toujours rués les socialistes de tous les pays et les Russes en particulier. On a établi un bureau spécial de propagande militaire. L'armée rouge est l'objet des plus tendres soins de la part de l'État : toutes les matières alimentaires sont d'abord distribuées à l'armée. L'armée rouge ne manque de rien. Ceci est une des raisons pour lesquelles un grand nombre d'oisifs entrent si volontiers dans les rangs soviétistes. Le soldat rouge est relativement bien vêtu et bien nourri. Pendant que dans les grandes villes on meurt de faim, lui reçoit facilement sa ration de pain et de viande. Il a droit à trois paires de souliers par an, tandis qu'un paysan sur dix n'en reçoit qu'une paire par an. Tous les troupiers reçoivent une solde de 250 à 1.000 roubles par mois. Les familles des mobilisés touchent une forte indemnité.

Le commandement de l'armée rouge est constitué en grande partie de vieux officiers qui *ne sont pas*

bolchevikis. Presque tous les généraux tzaristes, depuis Broussiloff et Kouropatkine, servent maintenant dans l'armée des Soviets. D'abord, les bolchevikis soumirent les officiers à des persécutions atroces, les déclarant « ennemis du prolétariat ». Mais pendant l'été de 1918 tous les officiers de l'ancien régime furent cités en justice et mobilisés. Le fusillement menaçait quiconque ne voulait pas prêter ses services à l'armée communiste. Pour éviter les trahisons et les désertions, les bolchevikis adoptèrent deux mesures : la première, la responsabilité solidaire des familles des officiers ; la seconde, l'institution des commissaires révolutionnaires dans l'armée.

Les officiers ont plein droit de vie et de mort sur leurs subordonnés. Tout l'organisme hiérarchique de la vieille armée tzariste est rétabli. Mais auprès des états-majors, comme auprès du commandement des différentes unités de l'armée, veillent les représentants du Gouvernement central, les membres rigides et expérimentés du parti communiste. En ceci le bolchévisme imite les commissaires de la révolution française, destinés à surveiller et à contrôler les généraux de la jeune armée républicaine. Les commissaires communistes peuvent émettre leur « veto » sur n'importe quel ordre du commandement ; mais

ils répondent de leur tête en cas de défaite ou de trahison. Ainsi les officiers se trouvent toujours sous l'œil vigilant d'un fonctionnaire bolchéviste.

D'un autre côté, si un officier passe à l'ennemi, on fusille sa femme, ses frères et ses parents. Tout déserteur est déclaré hors la loi. Récemment, un ingénieur, un certain Rogal, a vendu pour 50.000 roubles une de ses inventions au gouvernement bolchéviste : sur la main gauche de chaque soldat de l'armée rouge on applique maintenant un cachet rouge, ineffaçable, qui permet de reconnaître subitement le déserteur.

Ces mesures furent adoptées à la suite de nombreux cas de désertion (à Moscou on a créé un Comité spécial pour la lutte contre la désertion) et de trahison. On comprend bien que les vieux officiers combattent de mauvais cœur dans les rangs bolchévistes, contraints uniquement par la nécessité matérielle et sous la menace de mort. Ils profitent d'ailleurs de toute occasion pour trahir la cause qui n'est pas la leur. Je me rappelle qu'en 1918, pendant la bataille de la Volga, les commandements d'unités entières passaient aux Tchéco-Slovaques ; le même fait se répétait sur le front de Denikine. Cependant, la peur et la fortune militaire des communistes diminuèrent de beaucoup le nombre de ces cas de désertions.

Pour compléter les cadres des officiers, les bolchevikis rouvrirent les écoles militaires qui donnèrent à l'armée rouge quelques milliers d'officiers.

L'armée rouge possède toutes les spécialités d'armes et de moyens ; elle a une très bonne artillerie, des automobiles blindées, des gaz asphyxiants et un service aérien, elle est pourvue de tous les engins de guerre les plus modernes. Ceci s'explique par le fait qu'après la conclusion de la paix de Brest-Litowsk, il était resté en Russie un énorme dépôt de munitions destinées à la guerre contre les Allemands. En outre, l'unique branche d'industrie, où la production, quoique diminuée de beaucoup, se maintient à un niveau satisfaisant est justement celle de l'industrie militaire : les usines d'Oboukhoff, de Neva, de Tula, d'Oural continuent à fabriquer des cartouches, des canons et tout le matériel de guerre.

D'abord la cavalerie manquait à l'armée rouge. Trotzky, très préoccupé par ce fait, tenta de la créer en décrétant, en premier lieu, la mobilisation des chevaux. Tous ceux qui en avaient deux devaient en sacrifier un au militarisme communiste. Cependant les paysans, qui devaient payer 30.000 roubles pour avoir un cheval plutôt médiocre, opposèrent à ce projet une résistance acharnée. Les bolchevikis venus pour réquisitionner les chevaux furent accueillis

en différents endroits avec les fourches et les fusils. Le résultat de la « mobilisation chevaline » fut très médiocre.

En ce moment, cependant, la cavalerie bolchéviste est devenue une force formidable grâce aux tribus nomades (Kirghiz, Baschkirs, ainsi que les Cosaques), qui la composent. On a vu son action foudroyante pendant la guerre russo-polonaise.

On a beaucoup parlé et on parle encore du nombre total des forces armées qui se trouvent à la disposition du gouvernement de Moscou. Vers le mois de décembre 1919, selon des informations de sources certaines, les cadres de l'armée rouge furent de 485.000 hommes sur tous les fronts et de 727.000 hommes de réserve. L'armée active est divisée en 16 armées.

Toutes ces armées s'accroissent et se renforcent régulièrement par l'affluence continuelle des réserves. Elles représentent une véritable force combative, en rien inférieure aux armées de l'Europe. Il y a un point très caractéristique dans l'armée rouge : la présence de nombreux éléments étrangers, en particulier d'Allemands, de Finlandais, de Lettons et de Chinois.

Pendant l'automne de 1918, quand les forces nationales russes, opérant en union avec les Tchéco-

Slovaques, rétablirent sur la Volga le « front oriental » antibolchéviste et anti-allemand, l'État-Major allemand, le 10 septembre 1918, fit parvenir un ordre secret aux prisonniers de guerre aptes au service, de s'enrôler dans l'armée rouge des Soviets. Ainsi, je vis en personne, au mois de septembre 1918, tandis que je traversais clandestinement les lignes bolchévistes sur la Volga, des instructeurs allemands et d'entières colonnes magyares qui marchaient avec les bolchevikis. Ce fut juste à ce moment que l'on créa dans chaque régiment bolchéviste ce qu'on appelle « les bataillons internationaux » presque toujours formés d'Allemands et de Magyars. Il est connu qu'avant l'armistice une armée entière allemande, commandée par le général Blücker, a combattu dans les rangs des Soviets. Et maintenant encore l'armée rouge compte plusieurs officiers et une vingtaine de milliers de combattants allemands.

Les régiments lettons forment le noyau le plus fort de l'armée bolchéviste : ils se montent à 36.000 hommes.

Enfin viennent les unités chinoises, qui se couvrirent d'infamie par les tortures qu'elles infligent aux prisonniers. Elles sont employées par le commandement bolchéviste quand il faut terroriser la population. Les bataillons finlandais sont formés « des

gardes rouges » échappées de la Finlande après la victoire du général Mannerheim et la suffocation de la révolution finlandaise.

Les régiments étrangers, en outre de leur but purement combatif, ont encore celui de maintenir l'ordre public à l'intérieur du pays. Le grand nombre de réserves que les bolchevikis tiennent à l'arrière et qui surpasse de beaucoup l'armée active est expliqué par le fait que *l'armée rouge forme le soutien du nouveau régime* et en assure l'existence à l'aide de ses baionnettes. L'armée rouge est devenue une armée puissante, entre les mains des commissaires du peuple, pour supprimer tout acte d'opposition et de révolte. Elle fait le service de la gendarmerie et de la police. Dans le « Règlement de campagne » publié par le commandement bolchéviste et en particulier dans le chapitre « Les combats dans les rues », se trouve le passage suivant : « Les troupes, chargées de supprimer les soulèvements dans les villes ne doivent avoir aucun rapport avec la population, car cette dernière pourrait avoir une mauvaise influence sur elles. » C'est absolument comme aux pires périodes du tzarisme!

Il est vrai que pendant les derniers temps le nombre des étrangers dans l'armée rouge semble diminuer. L'armée rouge devient de plus en plus « l'armée

russe ». Bon gré mal gré les généraux tzaristes sont à sa tête et ils tâchent de l'organiser le mieux possible, espérant qu'elle deviendra un beau jour, non plus le *soutien* des Soviets, mais d'un nouveau gouvernement national.

De toutes façons il faut rendre justice aux bolchevikis : ils surent faire ce que ne réussirent, ni Kerensky, ni l'Assemblée constituante : créer une armée. Ce n'est pas une quantité négligeable cette armée rouge, bien disciplinée, bien organisée, conduite par de bons officiers. C'est une force qui peut opposer une résistance tenace à n'importe quel ennemi et faire front aux plus dures épreuves. Il ne faut pas oublier que c'est une institution profondément impérialiste. Trotzky rêve toujours de faire de grandes expéditions militaires à travers l'Europe réactionnaire, et il aime à répéter que l'armée rouge n'a pas seulement un but national, mais encore universel : celui de conquérir le monde entier et de préparer, par les victoires militaires, le terrain pour le triomphe des idées communistes.

En attendant le bolchévisme développe et favorise l'esprit militariste ; en attendant il prêche éternellement la guerre et tient sous les armes plus d'un million d'hommes et se révèle entièrement pénétré de cet esprit impérialiste qu'il avait toujours combattu

au nom du socialisme. Certainement le bolchévisme pèche par excès d'impérialisme : la seule chose qu'il a été capable de créer est une institution profondément... « antibolchéviste » — l'armée régulière : et vraiment il semble qu'il y ait peu de différence entre l'armée rouge et l'armée blanche. Ainsi en Turkestan l'armée rouge effectua des mouvements qui avaient pour but de menacer les Anglais selon les projets tzaristes trouvés à l'état-major de Tachkent. Les bolchevikis réalisent donc les rêves impérialistes de Skobeleff et de Kouropatkine qui songeaient à la campagne des Indes ! Ce fait donne bien à réfléchir !

De toutes façons, nous constatons dans la république socialiste russe un grand progrès du militarisme. Les communistes de Moscou nous offrent un bel exemple de dictature militaire.

Ainsi la soi-disant « dictature du prolétariat » en Russie n'est autre chose que la tyrannie d'une minorité, le gouvernement d'un parti, dégénéré dans la pire forme du militarisme.



COMMENT ON VIT EN RUSSIE BOLCHÉVISTE

Aucune discussion sur le bolchévisme russe, aucun raisonnement politique et social, quelque justes et profonds qu'ils soient, ne peuvent donner une idée exacte du fantastique monde communiste. Il faut y vivre pour savoir par l'expérience de chaque jour quelle incroyable existence on mène dans le paradis soviétiste.

La vie de chaque citoyen russe, sous les bolchevikis, est quelque chose de si différent des coutumes quotidiennes de l'Occident, que l'imagination européenne peut à peine prêter foi à des faits qui paraissent vraiment invraisemblables. Malheureuse-

ment ils sont une dure et triste réalité qui, aujourd'hui encore, pèse sur notre infortuné pays.

Je n'ai pas l'intention de raconter des choses exceptionnelles qui sembleraient des contes fantastiques dignes d'Edgar Poe. Je veux seulement parler des conditions ordinaires dans lesquelles se développe la vie de millions d'hommes, conditions que je connais, et par mon expérience personnelle, et par celle de mes amis.

Quelle est la plus grande préoccupation des habitants des grandes villes russes? C'est la recherche anxieuse des matières alimentaires èt la lutte acharnée contre la faim qui enferme la Russie dans un cercle désespéré.

A Pétrograd toute la population ouvrière reçoit un repas par jour dans les restaurants publics (il est défendu de faire la cuisine chez soi). Le repas se compose de 30 grammes de pain noir, mélangé de paille et d'une soupe de poisson. Le prix du repas est de 6 roubles [1]. Dernièrement, on ne pouvait avoir plus de 75 grammes de pain pour deux jours. Le lait, le beurre, le sucre ne se trouvent plus du tout à Pétrograd. Toute la population est divisée en catégories. Les travailleurs qui forment la première caté-

[1] En temps ordinaire un rouble correspondait à 2 fr. 60 cent.

gorie reçoivent, à Moscou, de 100 à 150 grammes de pain par jour. La deuxième catégorie, qui est celle des intellectuels et des employés, a seulement de 60 à 100 grammes de pain noir par jour et deux harengs secs par semaine. Et c'est tout. Le reste il faut l'acheter. La troisième catégorie, celle des marchands et des personnes n'ayant pas d'occupations bien déterminées, ne reçoit que les restes, de temps à autre.

Dans l'hôtel de Moscou, réservé aux plus hauts fonctionnaires du régime soviétiste, le fameux agent américain Bullitt avait un traitement spécial. Et voici son « menu » : le matin, de 100 à 200 grammes de pain noir qui devait suffire pour toute la journée, et du thé sans sucre ; l'après-midi, une soupe, un petit morceau de poisson sec ou, rarement, un morceau de viande encore plus petit ou un peu de chou-fleur, du thé sans sucre ; le soir, du thé sans sucre. Et cela est le meilleur régime alimentaire possible, en dehors de toutes catégories.

J'ai dit que le reste, il faut l'acheter. Mais comment l'acheter, ce reste, quand tout manque et que la spéculation a pris des proportions fantastiques ? Un kilogramme de pain noir coûte 360 roubles, la viande de cheval 400 roubles la livre, un kilogramme de sucre de 200 à 300 roubles, le thé 250 roubles le kilogramme, une mesure de pommes de terre

200 roubles, les choux 35 roubles la livre, un citron 180 roubles, un œuf 45 à 60 roubles, et le beurre 240 roubles le kilogramme. Tout se vend en cachette à des prix fabuleux. Si l'on se souvient que la moyenne des salaires ne dépasse pas 3.000 à 4.000 roubles par mois, on comprend qu'un bien petit nombre peut se permettre le luxe de... ne pas mourir de faim. Une de mes connaissances, qui dépensait à Moscou plus de 5.000 roubles par mois, seulement pour sa nourriture, avait une sensation de faim permanente et en quelques mois a diminué de 14 kilogrammes. Mais cela avait lieu en 1919. Maintenant c'est encore bien pis et il faut dépenser au moins 30.000 roubles par mois pour se nourrir à peu près bien. Tous ceux qui ne peuvent dépenser autant meurent littéralement de faim. « Notre vie — écrivent-ils de Moscou — est une agonie. Nous ne pouvons vous dire ce que représente à Moscou, pas seulement pour les enfants, mais aussi pour les adultes, le désir d'une tartine de beurre, d'une tranche de jambon, d'une tasse de lait. C'est une véritable obsession. »

Pendant l'automne de 1918, j'arrivais à Moscou rapportant de l'Ukraine quelques provisions que j'avais pu, à grand'peine, sauver des mains avides des gardes rouges. En prenant du thé à la gare je mis un morceau de sucre dans ma tasse. Aussitôt une

troupe de gamins se réunit autour de moi. Ils regardaient muets, avec des yeux anxieux et des figures maigres et avides, ce spectacle incroyable. Je portais à mon oncle, critique d'art bien connu en Russie, un pain blanc. Il ne voulut pas le toucher. Il fit chercher ses enfants pour qu'ils puissent admirer ce prodige. Le sucre provoqua un cri de stupeur. La femme du professeur ne rentra à la maison qu'à quatre heures après avoir fait la queue pendant tout ce temps pour obtenir un kilogramme *d'épluchures de pommes de terre*.

Il est naturel que de ce régime de faim dérivent des maladies et des épidémies terribles. Je ne parle pas des cas de mort très fréquents, causés par l'épuisement général. J'ai vu de mes yeux, dans la rue Tverskaya de Moscou, des gens tomber évanouis parce qu'ils n'avaient rien mangé depuis quelques jours. Les médecins ont constaté de nouvelles formes de maladies provenant du manque continuel de nourriture : épuisement nerveux, certaines idées fixes, plaies sur tout le corps, fièvre de la faim, semi-paralysie, etc. Les sociétés médicales tiennent des séances spéciales pour étudier la question de l'influence sur l'organisme humain d'une alimentation insuffisante ; la mortalité est de 75 0/0 (au lieu de 21 0/0 en temps normal), et la naissance est de

13 0/00 au lieu de 29 1/2. En 1919, la diminution de la population a été de 62 0/00. La Russie se meurt de maladies, de famine et de froid.

Dans les rues on ne voit que des gens pâles, maigres, mal vêtus, qui courent anxieusement, toujours à la recherche de moyens pour pouvoir continuer leur triste existence. Au manque de produits alimentaires s'ajoute encore celui des produits de première nécessité. Le savon de lessive, par exemple, coûte 140 roubles le kilogramme, et celui de toilette 100 roubles le morceau. Une chemise coûte, à Pétrograd, 350 roubles pièce. Il est clair que tout objet de lingerie devient une chose des plus précieuses. Et je ne parle pas des souliers, qui sont presque introuvables (de 4 à 6.000 roubles la paire) ou des articles manufacturés, qui sont montés à des prix fantastiques (par exemple de 6 à 8.000 roubles pour un vieux vêtement — un neuf revient à 30.000 roubles).

Les bolchevikis eux-mêmes confessent l'horreur de la situation. Zinovieff, dictateur de Pétrograd, a écrit récemment : « Pétrograd est ruinée par la faim. Le tiers de toutes les morts est causé par la faim. » Dans les villes de province on mange de l'ortie, de l'herbe, et l'on fait du pain avec de l'écorce d'arbre. Dans la ville de Ryazan, les médecins constatent « un pourcentage effrayant dans la mortalité des enfants à

cause de la famine » (*Bulletin bolcheviste*, n° 117). Dans la région de Wladimir, 250.000 enfants ont été frappés de paralysie causée par l'épuisement général.

La situation sanitaire est indescriptible : il n'y a pas de savon, on ne trouve ni linge, ni médicaments, ni produits antiseptiques. Les médicaments manquent complètement, de sorte que toute lutte contre les épidémies devient vaine. Qu'y a-t-il d'extraordinaire si, pendant les mois de janvier et de février 1919, il y eut en Russie plus de 242.115 malades du typhus ? A Pétrograd, pendant le mois de février 1919, le nombre des morts du typhus oscillait entre 920 à 800 par semaine. Et à Moscou, il meurt chaque mois plus de 5.000 enfants âgés de moins de 10 ans, atteints de la variole et d'autres épidémies. Sur la ligne de chemin de fer Moscou-Pétrograd, dans la région de Linban, la mortalité des enfants est montée à 90 0/0. A Pétrograd les morts attendent en file, pour être enterrés, que leur nombre soit assez grand pour remplir la fosse commune.

A Moscou, par suite du manque des moyens de transport, les cadavres sont transportés hors des hôpitaux en tramways, à l'aube ; et dans la matinée, les mêmes tramways fonctionnent sur les lignes pour les passagers. Les cercueils sont fournis *en location*, seulement jusqu'au cimetière, et un grand nombre

de cadavres sont enterrés sans bière. A Moscou on voit partout des cadavres, du fumier et des ordures. Les services de vidanges ne fonctionnent presque pas. Au mois de mai 1920, plus de 500.000 tonneaux de boue et d'excréments ont été abandonnés pendant des semaines avant d'être emportés. Les poux sont un des pires fléaux de la Russie soviétiste, ce qui a donné l'occasion à la « Prawda » de s'écrier : « Les poux tuent la révolution communiste. » Des épidémies de choléra, de variole et de peste éclatent partout. En Ukraine, le typhus a littéralement décimé la population des grandes villes.

A la faim et aux maladies s'unit encore le froid. Les deux tiers des maisons à Moscou sont munies de chauffage central qui ne fonctionne pas par suite du manque de charbon et de bois. Pendant l'hiver de 1919 on restait donc, dans la plus grande partie des maisons de Moscou, avec 2 à 5 degrés au-dessous de zéro, c'est-à-dire que l'on était littéralement gelé. Il ne faut pas oublier que ceci se passe dans le pays le plus riche en forêts. Dans la province de Novgorod (où il n'y a ni front, ni guerre civile qui pourraient justifier ce fait), au lieu de 593.000 mètres cubes de bois, on en récolta 49 647, c'est-à-dire 8 0/0. Le Soviet économique déclare lui-même qu'au lieu de 59 millions de mètres cubes de bois, la production a été de 4.950.000, ce

qui est 12 fois moindre. Par conséquent, les fabriques se ferment, la population gèle et reste chez elle enveloppée de fourrures et de couvertures. Pour remédier à la situation, les bolchevikis, au cours de l'hiver 1919-1920, ont décrété la démolition des péniches et des maisons de bois, mais le résultat ne fut pas satisfaisant. Ce sont les élèves des écoles supérieures qui doivent eux-mêmes préparer le bois, en travaillant à la démolition des maisons et au sciage des péniches.

Mais ceci n'est pas la fin de toutes les misères des pauvres citoyens de la République socialiste qui, selon leurs fervents admirateurs européens, devraient donner au monde l'exemple du bien-être social. Le malheureux communiste, affamé et gelé, doit se soumettre à un travail énorme, s'il lui passe par la tête l'idée bizarre de s'acheter un cahier ou un simple crayon.

Après la socialisation de l'industrie et du commerce, toutes les boutiques ont été fermées et toutes leurs marchandises réquisitionnées. La vente privée est défendue, ce qui n'empêche pas d'ailleurs le développement d'un commerce clandestin de spéculation. Aujourd'hui, pour s'acheter, par exemple, un crayon, il faut passer par toutes les difficultés suivantes :

Chaque maison socialisée de Moscou est gouvernée

par le Comité des locataires (cette institution, qui a donné du reste les meilleurs résultats, a été établie en Russie sous le gouvernement de Kerensky). En premier lieu il est obligatoire de se faire donner par ce Comité un certificat timbré et signé, qui sert à prouver que l'on a absolument besoin de ce crayon. Puis on va au Commissariat qui applique sur ce certificat un timbre spécial. Ensuite il faut faire la queue au Comité central, pour la distribution. Ce dernier vous envoie au Distributeur où l'on signe sur le certificat le numéro du dépôt avec lequel on peut acheter un crayon. Mais quelquefois, quand l'heureux citoyen arrive enfin à la porte du dépôt avec une liasse de certificats et de permis, on lui dit avec beaucoup de politesse : « Un crayon ?... nous en avons eu jusqu'à hier : mais maintenant il n'en reste plus ! » Et alors il faut refaire tout depuis le commencement. Un de mes amis avait essayé pendant 8 jours d'acheter un cahier de dessin à sa petite fille, mais il ne put y réussir et abandonna l'entreprise.

Mais supposons que la fortune sourit au pauvre habitant de Moscou : il a ses 100 grammes de pain, ses deux harengs et tous les permis pour s'acheter, par exemple, une aiguille (3 roubles) et une boîte d'allumettes (60 roubles). L'épreuve de sa patience ne finit pas encore.

Chez lui il doit se coucher très tôt parce qu'il n'y a pas de lumière. A Pétrograd on ne donne ni gaz ni lumière électrique aux particuliers. Le pétrole, on n'en trouve pas, ni même de bougies. Le temps est avancé de 3 heures. Après 6 heures, la circulation des tramways cesse. Et comme les distances sont énormes à Moscou et à Pétrograd et que le prix des voitures est inabordable, à 7 heures les rues sont absolument désertes. Le jour aussi elles ont un aspect lugubre, avec les boutiques et les cafés hermétiquement fermés, les grandes queues silencieuses devant les dépôts, les tramways qui passent une fois toutes les demi-heures bondés de monde. Mais la nuit le spectacle est vraiment tragique : les rues sont plongées dans l'obscurité complète ; de temps en temps un édifice public jette un rayon de lumière dans les ténèbres lugubres ; on peut parcourir des kilomètres sans rencontrer âme qui vive. A Moscou, dans un quartier très populeux, je ne vis qu'une seule maison éclairée à la lumière électrique ; c'était la seule qui paraissait vivante : c'était la prison de Butirki pleine de détenus politiques ! A Pétrograd et à Moscou on ne donne la lumière électrique aux particuliers qu'une heure par jour. On m'écrit d'une ville russe : « Nous avons eu de la chance, car, confisquant tout, les bolchevikis nous ont cependant laissé

une lampe électrique, et de 9 heures à 9 h. 1/2 du soir nous jouissons de la lumière. »

Comme résultat de ces conditions terribles, la vie sociale comme la vie publique sont presque absolument mortes. Comment pourrait-on aller faire une visite, se réunir entre amis, quand une course en voiture coûte de 150 à 300 roubles, et quand on ne sait jamais en partant à pied avec son manteau de fourrure si l'on reviendra avec ou sans son manteau ?

Il est vrai que les bolchevikis délivrent le charbon nécessaire pour faire fonctionner les théâtres et les cinématographes, mais quelques-uns de ces spectacles finissent, du reste, au crépuscule. La population va d'autant plus volontiers au théâtre que les conditions de vie à la maison sont terribles. La plupart des maisons « socialisées » de Moscou et de Pétrograd se trouvent dans un état effroyable. Pour réparer les maisons devenues inhabitables à Moscou (1.800 maisons), il faudrait dépenser de 2 à 3 milliards de roubles. Dans la plupart d'entre elles les conduites d'eau ne fonctionnent pas. A Kieff, et à Odessa, la population est obligée de faire la queue pour chercher l'eau dans les puits. Voici en quels termes la « Prawda » dépeint la situation : « Les conditions hygiéniques des maisons sont horribles, les w.-c. ne se nettoient pas, les meubles sont volés par

tout le monde, les chambres deviennent absolument inhabitables. On enlève le velours des fauteuils, tandis que le bois est jeté dans le poêle. Les toits laissent passer l'eau, les vitres cassées ne sont jamais remplacées. Nous sommes en présence d'un complet appauvrissement et d'une destruction complète des villes. »

A toutes les difficultés matérielles se joignent encore celles d'ordre moral. Nous avons vu plus haut que toute l'existence est entravée par des règles sévères, que toutes les libertés sont abolies, que la terreur agite sans cesse son épée sanglante et que l'arbitraire le plus irritant règne sur la vie du citoyen communiste.

Isolée du monde, la Russie ne connaît les événements qu'à travers les mensonges officiels des organes soviétistes, qui annoncent toujours les victoires du communisme sur toute la terre. « Il paraît — finit le correspondant de Moscou dont j'ai cité la lettre plus haut — que, selon la vieille légende russe, le règne des bolchevikis doit durer 33 ans, ruinant notre pays. Et quand il aura disparu, il n'y aura plus en Russie qu'un désert sans fin. Et de l'Océan glacial à la mer Noire soufflera librement, sur les champs désolés, le vent de la damnation. » Ces lignes donnent une idée de l'état moral de ces pauvres disgraciés qui doivent rester sous le joug bolchéviste.

Beaucoup de monde croit que la misère en Russie provient du blocus, avec lequel l'Entente cherche à étrangler la République des Soviets. Je suis aussi un adversaire convaincu de cette mesure cruelle et inutile qui ne fait qu'éveiller dans le peuple russe un sentiment hostile contre l'Entente. Certes, le blocus concourt à augmenter la faim, les épidémies et l'anarchie en Russie. Mais il n'est pas la raison principale de l'horrible situation russe. En Russie il manque, par exemple, le pain : mais, à vrai dire, la Russie a toujours été le grenier de l'Europe. De la même façon on trouve en Russie communiste d'énormes dépôts de matières premières : du lin, du coton, du fer, du bétail, du charbon. En somme, l Russie est largement pourvue de tout, c'est un pay très riche, et si elle manque de tout, c'est qu'elle est mal gouvernée, parce que les méthodes bolchéviste ont détruit son industrie et ruiné l'agriculture. Avan la guerre, par exemple, la Russie exportait plus d 75 millions de kilogrammes de beurre par an. E maintenant on arrive à peine à trouver à Moscou un kilogramme de beurre pour... 240 roubles ! Le blocus n'entre pour rien dans ces questions pas plus que dans le manque de combustibles, de pain et de matières premières.

La vie en Russie est devenue un enfer, parce que

les bolchevikis ne sont capables d'organiser que l'armée et la terreur : leurs réformes sociales et leurs tentatives de renouvellement économique ont complètement échoué. Et c'est la raison principale de tant de désastres et de tant de misères.

Le communisme a eu pour résultat la ruine économique la plus complète du pays : nous verrons à présent comment son bilan social est la plus grave condamnation de la tentative bolchéviste d'instaurer sur les ruines du vieux monde la nouvelle civilisation du pseudo-socialisme.



LE BILAN ÉCONOMIQUE DU BOLCHÉVISME

Le gouvernement bolchéviste se propose d'être le gouvernement des choses et non pas des personnes. Il essaye de créer un nouveau système économique, un régime social radicalement opposé au capitalisme, et le point cardinal de son programme se trouve, par conséquent, dans la révolution économique. Le bolchévisme se déclare porteur de la civilisation nouvelle, qui devrait ouvrir à l'humanité entière les portes du paradis terrestre et assurer à tous les membres de la société mondiale le bien-être matériel et le libre développement spirituel. Que cela soit la noble intention du bolchévisme, il n'y a aucun doute ; il est certain que la plus grande partie de ses chefs agissent de bonne foi et sont convaincus d'ac-

complir la plus haute mission historique. Mais pourtant avec les meilleures intentions du monde on peut pratiquement échouer ; on peut se proposer un très vaste programme et ne pas être capable de le réaliser. Et c'est justement le cas du bolchévisme.

On pourrait laisser de côté toutes discussions théoriques sur les idées des bolchevikis ; on pourrait même fermer les yeux sur leur façon de gouverner, oubliant la tyrannie communiste : mais il y a une question qui s'impose en premier lieu et dont la réponse constitue la plus terrible accusation contre le nouveau système : Qu'avez-vous fait ? Qu'avez-vous créé ? Avez-vous su jeter le fondement d'un nouveau régime économique transformant la vieille société, exploiteuse du capitalisme individuel, en une nouvelle et saine civilisation du travail collectif ?

Et ici il faut répondre en toute franchise : non, le bolchévisme n'a pas réussi à créer l'État socialiste. Au premier contact avec la réalité, ses théories ont été écrasées ou complètement transformées. Le communisme a échoué à l'examèn de la vie.

De cela nous ne pouvons pas conclure que la société capitaliste était si forte et si parfaite qu'elle n'avait pas besoin, elle aussi, de profondes améliorations : au contraire, il est clair pour tout le monde, qu'après la guerre, on s'acheminait vers un nouvel

arrangement économique du monde, vers une complète transformation sociale de notre civilisation. Et, d'un autre côté, la faillite du bolchévisme ne signifie pas du tout la victoire des vieilles méthodes sur les méthodes nouvelles, du capitalisme sur le socialisme. Cela veut dire simplement que certaines méthodes, c'est-à-dire celles des bolchevikis, ne se tiennent pas debout ; que certaines tentatives ne sont pas capables de créer un nouveau monde, et que le programme communiste, au lieu d'assainir la vie économique d'un pays, la condamne à mort.

Voyons, en effet, ce que se sont proposé de faire les bolchevikis et ce qu'ils ont fait.

Pendant les deux années de leur règne, les bolchevikis ont détruit le vieux régime capitaliste, instaurant à sa place le système communiste. Ce système, selon la maxime socialiste, arrache en premier lieu les moyens de production des mains des capitalistes pour les confier aux producteurs mêmes. Ainsi se fit en Russie *la socialisation des fabriques*. La propriété privée des usines est abolie. Chaque usine est gouvernée par un Comité d'ouvriers et contrôlée par l'État [1]. L'État lui-même pense aussi à assurer la

[1] On sait qu'à présent les « Conseils d'usines » sont supprimés. Voir le chapitre « La crise du bolchévisme ».

matière première et vient en aide financièrement en secourant les usines qui en ont besoin. Dans quelques branches de l'industrie ce sont les syndicats qui guident et contrôlent les administrations. Auparavant on remarquait une certaine tendance vers la syndicalisation de l'industrie et on déclarait ouvertement : « Les voies ferrées aux employés de chemins de fer, les mines aux travailleurs des monts Ourals, etc. » Les bolchevikis finirent par opposer à cette conception la suprématie de l'État dans la direction de l'industrie nationale, selon un plan systématique et unitaire. Ainsi, pour le moment, ce sont les Conseils économiques qui restent à la tête de l'industrie tout entière, embrassant toutes ses branches particulières.

Le salaire des ouvriers est relativement très élevé. D'abord les bolchevikis avaient fait des tarifs unitaires, de sorte que les manœuvres recevaient le même « minimum » que les spécialistes. Il en résulta la désertion des ouvriers spécialistes qui préféraient retourner à la campagne plutôt que de rester dans les usines avec un salaire égal à celui des manœuvres. Ayant reconnu leur erreur, les bolchevikis introduisirent 27 catégories de salaires, de 600 à 2.200 roubles par mois. Mais de cette façon ils ne faisaient que renoncer au nouveau système pour retourner à l'ancien. Dans plusieurs usines les ouvriers reçoivent, au

lieu de payements, des produits alimentaires (rationnés) et des produits de première nécessité. Cette innovation a suscité un grand mécontentement parmi les ouvriers.

Tous les produits industriels sont mis à la disposition de l'État qui les distribue à la population. Le commerce privé est aboli, et on ne peut rien acheter que dans les coopératives du gouvernement.

La propriété privée sur les immeubles est aussi abolie. Toutes les maisons sont nationalisées, sans aucune indemnité aux anciens propriétaires. Elles sont confiées aux Comités des locataires. Chaque citoyen a droit à un logement ne dépassant pas 10 mètres carrés. Dans tous les appartements qui dépassent ces dimensions on loge des ouvriers et des gardes-rouges. Le mobilier est considéré comme la propriété de l'appartement : ainsi, si l'on déménage, on ne peut emporter ses meubles.

Toutes les banques sont fermées et tous les capitaux dépassant une certaine somme, d'ailleurs très limitée, sont confisqués. On confisque aussi les bijoux, les objets de luxe et les fourrures. Une taxe extraordinaire est établie sur les objets de luxe et sur la parfumerie.

Ce sont les mesures les plus importantes adoptées par les bolchevikis pour introduire le régime socialiste.

Mais les résultats de ces mesures semblent vraiment désastreux.

La socialisation de l'industrie a amené la ruine complète de l'industrie même.

D'abord, en Russie, les moyens de transport, condition indispensable pour le fonctionnement normal de la vie, sont tout à fait endommagés. La situation des voies ferrées russes est une catastrophe. Seule la ligne Pétrograd-Moscou fonctionne relativement bien ; sur les autres lignes il n'y a qu'un seul train de passagers tous les deux ou trois jours. Un train ne fait en moyenne pas plus de 39 kilomètres par jour. Le « déficit » des voies ferrées de la Russie soviétiste, en 1918, a été de 8 milliards, tandis qu'en 1916 le gain était de 100 millions par an.

Des 24.000 locomotives, 20.000 sont détériorées et 4.000 fonctionnent à peine. (En 1916, il y avait 18 o/o de locomotives « malades », il y en a 60 o/o en 1920). Quant au matériel roulant, des 270.000 wagons, 160.000 ne peuvent plus être utilisés.

Avant la révolution bolchéviste, les usines Putiloff produisaient 25 locomotives par mois. A présent, elles peuvent réparer seulement 10 vieilles machines par mois. Du 1er janvier au 1er mars 1920 il a été construit, dans toute la Russie, 3 locomotives ! Ce n'est pas pour rien que Zinovieff proclame : « Toute

la philosophie du moment, c'est la locomotive! »

La navigation, qui avait toujours été un des moyens de transport des plus importants en Russie, n'existe pour ainsi dire plus. A pont de Kasan, en 1917, on a signalé 645 bateaux de passagers ; en 1918, 41 ; quant aux bateaux marchands, les mêmes années respectivement, il y en eut 86 pour 2 suivant le courant et 103 pour 0 contre le courant ; 97 0/0 des bateaux à vapeur ont besoin de réparations pressantes.

Dans les villes l'état des moyens de transport n'est pas moins décourageant. A Moscou, en 1917, on comptait 1.000 wagons de tramway, et il n'en restait que 150 en octobre 1919. Toujours à Moscou, en 1917, on avait 136.000 chevaux de trait ; il n'en reste plus à présent que 8.000.

Tous ces chiffres prouvent assez clairement que les moyens de transport en Russie, ce qu'on appelle les nerfs de la nation, sont frappés d'une paralysie mortelle. La même chose se vérifie dans toutes les autres branches de l'industrie.

La dictature du prolétariat en Russie a provoqué un étrange phénomène social : une effrayante diminution numérique du prolétariat même. Les bolchevikis eux-mêmes confessent que de 9 millions, le prolétariat russe est descendu à 1.960.000 au commencement de 1919. On dirait qu'au lieu d'en

accroître la force, le régime soviétiste détruit le prolétariat et affaiblit ses associations. En effet, les syndicats subissent aussi cette descente vertigineuse. Le syndicat des métallurgistes comptait, en 1917, 180.000 membres et, en 1918, 60.000 ; le syndicat des industries chimiques en avait 40.000 en 1917, et, en 1918, 10.000. A Pétrograd, en 1917, nous avions 239.000 ouvriers métallurgistes : maintenant nous en avons 43.000. Dans la région du Donetz, de 169.000 ouvriers mineurs, en 1918, on est descendu jusqu'à 80.000 en 1920. Dans l'industrie du caoutchouc étaient employés, en 1916, 30.000 ouvriers ; il n'en reste plus à présent que 6.000.

Les fabriques se ferment et le nombre des travailleurs, dans celles qui fonctionnent encore, diminue de jour en jour.

Dans le district de Moscou, en 1917, nous avions 211 établissements industriels, et un an après la révolution bolchéviste, il n'en restait que 72. Dans le même district, de 32.000 ouvriers employés à l'industrie de la gomme, nous sommes arrivés à 7.000 ; 19 fabriques textiles de Pétrograd, avec 30.000 ouvriers, sont fermées. En 1917, on comptait à Moscou 681 établissements industriels ; en 1919, 173.

La production est diminuée de 400-500 0/0. Toutes les industries socialisées ne produisent qu'un « dé-

ficit » dans le bilan du gouvernement. L'industrie des tabacs coûte 2 millions de roubles par mois, les typographies de Pétrograd, 13 millions. Le gouvernement a alloué aux fabriques textiles 3 milliards et demi par an. Le premier semestre de 1918, le gouvernement a donné 762 millions de roubles comme subsides aux fabriques et usines ; le second semestre de la même année, le chiffre était déjà de 5 milliards, et au premier semestre de 1919, il avait atteint la somme de 15 milliards et demi ! Mais, même ces énormes subsides ne sont pas en état de remédier à la situation.

Dans les usines baltiques de Pétrograd, la production du métal fondu fut, en 1916, de 2.200.000 puds (pud = 16 kilogrammes) ; en 1919, 5.400 puds. La production du sucre dans 28 provinces russes, en 1917, fut de 96 millions de kilogrammes, à présent de 24 millions. La production du papier, en 1917, fut de 1 million et demi de puds ; en 1917, elle fut à peine de 200.000 puds. Les fabriques de fil de la « Neva », en 1916, produisaient 8.500 *grosses* par jour, 1.900 en 1919 ; et tandis qu'en 1916 une *grosse* coûtait 1 rouble 35 kopeks, maintenant elle coûte 40 roubles 90 kopeks.

La production du beurre est complètement ruinée : dans la région de Saratoff, sur 735 établissements, 19 seulement fonctionnent à présent.

L'extraction du charbon est tombée de 143 millions

de tonnes, en 1918, dans la région du Donetz, à 14 millions en 1920.

On pourrait continuer à l'infini l'énumération de ces exemples, mais les chiffres rapportés plus haut — tous pris de source bolchéviste — suffiront pour donner une idée exacte du désastre qui a frappé l'industrie russe.

J'ajouterai seulement qu'en Russie toute la matière première manque. Il n'y a pas du tout de combustibles, ni charbon, ni huile, ni naphte, ni pétrole. Il n'y a même pas de bois. Tandis qu'une seule usine de la « Baltique » consommait, avant la guerre, 150.000 mètres cubes de bois par an, les bolchevikis réussissent à peine à assurer *à tous* les établissements industriels de Pétrograd, 100.000 mètres cubes. Pour remédier en quelque sorte à cette crise terrible, les bolchevikis ordonnèrent la destruction de toutes les maisons et de toutes les barrières de bois de Pétrograd ; selon leur calcul, on aurait dû obtenir par cette mesure plus de 40.000 mètres cubes, et on en eut seulement 8.000.

Que résulte-t-il de cette situation ? En premier lieu, un curieux phénomène économique, inconnu à notre temps de continuel développement industriel : c'est-à-dire le retour du système industriel au système naturel de l'échange primitif. Les bolchevikis, par-

tant du principe socialiste qui présuppose un vaste développement industriel et une surabondance de la production, sont arrivés à ruiner complètement l'industrie russe en la réduisant à des proportions dérisoires et faisant diminuer la production d'une façon effroyable. Oui, ils ont tué — il est vrai — le capitalisme en Russie, mais pas seulement le capitalisme : ils ont tué aussi toute la vie économique du pays. Mais, comment peut-on concevoir le socialisme, en tant que régime économique, dans un pays sans industrie, retourné à l'état primitif d'il y a 100 ans ? En effet, en Russie, outre la rapide diminution du prolétariat, on observe dans les campagnes le développement de l'industrie à domicile : les paysans, manquant de produits qui, auparavant, venaient des villes, se fabriquent eux-mêmes les souliers, les habits et les charrues de bois. Dans toutes les maisons paysannes on file à la main, on échange avec le voisin une mesure de pommes de terre contre une demi-douzaine de clous (devenus très rares en Russie) ; on fabrique tous les instruments agricoles de la même façon que le faisaient nos ancêtres, car les machines agricoles ne se trouvent plus. La Russie a fait un grand pas en arrière, s'avançant de plus en plus chaque jour vers un état économique infiniment inférieur à celui auquel elle était arrivée durant les

dernières 50 années. Si le règne bolchéviste dure encore longtemps, notre pays sera condamné à devenir une immense région agricole et primitive, incapable de vivre par elle-même, assujettie au capital étranger, esclave de l'industrie étrangère et exploitée par tous ceux qui en auront besoin.

Si le communisme prétend être un régime économique plus élevé, plus rationnel et plus apte à assurer le bien-être social qûe le régime capitaliste, il faut alors confesser que l'expérience bolchéviste constitue un démenti catégorique. Les résultats économiques du bolchévisme sont absolument négatifs.

On peut demander : Mais pourquoi la tentative bolchéviste a-t-elle échoué ? Quelles sont les raisons de ces conséquences si désastreuses ?

Certes, la situation économique de la Russie avant la révolution bolchéviste n'était pas trop brillante. Un pays peu développé, avec un capitalisme très jeune, comme la Russie, fut mis à une dure épreuve pendant la guerre et a dû succomber sous un fardeau trop pesant. En 1917, après l'écroulement du tzarisme, la Russie se débattait dans une crise économique aiguë. Mais, au lieu de remédier à cette crise, les bolchevikis l'ont aggravée en essayant des expériences hasardeuses sur la peau vive de la nation. Notre prolétariat, il est vrai, était possédé de l'esprit

révolutionnaire, après toutes les souffrances éprouvées sous le régime tzariste ; mais ce révolutionnarisme n'avait jamais formé une vraie conscience de classe. En outre, les masses travailleuses russes n'eurent jamais l'occasion de prouver leurs forces dans le champ de la vie publique, car elles étaient enchaînées par le tzarisme. Pour cela, elles n'avaient aucune ou peu d'expérience politique et manquaient d'organisation, d'instruction et de capacités techniques.

On comprend alors que, dans un pays qui demandait le plus grand effort économique et la plus sage organisation de l'industrie, le prolétariat peu nombreux, mal organisé et insuffisamment développé au point de vue politique, ne pouvait, en aucune façon, devenir l'héritier direct du régime capitaliste et assumer à lui seul la direction du monde nouveau.

Le bolchévisme, sorti de la misère et du malaise général, secondé par la pauvreté et par l'ignorance, a pris la « révolte des esclaves » pour une révolution sociale. La situation économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui nous démontre suffisamment l'erreur communiste. Les bolchevikis n'ont pas les moyens de réaliser leur programme, parce que les conditions objectives et la réalité des choses les condamnent fatalement. On ne peut pas faire un saut acrobatique, du règne des contingences économiques et sociales au

paradis du libre arbitre. La bonne volonté ne suffit pas pour changer le monde. L'histoire n'admet pas les sauts et ne pardonne pas les infractions à ses règles de fer.

Le communisme subit un échec, non seulement dans le champ industriel, mais dans le champ commercial et financier. Malgré la socialisation du commerce, ou peut-être juste à cause de cela, la spéculation fleurit dans toutes les parties de la Russie.

Le mécanisme financier est détruit. Les bolchevikis ne font qu'imprimer de l'argent qui perd chaque jour de plus en plus de sa valeur et accroît démesurément la dette de la Russie, et, de cette façon, ils condamnent son peuple à des années de misère pour l'avenir. En 1916, le papier-monnaie fut de 3.497 millions de roubles ; du 1er janvier au 3 novembre 1917 (c'est-à-dire jusqu'à la révolution bolchéviste), 9.314 millions de roubles ; du 5 novembre 1917 au 1er septembre 1918 (c'est-à-dire pendant un an du règne bolchéviste) 31.954.933.000 de roubles de papier-monnaie furent imprimés. Le « déficit » russe de l'année 1918 s'accrût, par la faute des bolchevikis, de 43 milliards, le bilan de 1919 est de 100 milliards de roubles, tandis que les recettes de la première moitié de 1919 sont de 2.892 millions de roubles ! Le déficit de la République des Soviets pour une période

de 18 mois est de 63.457.000.000. Au lieu de 1 milliard et demi de roubles prévus comme recettes des produits vendus par l'État, on n'en a reçu que 54 millions. La dépréciation du rouble est énorme, le système monétaire est déplacé, l'émission de billets de banque a eu pour résultat que les paysans refusent d'accepter de l'argent en échange des matières premières.

Les bolchevikis eux-mêmes admettent que « ni l'économie, ni les finances nationales ne sont encore organisées ». Le commissaire Obolensky, du congrès des Conseils économiques à Moscou, déclara : « Notre situation économique est une vraie catastrophe. Il faut laisser de côté nos grands projets et aller lentement en essayant de rétablir ce qui est possible. » Et le communiste Pletnev ajoute : « Il faut avoir le courage de confesser qu'il n'y a aucune voie d'issue parce que le gouvernement des Soviets manque d'une base économique et, par conséquent, d'une politique économique. » Le représentant de l'Union des métallurgistes dit des choses encore plus amères : « Les masses travailleuses russes ne sont pas prêtes à passer à un système de travail basé sur l'auto-discipline. Ils savent que toutes les usines ne fonctionnent que grâce à l'argent de l'État, mais cela leur est égal, parce qu'ils deviennent une armée de

consommateurs et de parasites. Il faut donc remettre l'industrie dans les mains des capitalistes, leur permettant l'exploitation avec le concours de l'État. »

Toutes ces confessions bolchévistes ne prouvent autre chose que l'échec de la politique communiste. Comme dit Pletnev, elle manque d'une base économique, parce que le gouvernement de Moscou veut réaliser un paradoxe économique : c'est-à-dire la dictature du prolétariat en un pays essentiellement agricole.

Les bolchevikis auraient pu, d'une façon, améliorer l'état de choses si, dès le début, ils avaient cherché à s'appuyer sur les paysans qui constituent le vrai fondement de la nation russe. Nous verrons tout à l'heure que, dans ce domaine aussi, ils ne purent réussir à introduire un nouveau régime social et ne surent créer cette base solide et naturelle sans laquelle tout gouvernement est inexorablement condamné à mort.



LES PAYSANS ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

En un pays comme la Russie, où, sur 160 millions d'habitants, plus de 110 millions sont des paysans, le problème de la terre a toujours été le point culminant des programmes politiques.

C'est la question ardue et séculaire qui a divisé le socialisme russe en deux camps. Les socialistes démocrates, disciples orthodoxes du marxisme, affirmaient que les paysans russes devraient traverser les phases inévitables du processus historique et devenir en partie des prolétaires, et en partie des bourgeois moyens. Et ils disaient que la masse des campagnes prendrait part au mouvement révolutionnaire, seulement quand la prolétarisation des paysans serait arrivée à un état plus avancé dans la voie du pro-

grès. « Le paysan doit être bouilli dans la chaudière de l'usine », comme avaient l'habitude de dire les marxistes. Or, les socialistes révolutionnaires, étudiant les conditions du développement économique de la nation, n'admettaient pas que le prolétariat urbain fût le seul champion et l'auteur de la révolution. Pour eux, les paysans aussi entraient dans la conception des « masses travailleuses » et ils ne voyaient pas la nécessité « de la prolétarisation de la campagne ». Ils cherchaient ailleurs la solution du problème. Ils voulaient la socialisation de la terre sur la base de ces institutions du travail collectif [1] qui se sont conservées jusqu'aujourd'hui dans la campagne russe. Ils ne se fatiguaient pas de répéter que la révolution russe serait essentiellement agricole, que la question de la terre est le problème fondamental, et que la soi-disant « dictature du prolétariat » dans sa forme marxiste n'est pas possible ni désirable en Russie. La socialisation du pays devait commencer, selon eux, dans les campagnes, de la base même de la société russe.

Les bolchevikis, en fidèles disciples du marxisme, combattaient avec acharnement la doctrine des socia-

---

[1] En russe « mir » « obstnina ».

listes révolutionnaires et considéraient le paysan comme le « petit bourgeois ».

La révolution étant survenue, faite par les paysans sous l'uniforme des soldats, et par les ouvriers, la question de la terre se dressa subitement devant les yeux du gouvernement de Kerensky, qui en renvoya la solution à la convocation de la Constituante.

Les socialistes révolutionnaires rallièrent immédiatement sous leur bannière l'énorme majorité de la Russie : les paysans. Et alors les bolchevikis, de mauvaise grâce, durent faire des concessions dans leur programme : non pas parce qu'ils croyaient que la doctrine de leurs adversaires était juste, mais parce que sans le cri : « Toute la terre à tout le peuple », ils n'auraient pu capter les sympathies des paysans.

Ayant accaparé le pouvoir, ils lancèrent un appel aux paysans, les invitant à s'emparer de la terre de l'État et des grandes propriétés. Mais ce décret de Lénine, comme aussi la loi sur la terre du 2 février 1919, approuvée et ratifiée par le Congrès des Soviets en l'espace de moins d'une heure, malgré les protestations de l'opposition, sont des ordres théoriques, abstraits, qui ne créent rien, et qui ne sont absolument pas capables d'établir une nouvelle forme de vie agraire. Il ne suffit pas de décréter du

centre, mais il faut, selon un système et une méthode, réaliser sur place, avec des forces locales, le vaste programme agraire. Or, les bolchevikis ne prirent que la devise : « La terre au peuple », mais ne surent pas effectuer la réforme.

En Russie, selon la statistique de 1913, on comptait 101.735.343 « dessiatines » (1) de terre en propriétés privées (25,8 0/0) ; 138.767.587 « dessiatines » de terre en propriétés collectives (34,1 0/0) ; 154.689.513 « dessiatines » de terre en propriétés de la Couronne, de l'Église, etc. Des terres en propriétés privées, 62 0/0 appartenaient à la noblesse russe, 15 0/0 aux commerçants et aux fonctionnaires, et seulement 15,4 0/0 aux paysans. Les terres en propriétés collectives étaient dans les mains des communes des paysans. De ces chiffres résulte clairement la petite quantité de terre qui se trouvait en possession de la masse paysanne pendant le tzarisme. La révolution posa subitement la question de l'abolition des grandes propriétés privées et du passage des biens de la Couronne et de l'Église, au peuple. Ce changement radical eut lieu : on peut dire qu'un coup mortel a été porté à la grande propriété terrienne en Russie :

---

(1) Une « dessiatine » correspond à un hectare (1 h. 0925).

la classe des riches propriétaires terriens est définitivement disparue de l'ex-empire des tzars.

On comprend bien que le point essentiel n'était pas tant dans l'abolition du vieux régime agraire que dans l'égale distribution de la terre entre les paysans. Le décret bolchéviste, qui n'indiquait pas du tout les règles du changement agraire, eut pour effet que les paysans de chaque village s'emparèrent des terres voisines appartenant aux riches propriétaires ou à l'État. Le passage de la terre des uns aux autres se fit sans aucune règle, en plein désordre, avec le concours des fusils et des mitrailleuses, de façon qu'un district possédait un grand nombre de terrains fertiles, tandis que son infortuné voisin n'avait que quelques terrains peu aptes à la culture. Comme aucune autorité locale ou centrale ne s'est occupée de la question agraire, l'état de choses aujourd'hui en Russie doit être qualifié de vraie anarchie agraire diminuée seulement en partie par le bon sens du paysan russe. Dans beaucoup de régions, les rencontres sanguinaires entre villageois continuent, et l'on massacre des milliers d'hommes comme conséquences des controverses agraires ; aucun régime stable ne s'est constitué dans les campagnes russes. Les paysans se rendent compte de la situation et, dans l'attente d'une loi stable et sûre, ils ne veulent pas ensemencer toute la terre. A

quoi bon travailler quand on n'est pas certain de jouir des fruits de son travail ? C'est le raisonnement habituel des paysans que j'ai entendu très souvent dans les campagnes russes.

Comme les paysans se sont emparés de la terre arbitrairement, les plus vastes terrains ont été accaparés par les plus forts, et dans la situation agraire d'aujourd'hui, la répartition selon la justice dont les bolchevikis font si grand cas, n'existe nullement. La classe des petits propriétaires bourgeois s'accroît et se renforce dans les campagnes russes : ainsi, au lieu de la socialisation de la terre, qui aurait pu être effectuée en Russie si les bolchevikis ne l'avaient pas entravée, nous nous acheminons vers la création de la nouvelle bourgeoisie paysanne.

Après leur révolution, les bolchevikis ne s'occupèrent point de la campagne. Au contraire, ils la craignaient. On savait que les paysans suivaient les socialistes révolutionnaires et n'étaient pas favorables aux communistes. Ces derniers croyaient que leur mission suprême était de porter la lutte de classe aussi à la campagne en suscitant la haine des paysans pauvres contre les paysans moyens et riches. Ainsi ils auraient pu accélérer la « prolétarisation » des paysans, selon le canon marxiste.

En réalité, dans la campagne russe, la masse des

paysans est très uniforme économiquement. Sauf les gros propriétaires assez rares, le paysan moyen ne diffère du paysan pauvre que par le fait de posséder deux chevaux au lieu d'un et un demi-hectare de plus en terre. Mais pour les bolchevikis, tous ceux qui avaient deux vaches ou une maison neuve étaient des bourgeois. On organisa les soi-disant « Comités des pauvres » qui devaient exercer à la campagne la même dictature que le prolétariat à la ville. Les droits civils étaient concédés seulement aux « paysans pauvres ». Tout le reste était déclaré « bourgeoisie », c'est-à-dire *parias* de la société socialiste. La définition « *paysan pauvre* » était parfaitement arbitraire, et dans cette catégorie furent inscrits tous ceux qui étaient le plus en grâce auprès des commissaires bolchévistes. Les « Comités des pauvres » furent envahis, en grande partie, par les éléments les plus bas des villages : tous les ivrognes, les voleurs, les oppresseurs se mirent à gouverner la campagne en terrorisant la population. Cette affirmation n'est pas du tout exagérée comme on pourrait le croire : ce sont les bolchevikis eux-mêmes qui la confirment.

Il suffit d'observer qu'aucune institution bolchéviste n'eut un sort plus éphémère et plus triste que les « Comités des pauvres ». Devant l'attitude menaçante des paysans qui, plusieurs fois, se révoltèrent

contre les « Comités » et brûlèrent vifs tous ses membres, le gouvernement de Moscou abolit les « Comités des pauvres » et Lénine déclara « fausse et criminelle, toute la politique communiste en regard des paysans ». Maintenant, les bolchevikis essayent de s'attirer les sympathies de ce même paysan moyen qui, il y a peu de temps, fut déclaré « l'ennemi bourgeois ». Mais ce changement est dû à l'échec d'une autre partie de la politique agraire bolchéviste.

Comme la plus grande partie des paysans étaient considérés comme la bourgeoisie, les bolchevikis n'hésitèrent pas à user de la violence et de la terreur envers eux. La campagne possédait le blé et la matière première, la ville manquait de tout : et alors les bolchevikis proclamèrent la guerre à la campagne, et commencèrent, au printemps de 1918, leurs fameuses « expéditions militaires contre la campagne ». Les paysans ne voulaient pas vendre le grain, n'ayant aucune confiance dans le papier-monnaie bolchéviste et n'étant pas trop persuadés des qualités du nouveau régime. Par conséquent les commissaires du peuple décidèrent de prendre le nécessaire par la force. L'ordre fut lancé de former des détachements pour les réquisitions qui allaient à travers les villages avec la bannière : « Mort impitoyable à ceux qui cachent le grain. » Et la période que nous con-

naissons sous le nom de « guerre contre la campagne », commença.

Les gardes rouges venaient dans un village et réquisitionnaient tout le blé, laissant seulement 7 puds et demi par tête, pour toute l'année. En outre, ils réquisitionnaient le lin, le bétail, le beurre, etc. Les paysans devaient ensuite payer les indemnités (77 millions récoltés de cette manière pendant un an). La violence, l'arbitraire, les vols étaient terribles. On peut dire que les expéditions d'approvisionnement mettaient à sac les villages tout entiers.

Mais les paysans opposèrent une résistance tenace à cette méthode d'exploitation. Une onde de révoltes populaires passa par la Russie paysanne pendant l'été de 1918. Plus de 70 districts de la République étaient en pleine émeute. La vengeance des paysans fut terrible. Ils exterminaient entièrement les détachements de gardes rouges venus dans leurs villages, et quelquefois prenaient d'assaut la ville voisine pour incendier la maison du Soviet et lyncher les commissaires. Les répressions des bolchevikis ne furent pas moins terribles : des villages entiers furent rasés ou bien réduits en cendres. Les communistes usèrent, contre les paysans en révolte, de l'artillerie lourde, des aéroplanes et de tous les moyens de destruction modernes. On chercha à vaincre la résistance de la

campagne par la terreur. Voici ce qu'en disent les bolchevikis eux-mêmes dans leurs journaux officiels : « Dans la région de Vitebsk, on emploie la verge et le bâton contre les paysans, selon l'ordre du Soviet local » (*Izvestia*, n° 15 de 1919) ; « dans le village Berezovka, les membres du Soviet battent les paysans avec « des coups de poing américains ». Les victimes évanouies sont dépouillées de leurs vêtements et de leur argent. Dans la province de Moghileff les révoltes paysannes furent réprimées avec une cruauté inouïe » (*Izvestia*, 22 janvier 1919) ; « dans le district d'Amitievsky la révolte fut étouffée par les gardes rouges, qui incendièrent quelques villages et fusillèrent un grand nombre de paysans. »

Le système de réquisitions et de répressions ne peut naturellement faire sortir le blé caché. C'était trop ingénu que de fonder l'approvisionnement des villes sur la base des expéditions militaires. On comprend bien pourquoi ces tentatives de pillage systématique de la campagne ont complètement échoué. Il est curieux que les bolchevikis aient voulu être d'abord de simples exploiteurs de la campagne : ils désiraient que la ville vive aux dépens de la campagne et que les paysans offrent tous les moyens d'existence au prolétariat victorieux.

Mais, outre le complet fiasco de leurs projets avec

les expéditions militaires, les bolchevikis firent un tort énorme à la campagne russe. Après leurs tentatives, le grain disparut quasi complètement. La population, terrorisée, abandonna les cultures. Et à présent nous avons une diminution de la superficie semée de plus de 200 millions de puds par an. En certains endroits, où les expéditions réussirent dans leur œuvre de pillage, les villages dévastés offrent un horrible spectacle de désolation. « Des réquisitions sur une large échelle — raconte l'*Izvestia* bolchéviste du 22 janvier 1919 — furent pratiquées par le Soviet de Kalakhoff. En réalité, ce ne furent que des pillages purs et simples. On prenait tout dans les maisons paysannes : souliers, instruments, grains, semences. Puis on faisait une vente aux enchères du butin récolté, aux yeux des propriétaires dépouillés. Ces réquisitions eurent pour effet la famine, même dans les districts les plus fertiles. La population meurt en proie aux épidémies. A Rjazan, les médecins confessent ne pouvoir calculer le nombre des morts, et spécialement des enfants, qui meurent à cause du manque de pain et de matières grasses. »

Les paysans gardent une attitude hostile envers les dictateurs de Moscou et ne veulent pas leur donner, même le peu qu'ils possèdent. L'échange entre la ville et la campagne a cessé en Russie. En effet, que

peut offrir la ville aux paysans ? Le plomb, la terreur, le pillage — voilà ce qui vient des Soviets. Mais même si les rapports entre les bolchevikis et les paysans étaient plus amicaux, comme l'essaye à présent Lénine, la campagne n'aurait aucune raison pour donner les matières premières. L'argent, c'est-à-dire le papier-monnaie, n'a plus aucune valeur. Les communistes ont essayé de faire l'échange naturel, c'est-à-dire d'offrir aux paysans des articles manufacturés en échange du blé, du lin, etc. Mais l'effrayante diminution de la production en Russie ne permet pas de réaliser ce projet : en effet, la ville n'a rien à donner à la campagne. Et voilà pourquoi les bolchevikis sont forcés de rester les parasites de la campagne.

Dans la campagne même, la ruine progresse à pas rapides. On manque de semences que le gouvernement de Moscou a promis de fournir. Dans le seul district de Rjazan, au lieu de 715.000 puds de semences, on n'en peut trouver que 267.000. Les machines agricoles sont détériorées et il n'y a pas de machines neuves ; les clous, le fer et les instruments manquent. Le bétail a diminué de 75 0/0 ; 7 millions d'hectares de terre, en Russie, n'ont pas été semés pendant l'année 1919.

Tels sont les résultats de la politique agraire des bolchevikis. La campagne russe s'est absolument

opposée à la dictature du prolétariat. Là encore, les communistes ne surent pas fonder un nouveau système et organiser la vie de l'énorme majorité de la nation. Avec leurs méthodes violentes et insensées, ils n'ont fait autre chose que faciliter la naissance d'une nouvelle bourgeoisie agraire et renforcer l'instinct de la propriété privée.

Ainsi, le nouveau système économique des dictateurs de Moscou se réduit à la ruine industrielle, à l'affaiblissement du prolétariat, à la suspension de l'échange entre la campagne et la ville, à l'anarchie agraire et à la création de la petite propriété privée sur la terre, accompagnée du retour de l'agriculture à ses formes les plus anciennes et les moins élevées. Bref, le bolchévisme, en semant la misère et l'affaiblissement, a rejeté la Russie 50 années en arrière sur la route du développement économique et social.



LES ÉCOLES, LA SCIENCE ET LES ARTS DANS LA RUSSIE SOVIÉTISTE

Il semble que dans les pays de l'Europe une opinion plutôt exagérée s'est largement répandue sur l'œuvre éducatrice des Soviets. Plusieurs fois j'ai entendu dire que le gouvernement de Lénine a favorisé les arts et la science d'une façon vraiment merveilleuse et que, dans le champ de l'instruction publique, les Soviets ont dépassé de beaucoup les démocraties occidentales.

Il est vrai que les bolchevikis ont un vaste programme d'instruction publique et qu'ils s'efforcent de seconder le développement de la science et des arts, mais malheureusement, là encore, tout ne correspond pas à l'imagination trop bienveillante et

optimiste des admirateurs occidentaux de Lénine.

D'abord les communistes se déclarèrent les ennemis des intellectuels russes. Et comme justement les intellectuels étaient les derniers à reconnaître le régime soviétiste, ils furent très mal traités par le nouveau gouvernement. C'est ainsi que les intellectuels furent classés dans la quatrième catégorie avec la bourgeoisie ; que de nombreuses persécutions furent dirigées contre eux et que même plusieurs professeurs, hommes de science et journalistes, furent fusillés. Malgré cela, les intellectuels russes, qui formaient un groupe très compact et bien différent de leurs frères occidentaux, opposèrent une longue et tenace résistance aux commissaires du peuple.

Les intellectuels russes ont toujours été à la tête du mouvement révolutionnaire. Ils formaient l'élément le plus turbulent du pays, toujours prêts à accueillir les idées nouvelles et à sacrifier jusqu'à leur vie pour la diffusion de l'Évangile libérateur. De leurs rangs sortirent les martyrs de notre délivrance, les constructeurs de la Russie démocratique et socialiste. Ceci aussi est un phénomene inconnu à l'Occident : la majeure partie des intellectuels russes adhéraient au socialisme. Du reste, Lénine, Trotzky, Lunatcharsky sont, eux aussi, des figures typiques d'intellectuels russes.

Et cependant, quoique socialistes par conviction et révolutionnaires par tempérament, les intellectuels russes ne purent approuver le gouvernement des Soviets. Un de mes amis, socialiste révolutionnaire russe, le docteur Boris Sokoloff, expliquait ainsi ce fait : « Les intellectuels russes, sous le joug de l'arbitraire tzariste, ont formé dans leurs âmes un idéal de la liberté populaire et de la liberté individuelle. Malgré toutes les offenses et toutes les humiliations infligées au peuple et au citoyen par la réaction absolutiste, le respect profond pour les libertés civiles et pour l'indépendance de chaque individu, ne s'est éteint jamais dans le cœur de l'intellectuel russe. »

Les bolchevikis arrivèrent, et au nom de la révolution sociale et du prolétariat, « abolirent l'individu », déclarant que là où règne la volonté du peuple et les intérêts du prolétariat, il n'y a pas de place pour l'individu. Le principe niveleur est proclamé et effectué. De nouveau, pire qu'au temps du tzarisme, la liberté individuelle est limitée. De nouveau, les gouverneurs crient : « Obéissez sans discuter, exécutez les ordres et taisez-vous, obéissez en silence. »

Au lieu du tzar, c'est le prolétariat. Ou pour être plus exact, ceux qui n'ont pas même le droit de parler en son nom. Et ils exercent la tyrannie la plus abjecte, et abolissent tous les droits individuels.

Les intellectuels russes ne peuvent supporter un tel état de choses. Ils doivent repousser le bolchévisme *psychologiquement*.

Étant donnée l'attitude hostile des intellectuels, les bolchevikis, en peu de temps, changèrent de politique à leur égard et cherchèrent à capter leurs sympathies en leur offrant des traitements assez élevés et en leur facilitant la vie matérielle. Ainsi, dernièrement, on accorda aux professeurs la même ration de pain qu'aux ouvriers, et les hommes de science eurent le droit d'avoir, non seulement les 10 mètres carrés de logement, prescrits par la loi, mais encore de conserver leurs laboratoires ou leurs chambres de travail (pas plus d'une par personne).

Si la résistance intérieure et spirituelle des intellectuels russes continue, la résistance matérielle a désormais cessé pour deux raisons. D'abord parce que les intellectuels, réduits à la faim et à la plus profonde misère, durent à la fin, par nécessité pratique, accepter d'entrer au service des Soviets. En second lieu, la longue durée du règne communiste et l'intervention militaire de l'Entente avec l'accroissement du péril réactionnaire, poussèrent les intellectuels à tenter la tâche ardue de transformer le bolchévisme à sa base même, en faisant partie de toutes les institutions bolchévistes.

En somme, en ce moment, les intellectuels russes, souvent de mauvaise grâce, sont au service du pouvoir des Soviets. Et ceci est une victoire indiscutable du bolchévisme.

Mais, même avec l'aide des intellectuels et avec les meilleures intentions du monde, le gouvernement de Moscou ne réussit pas à accomplir cette œuvre éducatrice qui, par contre, est vantée par ceux qui voient le bolchévisme de loin.

A la tête du commissariat de l'instruction publique se trouve un vieux révolutionnaire et écrivain russe, Lunatcharsky, homme très cultivé et bien connu dans le monde littéraire russe. Il s'est toujours occupé de choses d'art et de religion. Un peu mystique, il fut pendant longtemps un des représentants du mouvement philosophique et religieux en Russie et s'est toujours montré enclin au noble enthousiasme et à l'exaltation prophétique.

Appelé à diriger l'œuvre éducatrice des Soviets, il donna sa démission au bout d'un mois, à cause de la destruction d'œuvres d'art que l'on fit à Moscou durant la répression d'une révolte anti-bolchéviste. Il se disait incapable de poursuivre le travail de culture pacifique au milieu de la guerre civile. Cependant son grand ami, Lénine, le persuada de rester à son poste. Organisateur médiocre, mais homme de

vastes projets, Lunatcharsky prépara immédiatement un grand programme de réformes. La loi de l'école unitaire, avec l'abolition de la distinction entre l'école élémentaire et l'école moyenne, fut adoptée. L'instruction est obligatoire pour les deux sexes qui fréquentent l'école dans des classes mixtes.

Jusqu'ici Lunatcharsky ne faisait que continuer le travail de ses prédécesseurs du gouvernement de Kerensky, réalisant ce qui a été effectué depuis longtemps par les démocraties occidentales.

La nouveauté commença aux écoles supérieures. Selon le décret de 1918, « tout individu, indépendamment de sa nationalité et de son sexe, ayant au moins 16 ans, peut devenir étudiant de l'Université, sans être obligé de présenter aucun certificat de ses études élémentaires ou moyennes ». Il faut ajouter que tous les certificats d'étude sont abolis. Les examens n'existent pas non plus, ni dans les écoles élémentaires et moyennes, ni dans les universités. Les concours, les examens d'acceptation, de lauréat, sont supprimés.

Le système de l'enseignement universitaire est radicalement changé. Toutes les matières sont divisées en deux groupes : sciences naturelles et sciences économiques ets ociales. Les facultés de droit, de lettres et de philosophie sont abolies. Du reste, comme l'ordre des avocats est lui-même aboli

la faculté de droit n'a aucune raison d'exister.

L'enseignement est gratuit. Dans les écoles élémentaires on essaye de fournir aux élèves les repas chauds et les livres d'étude. Les écoles sont dirigées par le conseil des professeurs et des étudiants qui ont leur Soviet.

Malgré toutes ces réformes et la bonne volonté des Soviets, les résultats semblent bien médiocres. Le gouvernement de Kerensky, lui aussi, a ouvert 20 nouvelles universités et plusieurs milliers d'écoles primaires, mais ses projets, comme ceux des bolchevikis, furent très entravés par les conditions de la vie russe.

Les bolchevikis, il est vrai, ont le beau et vaste plan de couvrir tout le pays d'un réseau d'écoles ; mais ils ne peuvent l'effectuer parce qu'il leur manque des maîtres, de l'argent, des locaux et des livres. Dans la capitale, cependant, on a ouvert un grand nombre d'écoles ; mais les enfants ne peuvent y aller parce qu'ils n'ont pas de souliers, de sorte que les classes sont désertes. Les étudiants ne travaillent pour ainsi dire pas, à cause de l'épuisement général. Dans les campagnes la situation est encore pire : les Soviets locaux veulent diriger l'instruction publique à leur façon ; les maîtres refusent d'obéir aux ordres contradictoires des Soviets et

sont remplacés par des ignorants et des petits « arrivistes ».

En somme, l'instruction publique souffre aussi beaucoup de la situation générale, de la ruine économique et de l'anarchie administrative de la Russie. Pendant l'année scolaire de 1919-20 à Pétrograd, ont été ouvertes seulement 3 écoles supérieures indirectement liées à l'œuvre militaire des Soviets : l'institut technique, l'école des voies ferrées et l'Académie de médecine. Les universités sont fermées à cause du manque de combustibles.

Il est caractéristique que depuis le décret sur l'abolition des certificats d'études et des concours universitaires, une quantité de gens s'est précipitée par les portes large ouvertes des universités russes. Seulement à la Faculté de médecine de Moscou il y eut 5.000 inscriptions au commencement de l'année scolaire, mais vers la fin il n'en restait plus que 800. Beaucoup d'ouvriers pensèrent qu'il était facile d'apprendre le peu qui est nécessaire pour devenir ingénieur ou médecin, mais ils furent bientôt convaincus que la chose n'est pas si agréable et abandonnèrent les universités. En général, selon la confession désolée de Lunatcharsky, « les salles universitaires n'ont jamais été aussi vides qu'au moment même

où il est permis à chacun de les fréquenter ».

Les bolchevikis versent volontiers de grandes sommes pour les universités, pour l'Académie des sciences et pour les bibliothèques nationales, mais partout on observe le même phénomène : les amphithéâtres, les salles de lecture et de conférences, les classes sont terriblement déserts. L'esprit scientifique, la volonté d'étudier, l'atmosphère intellectuelle ont beaucoup baissé en Russie.

D'un côté, les bolchevikis concèdent de nombreuses faveurs aux savants et n'épargnent pas l'argent pour les besoins de la science ; mais, d'un autre côté, ils prennent des mesures qui font grand tort au travail scientifique en Russie. Par exemple, toutes les bibliothèques privées sont réquisitionnées. On ne peut avoir chez soi plus de 200 volumes par personne. Ainsi à côté de la ration du pain et de la viande, les bolchevikis introduisent d'une manière stupide et barbare la ration de là nourriture intellectuelle. Là aussi la liberté individuelle est limitée par le décret du gouvernement qui permet à la pensée, seulement ce qui lui est attribué par la loi.

Au mois de septembre 1919, tous les professeurs furent mobilisés, puis distribués dans les diverses écoles et universités selon l'ordre de l'État-Major, d'accord avec Lunatcharsky. Ainsi tous les hommes de

science. en Russie dépendent de l'État-Major de l'armée rouge.

Quant à la littérature, son sort est plutôt triste. Toutes les revues littéraires dans lesquelles on imprimait toujours les meilleures œuvres littéraires russes, sont supprimées. Tous les auteurs qui ne sont pas bolchévistes sont condamnés au silence parce qu'ils n'ont pas les moyens de publier leurs œuvres. On imprime aux frais de l'État seulement ce qui plaît aux commissaires bolchévistes : l'initiative littéraire privée est abolie. On comprend que sans la liberté de la parole, la littérature ne peut pas trop bien exister : quant à la production officielle, elle est si pâle et si insignifiante qu'elle ne fait pas grand honneur au régime des Soviets. Les bolchevikis aiment à parler du nouvel art prolétaire, comme si l'art pouvait correspondre aux distinctions de classe : mais jusqu'ici leurs tentatives n'ont rien à faire avec l'art ; ce sont des fusions mal réussies de politique et de littérature, des efforts cérébraux de gens qui sont, sans doute, de bons communistes, mais qui ne seront jamais de bons écrivains.

Il faut relever une mesure de grande valeur prise par Lunatcharsky : c'est la réimpression des classiques russes (bien que bourgeois !) à des prix réduits. C'est l'unique œuvre utile qui a été faite dans le champ

littéraire, parce qu'elle pourra, au moins en partie, remédier à la crise du livre qui va en s'aggravant chaque jour en Russie : pour le moment, il est extrêmement difficile de trouver un livre d'études ou de belles-lettres en Russie : les prix sont fantastiques, la réimpression ne se fait pour ainsi dire plus et les œuvres nouvelles, sauf deux ou trois, ne valent rien.

Le bilan littéraire de la révolution bolchéviste se réduit à peine à un petit poème de A. Blok « Douze » où, sous la forme de douze gardes rouges, souillés de crimes et de sang, le poète voudrait représenter les douze apôtres du nouveau verbe socialiste, qui, malgré leur mauvaise conduite, deviennent les héros de la société future.

Les bolchevikis favorisent les acteurs d'une manière spéciale : tous les théâtres fonctionnent en Russie ; beaucoup sont destinés aux ouvriers. J'ai eu plusieurs fois l'occasion d'entendre dire en Europe que toutes les représentations théâtrales étaient gratuites en Russie. Pour remettre les choses en place, je veux reproduire l'article suivant du « Bulletin » soviétiste de Moscou daté du 16 septembre 1919 et intitulé : « A qui sont destinés les théâtres ?»

« Le prix des billets est devenu fantastique. Par exemple, pour le concert de Scialiapin, un fauteuil au quinzième rang coûtait 320 roubles. Et on ne

parle même pas de ceux du premier rang ! Au théâtre des Arts de Moscou, les seuls billets disponibles sont ceux de 150, 180 et 200 roubles. Tout le reste est pris par les spéculateurs qui revendent à des prix trois fois plus élevés. Étant données ces conditions, le théâtre cesse d'être une institution de culture, et les ouvriers ne peuvent y aller. Il n'y a dans les fauteuils que des gens enrichis par la spéculation sur les cigarettes, les allumettes, etc. » Inutile d'ajouter que tous les théâtres sont nationalisés et que l'article du journal bolchéviste parle donc des théâtres de l'État.

Les futuristes règnent dans l'art décoratif. Ils ont l'intention de jeter au grenier tous les cadres des peintres russes du XIXe siècle et de mettre à leur place, dans les musées, leurs propres œuvres. En outre, on proclame la renonciation à la neutralité dans l'art et la création d'un art pour le peuple.

Les peintres futuristes reçoivent des bourses et des encouragements du gouvernement. Pendant les fêtes publiques, comme, par exemple, celle du 1er mai, la décoration des rues et des édifices publics fut confiée aux futuristes. Les prix sont toujours donnés aux artistes qui représentent les sujets chers à la révolution : « l'ouvrier et le paysan », « l'aube », « le triomphe du travail », etc.

En somme, même dans l'art, les bolchevikis

veulent introduire une uniformité protégée et approuvée par l'État. Au lieu de la liberté de l'initiative individuelle, nous avons l'État Mécène qui distribue ses faveurs et son argent à ceux qui ont proclamé leur adhésion politique au nouveau régime.

Certes, ce serait une erreur d'attribuer aux bolchevikis une haine contre l'art et la science. Au contraire, ils tendent à un développement artistique et intellectuel de la nation, et travaillent beaucoup à réaliser ce dessein.

Mais ils ne réussissent pas et ne réussiront pas à créer grand'chose : parce que la science et l'art modernes ne peuvent fleurir sans cet élément primitif qui manque à la République soviétiste : la liberté.



LE BOLCHÉVISME ET LES PARTIS POLITIQUES RUSSES

Le gouvernement bolchéviste est l'unique pouvoir au monde qui ne s'appuie sur aucun parti politique, sauf... le parti du gouvernement. Et la raison eu est que tous les partis politiques russes, non seulement refusent de participer au gouvernement, mais le combattent par tous les moyens possibles et même par les armes. Nous ne parlons pas des monarchistes et des partis de droite, ni des « cadets » (constitutionnels-démocrates) qui, dernièrement, ont lié leur sort à celui de l'amiral Koltchak et du général Denikine. L'important est que parmi les adversaires du bolchévisme se trouvent tous les partis socialistes russes.

Les socialistes révolutionnaires de droite, comme nous l'avons vu plus haut, opposèrent une résistance tenace aux bolchevikis. Après le mois de mai 1918, ils décidèrent de commencer la révolte armée contre les Soviets et organisèrent avec les Tchéco-Slovaques le front anti-bolchéviste sur la Volga. Mais, au mois de novembre 1918, leur gouvernement sur la Volga et en Sibérie fut renversé par l'amiral Koltchak qui continua la lutte contre les bolchevikis, au nom de la réaction. Ce fut alors qu'un petit groupe de socialistes révolutionnaires, parmi lesquels se trouvaient Volski et Sviatitzky, pris entre deux feux, préférèrent s'unir aux bolchevikis. Mais cette union, dont on a tant parlé dans la presse européenne, n'eut pas du tout la signification qu'on voudrait lui attribuer. Volski et ses compagnons ne voulurent pas participer au gouvernement et se réservèrent le droit d'adresser toutes les critiques qu'ils croyaient nécessaires. Ils établirent des pourparlers avec les bolchevikis pour la « légalisation » du parti socialiste-révolutionnaire, jusqu'alors persécuté d'une façon spéciale par le pouvoir communiste. Enfin, Volski et son groupe crurent opportun de déclarer officiellement leur désapprobation de la politique des commissaires du peuple et confirmèrent le point essentiel de leur programme : la convocation de l'Assem-

blée constituante. Ainsi, même le groupe de Volski ne reconnut pas le système des Soviets et resta dans l'opposition.

Les pourparlers (février 1919) eurent d'abord pour résultat la suppression du régime de terreur à l'égard des socialistes révolutionnaires *qui adhéraient au groupe de Volski* (les dissidents continuèrent à être persécutés) et le permis de publier un journal de parti. Mais au bout d'un mois le journal fut supprimé et les persécutions recommencèrent de plus belle.

Le parti, dans sa plus grande majorité, désapprouva ouvertement la tentative de Volski. Le congrès du parti, tenu au mois de février 1919, la qualifia : « d'obstacle à l'union de la démocratie russe, en tant qu'elle aurait pu être interprétée comme une capitulation devant le pouvoir bolchéviste ». La délégation de Volski — poursuit le rapport du Congrès — « n'a fait qu'apporter la confusion dans les rangs des défenseurs du gouvernement du peuple. D'un autre côté Volski et ses compagnons n'ont aucun droit de prendre des engagements au nom du parti tout entier ». Tous les organes représentatifs du parti, comme la direction permanente de Moscou, le Congrès de la Russie méridionale, etc., condamnèrent sévèrement la tentative de se mettre d'accord avec les bolchevikis.

Quelle est donc l'attitude du parti socialiste révolutionnaire après l'échec de la tentative de Volski ?

Le parti socialiste révolutionnaire reste l'adversaire le plus actif et le plus implacable du bolchévisme. Son programme n'a pas changé : quant à sa tactique, elle change selon les exigences du moment. Par exemple, il serait utile de signaler un changement du système de la lutte contre le bolchévisme, dû à l'intervention militaire de l'Entente en Russie et au renforcement de la réaction représentée par Koltchak et Denikine : le parti crut opportun de renoncer pour le moment à la lutte armée contre les Soviets. Cela ne veut pas dire que le parti croit à l'évolution pacifique du bolchévisme : il renonce seulement à la création de nouveaux fronts antibolchévistes, mais il continne à affirmer que la dictature bolchéviste sera renversée par la force, par l'insurrection du peuple. Cependant, selon son avis, l'heure de cette insurrection n'est pas encore sonnée. Cette décision ne signifie pas du tout que le parti est prêt à suspendre *toute lutte* contre le pouvoir bolchéviste, ou déclare le reconnaître et y participer. Au contraire, les dernières décisions des Congrès du parti sont bien claires et précises : « Le parti n'a apporté aucun changement à son programme et est toujours convaincu

que seule une réalisation complète de la souveraineté populaire pourra garantir les intérêts des travailleurs, par conséquent il soutiendra sans trêve la convocation de l'Assemblée constituante et l'institution des organes du « self-governement » sur la base du suffrage universel direct, égal et secret. Le parti déclare que « toute la politique bolchéviste est antidémocratique et profondément hostile aux intérêts des classes travailleuses ». Et voici un terrible réquisitoire prononcé au dernier Congrès : « Le pouvoir soviétiste en abattant toutes les conquêtes démocratiques de la révolution, en instaurant un régime de terreur et de violence, en supprimant l'action directe des masses travailleuses, ne fait que contribuer à la désorganisation et à la dissolution des masses elles-mêmes ; par son système de lutte et de répressions barbares contre les paysans, par le pillage systématique des campagnes et toute sa politique économique, le pouvoir soviétiste provoque une scission artificielle entre les prolétaires et les paysans et prépare le terrain pour la contre-révolution. »

Dans sa brève période de publication légale, la presse des socialistes révolutionnaires apparaît non moins énergique : « Le socialisme — dit un des publicistes russes des plus connus, Lunkevitsch — est corrompu, dénaturé, discrédité par le bolchévisme. »

Que proposèrent les bolchevikis à Volski, demande un autre article ? « Le droit de vote... pour ceux que les Soviets en jugeront dignes. Les libertés civiles aux socialistes... qui obtiendront de la « Commission extraordinaire » un certificat de bonne conduite socialiste. Les grandes réformes sociales... dont le résultat est que dans les villes soviétistes on mange du chien, tandis que la campagne est opprimée par les pillages et la violence. Le gouvernement des ouvriers et des paysans... qui, en deux années de règne, a détruit le prolétariat urbain et remémoré aux paysans l'époque tzariste. »

L'attitude des socialistes démocrates envers les bolchevikis n'est peut-être pas aussi nettement active que celle des socialistes révolutionnaires, mais elle ne laisse aucun doute sur les dispositions du parti envers le pouvoir soviétiste. Les « menchevikis » (c'est-à-dire les socialistes démocrates) furent toujours un parti pas trop nombreux, et par conséquent ne purent jeter sur la balance historique le poids de leurs forces organisées, en engageant les batailles décisives, comme pouvaient le faire les bolchevikis ou les socialistes révolutionnaires. Les menchevikis ne purent jouer qu'un rôle secondaire dans la révolution russe, et, s'en rendant compte, ils préférèrent garder une attitude plutôt neutre

et être des spectateurs et des critiques impartiaux plutôt que des acteurs. Ceci n'exclut pas qu'ils ont été et resteront toujours nettement hostiles au bolchévisme depuis le coup d'État de Lénine. La fraction de gauche aussi — les menchevikis internationalistes — a toujours lancé des critiques très âpres contre le bolchévisme.

Les menchevikis ne voulurent pas prendre une part active à la lutte armée contre le bolchévisme, et ils ne voyaient d'autre voie de salut que dans la propagande continuelle auprès du prolétariat. Pour cela ils organisèrent les masses travailleuses, cherchant à opposer à la dictature communiste, la volonté décisive du peuple. Par conséquent, la propagande et l'agitation parmi les ouvriers constituaient pour eux l'unique forme de lutte contre le bolchévisme. Ils ne se fatiguaient pas de dénoncer aux travailleurs les crimes et les horreurs du régime bolchéviste et tentèrent de créer une opposition aux dictateurs du jour, dans le sein même des Soviets. Récemment encore, le 5 mars 1919, les menchevikis lancèrent un appel aux travailleurs contre l'intervention militaire de l'Entente dans les affaires russes, et ils disaient notamment : « La classe ouvrière russe s'oppose au régime bolchéviste funeste à la politique socialiste : dans la Russie soviétiste prédominent à présent les ten-

dances terroristes. » « Les socialistes-démocrates voient toujours dans la domination bolchéviste le plus grand péril pour le prolétariat russe et aussi pour le prolétariat international. Ils sont convaincus que toutes les grandes réformes sociales ne sont possibles que dans un État démocratique basé sur la volonté populaire. » Pour démontrer toute l'inexactitude des nouvelles qui annonçaient l'adhésion des mencheviki au pouvoir des Soviets et la participation de leurs chefs, en particulier de Dan et de Martoff, au Conseil des commissaires du peuple, je rapporte l'article de Dan, imprimé sur le journal éphémère et rapidement supprimé par les Soviets « Vsjegda Vpered » (Toujours en avant) : « Le remède contre toutes les erreurs qui prédominent fatalement dans une partie des masses ouvrières, n'est pas la baïonnette ou la mitrailleuse, mais un appel à la raison de ces masses qui reçoivent à présent une dure leçon historique. La majorité des ouvriers bolchévistes traverse, en ce moment, une crise politique et morale qui a son écho parmi les chefs bolchévistes eux-mêmes — les chefs essayent de se tirer d'embarras en prenant quelques mesures destinées à raccommoder l'édifice soviétiste ; ils restreignent la compétence des Commissions extraordinaires au lieu de les supprimer tout à fait ; ils font des concessions

dans leur politique économique ou de ravitaillement, au lieu de la changer radicalement. Toutes ces concessions, comme chaque modification illogique du système, avant de donner un résultat quelconque, le rendent encore pire, et démontrent clairement que la situation est sans issue. Les masses ouvrières sont inévitablement poussées à la critique d'un système qui, sous le prétexte de la réalisation immédiate du socialisme, démolit les restes des forces productrices et empêche toute possibilité de la socialisation de l'industrie, un système qui défend aux ouvriers de créer d'accord avec les paysans une organisation révolutionnaire et démocratique de l'État, qui a dissipé pendant la guerre civile les derniers restes des richesses accumulées et qui ruine les valeurs économiques indispensables au rétablissement de la vie normale dans toutes les parties de la Russie. »

Il me semble que l'attitude des mencheviks est assez claire. J'ajouterai qu'ils restent partisans convaincus du suffrage universel, et par conséquent de la convocation de la Constituante ; ils demandent aux bolchevikis la suspension de la guerre civile, la cessation immédiate du régime de terreur et la restauration de toutes les libertés civiles. Ces demandes ont été aussi adressées au gouvernement soviétiste par les socialistes révolutionnaires.

Ni les menchevikis ni les socialistes révolutionnaires ne participent aux élections pour les Soviets depuis le décret bolchéviste de 1919, qui prétend que chaque groupe voulant se présenter aux élections doit d'abord reconnaître le pouvoir communiste. Une déclaration du Congrès du parti socialiste révolutionnaire dit que, en réalité, les élections pour les Soviets sont substituées par des désignations du gouvernement.

Il n'y a pas à s'étonner si les partis qui se déclarèrent anti-bolchévistes après la révolution de novembre, conservent jusqu'à maintenant une attitude hostile envers le bolchévisme. Il y a trop de différence entre le maximalisme et le socialisme russe. Ce dernier ne peut accepter le programme bolchéviste de la dictature du prolétariat dans un pays de 100 millions de paysans ; il reste partisan du suffrage universel, bien qu'il reconnaisse la possibilité d'une représentation de classe ; il ne partage pas l'espérance bolchéviste de la prochaine révolution mondiale, et nie la possibilité, pour le peuple russe, d'un passage vertigineux du tzarisme capitaliste au communisme. Par conséquent, il considère dangereuses et impossibles les tentatives bolchévistes d'introduire le socialisme en Russie et prévoit, au lieu d'un changement rapide et radical de la société humaine au moyen

d'*un acte révolutionnaire*, *plutôt une crise révolutionnaire*, qui, pour un certain temps, travaillera l'humanité, détruisant le vieux monde tout en préparant l'avènement du nouveau.

Mais l'attitude des anciens amis des bolchevikis, des socialistes révolutionnaires de gauche est beaucoup plus significative que l'opposition des mencheviкis et des socialistes révolutionnaires.

Ce parti, composé de purs kentaliens et zimmervaldiens, comme Natanson (Bobrov) et Kamkoff, a adopté pendant la révolution russe un programme purement maximaliste, demandant la révocation du pacte d'union avec la bourgeoisie et la cession du pouvoir aux Soviets. Il a aidé les bolchevikis dans leur coup d'État et a participé au Conseil des commissaires du peuple. Au mois de novembre, ayant rompu toutes relations avec le parti socialiste révolutionnaire, le groupe de gauche s'est constitué en un parti indépendant. Il est devenu, pour quelque temps, un parti gouvernemental, collaborant avec les communistes. Son programme différait de celui des bolchevikis par quelques points : dans la conception philosophique et non marxiste et dans la traditionnelle solution du problème de la terre. Le peu d'adhésion que le pouvoir communiste obtint des paysans fut dû aux socialistes révolutionnaires de gauche qui

s'appuyaient presque exclusivement sur les éléments les plus révolutionnaires de la campagne.

Mais en peu de temps les difficultés et les discussions surgirent entre les deux partis gouvernants. En réalité, le parti bolchéviste avait seul tout le pouvoir en mains : les socialistes révolutionnaires de gauche n'avaient que le misérable rôle du Sancho Pança du Don Quichotte communiste. Ils devaient toujours se soumettre aux décisions bolchévistes et garder une minorité insignifiante. Ils demandèrent, après la dissolution de la Constituante, la suspension de la terreur, mais n'eurent pas de succès ; ils voulurent que le Conseil des commissaires du peuple s'intéressât davantage à la question agraire, mais ils ne réussirent pas à faire changer la politique communiste et à empêcher les réquisitions et les expéditions militaires.

Finalement la rupture se fit au sujet de la paix de Brest-Litowsk. Les socialistes révolutionnaires l'appelaient : « Une concession honteuse, un crime aux yeux de l'Internationale et une trahison de la révolution. » Après la conclusion de la paix de Brest-Litowsk les socialistes révolutionnaires commencèrent une intense propagande anti-bolchéviste au nom de la pureté des principes révolutionnaires, dénonçant aux classes ouvrières le compromis bol-

chéviste avec le capitalisme austro-germanique.

Voyant la décision des bolchevikis de rester fidèles aux clauses du traité et de renouer les relations avec l'Allemagne, les socialistes révolutionnaires recoururent au moyen suprême : à la révolte. Au mois de juillet 1918 ils essayèrent de renverser le gouvernement de Lénine. Après des combats courts, mais sanglants, dans les rues de Moscou et de Pétrograd, les socialistes révolutionnaires de gauche furent battus et leurs chefs arrêtés ou fusillés. Depuis lors les infidèles amis des communistes furent bannis et devinrent un parti d'opposition. Peu à peu ils se persuadèrent des défauts et des erreurs du gouvernement soviétiste et déployèrent une grande activité pour le faire crouler, toujours par des moyens violents, c'est-à-dire par la force armée. Pendant l'année 1919, ils tentèrent encore deux révoltes, mais toujours sans succès. Pour se soustraire à la terreur bolchéviste, ils durent se cacher et devenir un « parti defendu ». Malgré cela, dans leurs proclamations imprimées par des typographies secrètes, ils se lancèrent avec violence contre le pouvoir des Soviets. Voici quelques passages d'un des derniers appels lancés par les socialistes révolutionnaires de gauche : « La politique bolchéviste est, d'un côté, la politique des intérêts exclusifs d'un parti, et, de l'autre côté,

la politique de violation des masses ouvrières et révolutionnaires... Le gouvernement bolchéviste divise artificiellement le prolétariat, provoque la rupture entre la ville et la campagne, tue l'esprit d'initiative et d'activité économique du prolétariat. Le gouvernement du pays n'est pas aux mains des Soviets librement élus, mais dans celles des commissaires désignés par le centre ou des institutions arbitraires et temporaires. Le système de la terreur en masse (fusillades, arrestations, réquisitions, suppression de la libre pensée, etc.) éloigne les larges masses populaires de l'œuvre révolutionnaire et en fait un monopole du parti gouvernant. » Il est curieux que ces critiques partent de principes maximalistes et soient faites par des gens qui soutiennent la nécessité d'établir en Russie un système d'État sur la base des « vrais Soviets ». Dans une de ses dernières déclarations, le parti socialiste révolutionnaire de gauche s'adresse à l'Internationale ouvrière du monde pour faire cesser la terreur que les bolchevikis emploient sur une large échelle contre leurs adversaires. Il est utile d'ajouter que les chefs du parti socialiste révolutionnaire de gauche sont en prison (comme Spridonowa), ou fusillés (comme Alexandrow).

Ainsi il n'y a pas un seul parti socialiste en Russie qui consente à donner son appui aux bolchevikis.

Tous les partis du socialisme russe, depuis les modérés jusqu'aux maximalistes, sont en opposition ouverte au système communiste. Et on ne peut prévoir que cette attitude va bientôt changer. Même si les autres partis socialistes voulaient se mettre d'accord avec les bolchevikis, ils ne pourraient y réussir. On entend souvent faire cette demande : « Mais pourquoi les socialistes russes, au lieu de s'opposer au bolchévisme, ne vont-ils pas l'aider et le transformer organiquement, en participant à l'énorme œuvre rénovatrice entreprise par les Soviets ? » Mais ceux qui parlent ainsi oublient le caractère autoritaire et intransigeant du maximalisme russe. Il ne tolère ni observations, ni critiques, et étrangle toute opposition à peine se prononce-t-elle. Il exige la soumission et l'obéissance la plus absolue et désire des serviteurs et non des collaborateurs.

Cet esprit despotique et sectaire ajouté à toutes les persécutions que le bolchévisme inflige aux menchevikis et aux socialistes révolutionnaires de droite et de gauche, rend impossibles l'accord et l'union entre le bolchévisme et les divers partis du socialisme russe.

On pourrait tenter l'union de toutes les forces socialistes russes, seulement à condition que le bolchévisme renonce à ses méthodes de violence et d'arbitraire absolutiste, et cesse de faire le « tzar rouge »

en Russie. Mais, dans ce cas, le bolchévisme perdrait ce qui le caractérise et ne serait plus le bolchévisme. Et comme jusqu'aujourd'hui ceci n'est pas encore arrivé, la situation reste immuable : le bolchévisme demeure solitaire et isolé dans la vie politique de la République soviétiste et a contre lui tous les partis du socialisme russe.



LA CRISE DU BOLCHÉVISME

Le bolchévisme russe pendant les deux années de son règne a subi de nombreuses transformations. Il n'est pas resté tel qu'il était après la révolution de novembre, mais a subi des changements continuels. D'ailleurs, il montre une certaine facilité à changer d'aspect, à rechercher des méthodes nouvelles et à accepter des compromis. Sa force, peut-être, dépend aussi de cela.

Une chose reste incontestable à travers tous ces nombreux changements : le communisme intransigeant des premiers jours de l'année 1918, celui qui a conclu la paix de Brest-Litowsk, annonçant la révolution mondiale, et a voulu appliquer sans délai à la Russie son programme maximaliste, transformant en

deux mois le pays en un paradis socialiste — ce bolchévisme sans mesure et très jeune — est en train de changer de couleurs. Et ce ne sont pas seulement ses adversaires qui le disent, mais il le confesse lui-même et admet la nécessité de changer de méthodes et de faire certaines concessions qu'il considérait au début comme des crimes.

Depuis son avènement, deux tendances luttent dans le bolchévisme : la tendance intransigeante et la modérée. L'une ou l'autre avait tour à tour le dessus dans le Conseil des commissaires du peuple. Mais l'échec complet de la politique économique du bolchévisme, la ruine de l'industrie et la famine dans les villes, renforcèrent le courant modéré au début de l'année 1919. Le Conseil des commissaires du peuple se divisa en deux groupes. A celui de droite appartenaient Lénine, Tchitcherine (commissaire des Affaires étrangères), Lunatcharsky, Krassine. A celui de gauche : Trotzky, Podvoisky, Peters et d'autres moins importants. La dissension naquit du heurt des deux tendances : celle extrémiste et autocrate de Trotzky et celle modérée et conciliatrice de Lénine et Krassine. Trotzky soutenait la guerre à outrance, la politique de terreur et la continuation de la socialisation complète de l'industrie. Lénine et Krassine, au contraire, partant du point de vue économique,

déclaraient nécessaire de transiger sur certains principes et de renoncer à certaines méthodes, estimées inutiles et dangereuses. L'accord se fit moyennant la division des champs d'action. Trotzky dirige le « Comité pour la défense de la République » et a plein pouvoir dans les opérations militaires et dans la lutte contre les réactionnaires et les adversaires de la République. Il a, par conséquent, en mains l'armée rouge, les tribunaux révolutionnaires, les commissions chargés d'assurer l'ordre public, etc. Krassine et Lénine, au contraire, s'occupent plutôt de la question économique. Et c'est là que s'effectue le changement profond et radical.

Avant tout, les bolchevikis essayent de reconquérir les sympathies de la bourgeoisie qui a été si maltraitée pendant toute l'année 1918. Lénine a déclaré qu'il était nécessaire de faire entrer les bourgeois spécialistes au service du gouvernement des Soviets, parce que les ouvriers manquent d'expérience, de sorte que le pouvoir communiste se voit obligé, *pour quelques années*, à demander la collaboration de la bourgeoisie et à lui confier la gestion et la direction de l'industrie.

On offre des traitements très élevés,qui surpassent de beaucoup le tarif officiel, aux bourgeois spécialistes. Lénine explique ainsi ce fait : « Il vaut mieux perdre un peu d'argent en le donnant aux bourgeois

utiles, que de faire tort à notre industrie. »

« Les résultats de la socialisation des fabriques, dit Krassine, sont pitoyables : il faut *provisoirement* retourner au système de l'initiative privée. »

Pour effectuer ce mouvement arrière, on a justement invité Krassine, un des personnages le plus en vue de la Russie soviétiste. Il est président du Conseil économique avec un pouvoir dictatorial, et commissaire de l'industrie, du commerce et des voies ferrées. Avant la révolution il était administrateur de l'établissement allemand « Simmens e Schukert », à Moscou, et avait un traitement de 100.000 roubles par an. Ingénieur de génie et organisateur expert, il a commencé par confier les emplois techniques importants à des ingénieurs qui n'ont jamais été bolchévistes. Puis il a supprimé les Soviets sur les voies ferrées et a rétabli le système de l'administration individuelle au lieu de la collective. Il a procédé de même dans les usines et les fabriques : la direction enlevée aux ouvriers pour être confiée à des techniciens experts. Plusieurs des anciens propriétaires des entreprises industrielles ont été invités à les diriger de nouveau en qualité d'administrateurs.

Au mois de février 1920, les bolchevikis supprimèrent ce qui était la base même de leur doctrine économique : les Comités d'ouvriers dans les fabriques

et les usines. Le décret du gouvernement des Soviets reconnaît que les Conseils et les Comités ouvriers « ont causé un préjudice considérable à la production. Ils ont apporté la démoralisation dans les milieux ouvriers et ont contribué à la destruction du matériel des fabriques ». C'est là un aveu précieux sur le résultat de la socialisation de l'industrie.

Ce n'est plus l'État qui accomplit les grandes entreprises techniques : il les confie par des contrats spéciaux à des entrepreneurs particuliers. Un ingénieur chargé de la construction des établissements électriques est payé 50.000 roubles par mois, tandis qu'il existe une loi défendant, même à un commissaire, de recevoir plus de 6.000 roubles par mois. Depuis le 1er mars 1919 on a introduit de nouveaux tarifs pour les salaires des ouvriers : les anciens, les soi-disant « égalitaires », ont été supprimés. Les manœuvres reçoivent 600 roubles par mois et les ingénieurs de 2.000 à 5.000 roubles par mois.

Pour remédier à la diminution de la production, on a introduit le système des primes et, par conséquent, les ouvriers ne reçoivent plus de salaire fixe, mais sont payés à la pièce et au travail accompli. Et ce sont les bolchevikis eux-mêmes qui avaient proclamé, en 1918, l'abolition catégorique du système des primes.

Une discipline de fer règne sur les ouvriers qui sont menacés de déportation dans les camps de concentration, en cas d'insubordination ; 20 minutes seulement sont accordées pour les repas. Les réunions pendant le travail sont supprimées ; les ouvriers n'ont pas le droit de s'adresser directement au directeur, mais doivent le faire par l'intermédiaire d'une personne spécialement désignée à cet effet. Tous les ordres donnés par les contremaîtres doivent être immédiatement exécutés. Le travail est déclaré obligatoire aussi pour les femmes au-dessous de 40 ans et les enfants au-dessus de 16 ans. La journée de 8 heures n'existe plus que sur le papier. Le travail est entièrement militarisé.

Enfin le gouvernement bolchéviste vend des concessions de grande valeur aux étrangers.

Déjà en 1918, quand surgit la question d'une aide financière probable des Américains aux Soviets, en échange de concessions aux capitalistes des États-Unis, il y eut une lutte au Conseil des commissaires du peuple entre Lénine et Bukharine. Ce dernier, communiste bien connu, protesta énergiquement contre tout compromis avec le capitalisme étranger, accusant dans son journal extrémiste « Le Communiste », les commissaires du peuple d'opportunisme.

Mais en un an la situation a bien changé. En effet,

même Zinovieff, le dictateur de Pétrograd, déclare que seuls les imbéciles peuvent prétendre que la Russie n'a pas besoin du capital étranger.

« La négation du capital étranger est une utopie dangereuse. L'unique voie qui reste à la Russie soviétiste est celle des concessions de l'État, ou des emprunts aux étrangers. » Nous savons que le gouvernement de Moscou a vendu au Norvégien Hennevig la concession de la construction de la voie ferrée du Nord (2.000 milles, d'Irtisce à Kotlas et Svanka). Les concessionnaires reçoivent 8 milliards d'hectares de forêts à exploiter et toutes les richesses naturelles qui se trouvent sur la ligne du chemin de fer. Le capital est de 4 milliards et demi de marks allemands. Le syndicat Hennevig n'est autre chose que le prête-nom des banques allemandes et américaines.

En outre, Krassine, personnellement lié avec l'Allemagne, où il a fait ses études, a fait appel à tous les Allemands en Russie, leur offrant les postes les mieux payés dans l'administration et dans l'industrie. Plus de 3.500 ingénieurs et maîtres maçons allemands doivent leurs positions à Krassine.

Au mois d'août 1919, les bolchevikis ont envoyé l'ordre à tous les Soviets locaux de faire une liste complète des biens et des terres appartenant aux

sujets allemands, et de la présenter dans les sept jours suivants. Toute vente ou socialisation de ces biens est sévèrement prohibée : tout ce qui appartient aux Allemands est exempt des lois communistes de la République. Grâce à ces immunités capitalistes, les Allemands ont acheté un grand nombre de maisons et de terrains à Moscou.

Les changements dans la politique agraire apparaissent encore plus décisifs.

« Notre politique à l'égard des paysans, déclara Lénine a été un véritable crime. Il faut s'appuyer sur le paysan moyen et lui laisser la liberté d'action. Il faut, à tout prix, conquérir les sympathies des paysans, autrement nous sommes condamnés à mort. » Et il ajoute : « Si nous ne changeons pas toutes nos méthodes, nous sommes sur le bord d'un abîme, nous marchons vers la catastrophe et l'écroulement inévitable du communisme. » (Discours sur le Congrès de juillet 1919 à Moscou).

Les comités des paysans pauvres sont abolis, les réquisitions sont limitées. D'abord les bolchevikis déclaraient que le paysan moyen est un bourgeois et que la commune paysanne est une institution nuisible : maintenant on proclame la nécessité d'une « union entre le prolétariat et le paysan moyen » et on essaye d'organiser des « communes modèles » pour lesquelles

le gouvernement dépense une quantité d'argent.

Mais même avec ces nouvelles méthodes les bolchevikis ne réussissent pas à faire sortir de la campagne les produits cachés et à contraindre le paysan à un travail plus intense. Quant aux « communes modèles » elles subirent un échec complet : plus de 20 communes tombèrent en ruines pendant un seul mois.

Dans la politique intérieure, le changement dura peu de temps. Pendant deux mois seulement, en 1919, la terreur fut un peu diminuée et le régime parut un peu plus doux qu'auparavant. Mais ceci était dû à la lutte des Soviets contre l'influence croissante des Commissions extraordinaires.

La politique extérieure a subi de nombreuses fluctuations depuis l'intransigeance impérialiste jusqu'à l'acceptation des conditions de paix de l'Entente.

Trotzky a toujours été animé de l'idée du bolchévisme impérialiste. Il avait de vastes plans de guerre mondiale, ne voulait pas conclure de paix avec l'Entente et promettait de passer à travers l'Europe avec l'armée rouge comme un nouveau Napoléon socialiste.

Mais la réalité a forcé les bolchevikis à désirer ardemment la fin de la guerre. Tchitchérine ne cherche que la paix. L'attitude héroïque et hautaine des pre-

miers temps est remplacée par une grande préoccupation sur l'issue finale de la lutte. Les bolchevikis, pour arriver à un accord avec l'Entente, iraient jusqu'à reconnaître les dettes de l'ex-empire. Dans les conditions de paix, ils s'engagent à ne pas faire de propagande à l'étranger, à proclamer l'armistice général et à assurer toutes les immunités au capital étranger.

Ainsi, peu à peu, le bolchévisme se replie sur toute la ligne et détruit de la main gauche ce qu'il a construit de la main droite. Il ne fait que se désavouer peu à peu lui-même et renoncer à tout ce qui a été son programme révolutionnaire. Cette crise du bolchévisme est une preuve évidente de son impuissance et de sa chute inévitable.

Il y a des gens qui croient que la crise du bolchévisme se résoudra par un changement radical du régime soviétiste : ce dernier s'acheminerait vers un réformisme modéré. Ainsi, selon ces personnes, nous sommes en présence d'une évolution du bolchévisme, qui finira par céder la place à la démocratie.

Même dans ce cas, le bolchévisme disparaîtrait d'une façon lente et progressive. Mais on ne peut guère espérer que cela arrivera ainsi. Malgré tous ses renoncements et toutes ses concessions le bolchévisme reste un pouvoir essentiellement dictatorial

qui ne tolère pas la collaboration des autres partis, et préfère mourir seul plutôt que de vivre en coalition avec ses adversaires socialistes. S'il ordonne « machine arrière », c'est qu'il ne peut faire autrement, étant donnée la situation désastreuse de la Russie ; mais même les compromis lui servent à s'agripper au pouvoir et à ne pas le partager avec les autres.

Il continue à croire en la révolution mondiale, et à considérer les négociations avec l'Entente seulement comme mesure provisoire, en attendant l'explosion universelle, négociations qui n'ont qu'une valeur momentanée et permettent au gouvernement oppressé de respirer un peu.

Et que les choses soient ainsi, les événements d'octobre et de novembre 1919 le démontrent clairement. Quand Yudenitch avançait sur Pétrograd, quelques commissaires du peuple conseillèrent d'abandonner la capitale à l'ennemi. Trotzky s'y opposa énergiquement et proclama la guerre à outrance. Les succès militaires contre Koltchak et Denikine et la libération de Pétrograd de la menace ennemie, relevèrent le moral des communistes. Aussitôt après, le courant extrémiste se sentit renforcé et demanda de mettre une digue à « l'opportunisme ». Même les conditions de paix, télégraphiées par Tchitchérine au mois de novembre aux gouvernements de l'Entente et citées

par le colonel Malone à la Chambre des Communes anglaise, diffèrent en certains points (et non pas ne faveur de l'Entente!) des propositions formulées par Lénine pendant l'été de 1919.

Par conséquent, les espérances de l'évolution pacifique du bolchévisme vers un socialisme modéré ne paraissent pas fondées. En outre, toutes les « réformes » et les changements bolchévistes n'ont, et n'auront jamais, beaucoup d'effet.

Les bolchevikis ont d'abord ruiné l'industrie : maintenant ils essayent de renouveler leurs méthodes ou plus précisément, de retourner aux méthodes capitalistes ; mais il est trop tard, parce que malheureusement l'industrie russe n'existe plus.

Ils ont porté l'anarchie, la haine et la confusion à la campagne, et maintenant ils cherchent à remédier de quelque façon à la situation désespérée : mais les paysans ont eu une leçon trop douloureuse des premières expériences bolchévistes pour prêter foi aux nouvelles méthodes.

Il est trop tard ! Voilà ce que répond le socialiste révolutionnaire Lunkevitch, aux offres bolchévistes de changer de tactique : il faudrait refaire toute la maison, et les bolchevikis espèrent remédier aux erreurs commises en réparant une fenêtre ou en faisant reblanchir un pan de mur.

Ils ne font autre chose, de cette façon, que préparer le terrain pour leurs successeurs. Il se peut que ce soit justement le socialisme modéré, mais le communisme ne lui cédera la place qu'après une lutte acharnée. Il est à remarquer que les commissaires préfèrent un rapprochement entre le pouvoir des Soviets et la bourgeoisie plutôt qu'un accord avec les socialistes modérés. On sait qu'ils traitent de « Judas » Karl Kautsky et déclarent que les « socialistes jaunes de la seconde Internationale » sont les pires ennemis du prolétariat. « Les socialistes révolutionnaires — écrit le journal bolchéviste « Pravda » — représentent pour nous un péril bien plus grand que la bourgeoisie. » Et même Lunatcharsky dit dans une interview : « Un accord avec les partis socialistes est beaucoup plus difficile que l'union avec la bourgeoisie, parce que les socialistes nourrissent encore l'espoir, désormais abandonné par la bourgeoisie, d'établir un régime démocratique — cela, nous ne pouvons l'admettre en aucun cas et nous lutterons de toutes nos forces pour l'empêcher. »

Ainsi le bolchévisme ne veut pas renoncer à son esprit sectaire et despotique et n'essaye pas d'apporter la paix à l'intérieur du pays.

En tout cas, sa dernière crise est très symptomatique. Elle devrait éveiller de grandes appréhensions

et beaucoup de doute dans l'esprit de ceux qui voudraient transplanter le bolchévisme de la Russie en sol français, italien, ou d'autres pays. Elle pourrait, en outre, enseigner aux admirateurs passionnés du régime soviétiste que tout ne va pas si bien ni si calmement dans le paradis communiste de Moscou.



LE PROBLÈME DU BOLCHÉVISME

Tout phénomène historique a indubitablement sa partie positive et sa partie négative. Il est difficile qu'un mouvement social d'une vaste extension et d'une grande intensité n'ait pas en lui certaines valeurs qui résistent au temps malgré la façon dont elles se sont affirmées, et même quelquefois, malgré les résultats pratiques qui en ressortent.

Dans le bolchévisme aussi, sous la forme de la dictature despotique et déraisonnable, il faut cependant chercher quelque chose qui nous explique le communisme et nous montre quel germe salutaire se cache sous les exagérations extrémistes.

Certes, le bolchévisme a accompli en Russie une grande œuvre de destruction : et quelques-uns vou-

draient justement trouver dans ce fait son côté fort et utile.

Mais je dirai plus encore : un grand nombre des projets et des intentions bolchévistes sont admirables, ainsi que son esprit rénovateur et révolutionnaire qui voudrait abattre la vieille maison humaine et en faire construire une nouvelle par les mains noueuses des ouvriers. Il est juste et beau de revendiquer les droits des opprimés et de proclamer la maxime presque évangélique : « Celui qui ne travaille pas ne mange pas. » Elle est moins juste, mais belle cependant cette volonté de combattre pour le triomphe de ses propres idées et pour le règne du travail et du socialisme.

Mais... mais, sont-elles vraiment du bolchévisme toutes ces idées et toutes ces intentions ? Ne semble-t-il pas que tout ce qu'il y a de juste et beau dans le bolchévisme ne lui appartient pas, mais est à tous les grands mouvements humains qui tendent toujours vers la libération des masses et vers la justice sociale ? Ce qu'il y a de spécial et d'original dans le bolchévisme et que nous combattons avec une profonde conviction, ce sont les méthodes et les formes avec lesquelles il essaye de réaliser ces conceptions profondément humaines, ce sont les idées qu'il se crée de la société future, ce sont enfin ses illusions qui le

poussent à essayer d'effectuer à tout prix l'irréalisable, et le conduisent vers le paradoxe historique.

Nous avons, comme point de départ, le profond respect de la personnalité humaine, de l'individu, et nous sommes convaincu que l'idéal de la société moderne est un régime, où soit assuré, à tous et à chacun, le « maximum » de liberté, dans les conditions les mieux adaptées du libre développement de chaque parcelle de l'organisme social, ainsi que de l'organisme individuel.

Si l'humanité est à présent enchaînée par les contingences économiques, sociales et morales, le but de ceux qui veulent réformer le vieux monde est de délivrer l'homme de toute oppression et de toute tyrannie.

Et voilà pourquoi le régime des Soviets est inadmissible pour nous : il est un système d'oppression et une forme de tyrannie. Il tue la liberté individuelle ; il instaure une odieuse dictature matérielle et spirituelle : il agit au nom d'un dogme trop restreint, celui de classe, et n'est pas animé de ces idées profondément humanitaires qui sont plus fortes que les conceptions de classe, de nation ou de race, parce qu'elles les surpassent toutes, les embrassant toutes en une synthèse indestructible.

Et même au point de vue pratique, les méthodes

bolchévistes ne nous paraissent pas aptes à conduire l'humanité vers ce but lumineux d'un nouveau régime économique et social ; parce que le bolchévisme met la violence révolutionnaire au-dessus des conditions économiques et veut faire sortir la révolution mondiale de cet état de misère et de malaise qui a frappé notre civilisation après la guerre.

Il est inutile d'insister sur le fait que dans plusieurs des formes que revêt le bolchévisme russe on découvre les stigmates nationaux. Oui, le bolchévisme est essentiellement russe, avec son esprit prophétique et un peu mystique, avec sa foi abstraite et extrémiste, avec sa cruauté d'un peuple jeune et ignorant, avec sa barbarie orientale et son intransigeance sectaire.

Mais malgré cela il est devenu ce mirage doré vers lequel se tendent le cœur et les mains des peuples de l'Occident.

Désormais, il est sorti de l'étroite enceinte nationale pour devenir un mouvement mondial, pour symboliser toutes les espérances révolutionnaires de l'Europe.

Ce fait est très naturel.

Le malaise général, la terrible crise économique, la chute du vieux monde, tout cela crée dans les masses un besoin profond de nouvelles formes de la vie, un

mécontentement aigu, une recherche fébrile d'un système social plus juste et plus adapté aux exigences et aux revendications des travailleurs. Les sympathies des masses ignorantes et avides d'innovations pour le bolchévisme sont, par conséquent, parfaitement explicables. Elles sont plutôt d'ordre psychologique que rationnel.

Et c'est là que se trouve, peut-être, le plus grand péril bolchéviste. Il est trop facile de confondre le révolutionnarisme avec le socialisme, et la rébellion de Spartacus, un mouvement spontané et inconscient d'esclaves, avec la révolution sociale.

Le bolchévisme trompe sans le vouloir ceux qui pensent réformer le vieux monde par un coup d'État, avec des barricades et la terreur. Parce que là où la haine prendra la place de la conscience de classe, au lieu de l'organisation économique on aura l'armée rouge ; là où on voudra remédier au manque de production par des décrets et des lois et substituer aux conditions objectives du développement social la foi fanatique et la dictature personnelle, là, au lieu de victoire, il ne pourra y avoir que réaction, ruines, et victimes.

Ainsi nous combattons le bolchévisme au nom du monde nouveau, qui pourra naître, non pas de la phraséologie politique ni des barricades des révolu-

tionnaires, mais de l'effort créateur, guidé par la raison claire et l'intelligence sûre.

Pas ὄχλος, mais δῆμος ; pas de dictature du prolétariat, mais la liberté égalitaire ; pas de vendetta, mais la justice sociale ; pas d'expériences inutiles et hasardeuses, mais la démolition créatrice — voilà ce que nous voulons et devons opposer au bolchévisme.

L'expérience russe a démontré clairement qu'au lieu de la paix, du pain et du socialisme que les bolchevikis promettaient de donner au peuple, ils lui ont apporté la guerre, la famine et le despotisme. Ce sont les conséquences inévitables du bolchévisme : elles l'accompagneront partout où il fera son apparition. Voilà pourquoi ceux qui veulent la société humaine régénérée sur les bases de la vraie paix, du bien-être individuel et du complet renouvellement social, devraient nécessairement combattre le bolchévisme au nom des plus hautes idéalités humaines.



TABLE DES MATIÈRES

I

LES ORIGINES

II

LA PRATIQUE



Imprimé sur caractères spéciaux des « Éditions Bossard »

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE

